

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LEGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr. Six mois 8 fr. Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉZOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le conseiller Andran-Morai.

AUDIENCE DU 16 JUILLET.

Meurtre.

L'accusé déclare se nommer Peretti Jean-Baptiste, de la commune de Levie. C'est un jeune homme de vingt ans, proprement vêtu et d'une physionomie intelligente. L'accusation lui reproche d'avoir donné volontairement la mort au malheureux Maestrati Ferdinand, et d'avoir été dans la même circonstance porteur d'un stylet, arme prohibée par la loi. Les faits qui se sont produits contre Peretti, à l'audience de ce jour, sont les suivants : Le 3 novembre 1846, l'accusé était allé dans la maison de Maestrati, maître cordonnier de la commune de Levie, pour faire avec ce dernier une partie de cartes. Il se retira avec lui dans une chambre qui servait d'arrière-boutique au cordonnier, et à la suite de plusieurs parties gagnées par Maestrati, l'accusé se trouva dans la nécessité de lui remettre une bourse en perles comme un gage du peu d'argent qu'il avait perdu.

Dans le désir où il était de rentrer dans ses fonds, l'accusé se rendit chez lui pour y reprendre de l'argent, et il revint un moment après pour jouer encore avec Maestrati. La partie recommença; le hasard parut un instant favoriser Peretti. Les joueurs veulent régulariser leur compte; une différence de 1 f. 50c. les empêche de se mettre d'accord; une discussion s'engage et tous deux se levèrent instantanément. Le sieur Rocca Serra Pierre-Jean, garde-forestier de Levie, parent de Maestrati, se trouvait présent à cette altercation. Il avait momentanément déposé son fusil sur le lit qui se trouvait dans la chambre et l'accusé Peretti accourut aussitôt pour s'emparer de cette arme. Le jeune Maestrati, fils de Ferdinand, s'efforça de son côté de lui arracher ce fusil. Le garde forestier à son tour le saisit par le canon afin que personne ne puisse s'en servir. Peretti finit par lâcher prise, mais ayant aperçu, en se retournant, Maestrati Ferdinand armé d'une serpe, il tira aussitôt de sa poche un pistolet et le déchargea immédiatement contre lui. L'infortuné Maestrati tombe baigné dans son sang. Il roule aux pieds de son meurtrier et le retient par une jambe afin qu'il ne puisse pas prendre la fuite. Maestrati fils s'empare à son tour d'une hache, frappe à coups redoublés sur la tête de Peretti qui avait tiré de sa poche un stylet et qui est emporté mortellement blessé de la maison où il a commis le crime. Tels étaient les faits qui se produisaient contre Peretti à l'audience de ce jour. Il semblait que la seule question à examiner par le jury avait été celle de savoir s'il y avait, en faveur de Peretti, l'excuse de la provocation violente. Le jury a cru devoir aller plus loin, en constituant l'accusé en état de légitime défense. En soutenant ce système, les défenseurs ont prétendu que les faits, tels que les présentait le ministère public étaient invraisemblables, puisqu'ils n'étaient relatés que par les membres de la famille Maestrati et par le garde-forestier Rocca Serra, dont la déposition leur paraissait être suspecte.

M. Sigaudy, avocat général, a soutenu l'accusation avec vigueur, en démontrant logiquement les faits tels qu'ils s'étaient produits dans la procédure et aux débats.

La défense de l'accusé a été présentée par M^{rs} Suzon et Giordani.

Déclaré seulement coupable de port de stylet, arme prohibée par la loi, l'accusé Peretti a été condamné à six mois d'emprisonnement, deux cents francs d'amende et à dix ans de surveillance de la haute police.

AUDIENCE DU 17 JUILLET.

Présidence de M. le conseiller Giordani.

Faux en écriture privée.

Franchi Antoine-François, de la commune de Cassano, avait prié M. l'avocat Castelli de Calvi d'écrire à son beau-père, marchand de grains à l'île-Rouge, afin qu'il voulût bien lui remettre une certaine quantité de blé pour le compte du sieur Graziani maire de Cassano, au nom duquel Franchi se présentait. M. l'avocat Castelli écrivit la lettre; mais le sieur Bonavita chargé d'affaires du sieur Negretti, concevant quelques soupçons sur la moralité de l'accusé, ne lui remit qu'une petite quantité de blé, en lui disant toutefois qu'il lui aurait donné le reste, s'il se présentait muni d'une lettre du sieur Graziani.

Le 21 janvier 1846, Franchi Antoine-François se présenta de nouveau chez le sieur Negretti, avec un

billet faussement attribué au sieur Graziani, et par lequel il demandait le blé qu'il n'avait pu obtenir trois mois auparavant. Le blé fut livré; mais la fraude fut bientôt découverte et l'accusé n'a pu invoquer d'autre moyen de défense que l'état de profonde misère dans laquelle il se trouvait.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a soutenu l'accusation; M^{rs} Bonelli, dont nous avons annoncé les brillants débuts aux dernières assises, a présenté quelques touchantes observations en faveur de son malheureux client.

Sur la déclaration du jury que l'accusé était coupable, avec circonstances atténuantes, la cour lui a infligé la peine de deux années d'emprisonnement.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Tentative de meurtre.

Une certaine méintelligence existait entre les familles Antonietti et Grimaldi, de la commune de Giussani. Le bruit s'était répandu dans le village, qu'une femme de la famille Antonietti avait été rendue enceinte par le nommé Nonce Grimaldi. Le 22 septembre 1846, pendant que ce dernier parcourait le chemin qui conduit à Olmi-et-Cappella, Antonietti Jacques-Antoine, vint à sa rencontre et lui demanda s'il était vrai qu'il se fût plaint de ses mauvaises dispositions. Grimaldi Nonce, qui était porteur d'un fusil, ne chercha pas à se justifier, et il a prétendu aux débats, que l'accusé lui ayant arraché son arme, a tenté de lui donner la mort avec son fusil dont l'amorce seule avait brûlé. Le plaignant ajoutait que l'accusé lui avait enjoint de dire un acte de contrition, et, qu'ayant manqué son coup, il avait pris la direction de l'endroit où travaillait son frère pour riposter avec l'arme de son dernier.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a soutenu l'accusation; M^{rs} Casabianca a présenté la défense de l'accusé qui a été mis en liberté par la cour, en vertu du verdict de non culpabilité prononcé par le jury.

AUDIENCE DU 18 JUILLET.

Présidence de M. le conseiller Jourdan.

Vol.

Dans la nuit du 31 octobre 1846, des voleurs pénétrèrent, avec effraction, dans une maisonnette de campagne appartenante au sieur Levie d'Alajaccio. Ils s'emparèrent d'une quantité d'huile qu'ils transvasèrent dans une dame-jeanne, et de quelques autres ustensiles qu'ils aperçurent sur les lieux. Une épicière de la ville d'Alajaccio, ayant été chargée de vendre cette huile, en fit part à un garde-champêtre qui s'était activement occupé de la découverte des voleurs. Il fut convenu entre le garde-champêtre et l'épicière que celle-ci le ferait prévenir lorsque les voleurs, dont elle ignorait les noms, seraient vus chez elle pour toucher le prix de l'huile qu'ils y avaient déposée. Le 9 du mois de décembre, le nommé Bernardi Michel de la commune de Bastelica, se présenta effectivement chez la femme Serpaggi, pour lui demander compte de l'huile qu'elle avait reçu de lui. Le garde-champêtre fut prévenu par la femme Serpaggi, et le nommé Bernardi Michel, immédiatement arrêté par la gendarmerie, s'est trouvé dans l'impossibilité de nier le crime qui lui était imputé. L'information à laquelle on immédiatement procéda a démontré que Bernardi Michel avait commis ce crime en compagnie de Cuttoli Ignace de la commune de Cuttoli. Il a été reconnu également que ces deux individus étaient les colons du sieur Levie, au préjudice duquel ils avaient volé les objets dont il a été question.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a soutenu l'accusation, M^{rs} Giordani et Gavini, défenseurs des accusés, ont imploré en faveur de leurs clients la commisération du jury.

Déclaré coupables de vol simple, sans circonstances aggravantes, les deux accusés ont été condamnés à une année d'emprisonnement.

AUDIENCE DU 19 JUILLET.

Complicité d'enlèvement de mineure et vol.

Un crime d'enlèvement de mineure, entouré des circonstances les plus graves, était soumis en ce jour à l'appréciation du jury. Une jeune et jolie fille de la commune d'Olmo de Casacconi, appartenant à une honnête famille, venait se plaindre à la justice, du rapt dont elle avait été la victime, et qui avait été commis avec les violences les plus atroces. Le noble maintien de cette jeune personne, la beauté de ses traits et les malheurs inouis qu'elle a si douloureusement éprouvés, attirèrent constamment sur elle l'attention bienveil-

lante de l'auditoire. Celui qui avait été l'auteur de cet horrible méfait et qui portait le nom de Graziani André a été condamné, à de précédentes assises, à cinq années de travaux forcés. L'accusé qui comparait en ce jour devant la justice, et qui déclare se nommer Graziani Quilicus, âgé de vingt ans, se serait rendu le complice de cet enlèvement dans les circonstances suivantes :

Dans la matinée du 28 mai 1846, la nommée Giudicelli Mathée s'était rendue, en compagnie de sa sœur Elisabeth, dans un enclos où elles possèdent au lieu dit Valle al Nespolo. Tout à coup deux jeunes gens de la commune d'Olmo, se présentent à ces deux jeunes filles. L'un d'eux, Graziani André, en proie à la passion que le domine depuis longtemps, se précipite sur la jeune Mathée Giudicelli. Il la saisit par la taille et l'entraîne avec violence, malgré les cris de détresse que cette malheureuse fit retentir dans le lointain. Elisabeth veut accourir au secours de sa sœur; mais elle est retenue par Graziani Quilicus qui n'avait pas craint de favoriser les monstrueux projets de son camarade. Aussitôt que Graziani s'est éloigné de Valle al Nespolo avec sa victime, Graziani Quilicus abandonne Elisabeth pour rejoindre son ami qu'il accompagne jusque sur le territoire de Pescovato. L'infortunée Mathée Giudicelli appelle à son secours des hommes qu'elle rencontre sur son passage, elle se couche par terre pour résister aux violences de ses ravisseurs, mais ses efforts deviennent complètement inutiles. Graziani André, la tenant fortement serrée dans ses bras, l'entraîne dans le sentier qui conduit au pont du Golo, et Graziani Quilicus, dont l'assistance n'était plus nécessaire, se retire dans son village. Cette malheureuse jeune fille étant arrivée sur la grande route qui conduit du pont de Golo à Corte, est aperçue par deux voyageurs qui veulent en vain l'arracher à son ravisseur. Celui-ci, tirant un stylet de sa poche, oppose la plus vive résistance et il se rend le maître absolu de la jeune personne qu'il avait ainsi cruellement enlevée. Déjà la nuit était survenue; Graziani André s'était écarté de la grande route et avait pénétré au milieu de broussailles épaisses, s'efforçant d'écarter sur l'infortunée Giudicelli sa brutale passion. Cependant les parents de cette malheureuse jeune fille, informés de cet affreux événement, s'étaient mis en marche. Ils arrivèrent près du lieu où elle était, ils entendirent ses cris, ils accoururent et la délivrèrent de son ravisseur qui se déroba immédiatement par la fuite à leur juste et légitime colère.

Graziani Quilicus est donc accusé d'avoir assisté Graziani André dans l'accomplissement de ce crime. L'accusation lui reproche, en outre, d'avoir soustrait frauduleusement un fusil au préjudice de Tullius Brodore, de la commune de Luciana. Il résulte en effet de l'ensemble des dépositions des témoins, que Graziani Quilicus, pendant qu'il gardait la campagne pour se soustraire aux poursuites de la justice à raison du premier crime qui lui est imputé, s'était présenté, en compagnie d'un autre individu, dans un champ où travaillait Brodore et qu'il l'avait forcé à lui remettre un fusil, en le menaçant de lui donner la mort s'il n'obtempérait pas à sa demande.

Relativement au premier crime, dont il est accusé, Graziani Quilicus se défend en disant que son camarade lui avait dit que la jeune fille était d'accord avec lui, et qu'elle devait faire semblant d'opposer de la résistance pour ne pas encourir les reproches de sa sœur et de ses parents. Quant au vol du fusil, il déclare simplement n'en être pas l'auteur.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, chargé de porter la parole dans ce triste procès, a énergiquement soutenu l'accusation. M^{rs} Olagnier a fait d'habiles efforts pour atténuer les faits reprochés à son client.

Sur la déclaration affirmative du jury sur les deux questions de complicité d'enlèvement de mineure et de vol simple avec circonstances atténuantes, la cour a condamné Graziani Quilicus à cinq années d'emprisonnement.

AUDIENCE DES 21, 22, 23 ET 24 JUILLET.

Présidence de M. le conseiller Jourdan.

Tentative d'assassinat et meurtre.

Une affluence considérable de personnes se pressait sur la place du Palais de Justice dès le premier jour de l'ouverture de ces débats. Malaspina Dieudonné, de la commune de Costa, qui avait été plusieurs fois renvoyé à des sessions subséquentes, allait enfin paraître devant la justice du pays. Arrêté sur le territoire italien en vertu d'un traité d'extradition, l'accusé, qui n'avait pu paraître légalement devant le jury qu'aux assises dernières, avait été ajourné à la présente session par suite de l'absence d'un témoin.

Il y avait longtemps que la curiosité publique était

pour tout le reste de ses jours (liberté). L'insulaire français, qui ne sait que l'insularité, est un être qui ne peut vivre que dans l'insularité. L'insulaire français, qui ne sait que l'insularité, est un être qui ne peut vivre que dans l'insularité.

Vous savez quelles étaient les prétentions des maîtres de postes : c'était d'obtenir qu'un droit fut établi sur les chemins de fer, et que ce droit fut perçu au profit des maîtres de poste, le produit du droit étant destiné à être réparti entre eux en remplacement du droit actuel de 25 centimes.

Voilà quelles étaient les prétentions des maîtres de poste. Ce serait une chose assez singulière que le Gouvernement ait autorisé quelque chose de ce genre, et qu'il ait permis à des maîtres de poste de proposer un projet de loi non-seulement l'aurait présenté, mais voté par la chambre. En retour, on donnera 1,200,000 fr.

Cette question avait été souvent discutée dans la chambre, le Gouvernement savait bien que l'établissement d'un droit perçu au profit des maîtres de poste n'avait aucune chance de succès. Le ministre des finances avait formé une commission pour étudier la question, et l'honorable M. Odilon Barrot en faisait partie. Tous les systèmes se valent été examinés; le Gouvernement n'était rempli de sollicitude pour les maîtres de poste... Il aurait voulu atteindre autant que possible la condition si dure où se trouvent les maîtres de poste; mais il savait que la chambre repoussait à adopter le principe de l'indemnité, qu'elle n'admettrait pas un droit établi au profit d'une classe particulière de citoyens. Le Gouvernement savait parfaitement cela. Il n'a jamais présenté de projet de ce genre. Ceux qu'il a présentés, malheureusement n'ont pas eu l'approbation des maîtres de poste; on les a vus succomber sous la coalition des maîtres de poste non satisfaits, et des membres de la chambre qui voulaient des économies et qui trouvaient que le Gouvernement demandait des dépenses trop fortes.

Voilà pour les maîtres de poste. Ainsi, ce projet, qui devait être payé 1,200,000 fr., n'a jamais été présenté et ne pouvait l'être; celui qui l'aurait présenté se serait légèrement aventuré, et ceux qui auraient autorisé cette promesse se seraient prêtés à une étrange sur sur ces bases sont-ils capables de se porter à des combinaisons pareilles?

Je laisse à la chambre le soin de juger s'il est assés de bon sens et de raison pour accueillir de telles inepties. (Nouvelle approbation au centre.)

Voilà pour les projets de loi. Nous arrivons maintenant à la grande question, celle de la chambre des paires. C'est une question très-grave. Toutes les lois ont été introduites dans le débat, d'un côté, pour lui donner une certaine couleur dirigée contre le cabinet, d'un autre, pour donner un peu plus d'apparence à l'opposition produite au sujet de la chambre des paires.

La chambre des paires n'est autre, elle a pour objet, l'union qu'un projet de loi, des promesses de pairs avaient été faites et payées, cela pouvait faire croire qu'un entrain à la chambre des paires a été donné. Pour un corps aussi haut placé que la pairie, la susceptibilité est fort naturelle; car répéter dans la public cette idée, qu'on peut obtenir la pairie à prix d'argent, qu'un certain nombre de membres qui y siègent n'y siègent que par suite d'un trafic infâme, est fait, quelle que soit l'intention avec laquelle on le produise, lors même qu'on voudrait le diriger exclusivement contre le cabinet, ce fait porte une atteinte grave à l'honneur et à la considération de la pairie; et je trouve naturel qu'elle ait voulu des explications, des éclaircissements. (Très-bien! très-bien!)

Mais ce n'est pas tout d'alléguer les faits; on a dû ajouter qu'une promesse de pairie avait été vendue 80,000 fr. Et que voyons-nous à l'appui de cette allévation? Une accusation de M. de Girardin; M. de Girardin dit : j'en ai la certitude. Il est facile d'attaquer à de petites conditions; mais s'il en est la certitude, pourquoi ne cite-t-il pas les personnes et les faits? C'était la meilleure manière d'éclaircir la chambre; et quand la chambre, sur l'appel de M. Odilon Barrot et de plusieurs membres, a demandé des renseignements, afin que la lumière pénétrât dans ces faits, on n'est pas pour recevoir de simples affirmations, il faudrait au moins que ces affirmations fussent appuyées d'un commencement de preuves. (C'est cela! — Très-bien!)

Quand on vient dire que le fait s'est passé pendant mon absence, et que j'ai dit à M. de Girardin que je regrettais que cela eût été fait, et que je blâmais M. Guizot d'avoir ainsi permis la pairie, que doit penser la chambre de semblables inventions? J'aurais blâmé, moi, M. Guizot d'une semblable promesse et d'un pareil marché?

On dit qu'un marché a été fait; mais peut-on citer une personne? peut-on dire qu'il y ait eu une nomination faite à ces conditions? En vérité, apporter de pareils renseignements; vouloir établir ainsi ses alléguations, c'est tout simplement les répéter et non les justifier; c'est rester avec un peu plus d'assurance les assertions du journal même; ce n'est pas les justifier. Je ne dis pas par une seule preuve, mais par la plus haute commencement de preuve. (Très-bien! très-bien!)

Quant à l'autre fait, mon honorable ami M. le ministre des affaires étrangères ne sera pas embarrassé pour répondre. M. de Girardin l'a attaqué directement sur ce point; mais c'est un fait très-facile à expliquer. Je ne me charge pas de me substituer à mon honorable ami M. Guizot dans les explications qu'il pourra bientôt donner à la chambre.

Voilà à quoi se réduit ce grand échafaudage de corruption; c'est à la chambre à prononcer. Nous n'avons pas cherché le débat, mais nous ne l'avons pas cherché; nous ne l'avons pas cherché.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont très-moderés, je le reconnais, en comparaison de beaucoup d'autres; les attaques ne se reproduisent pas.

Si le Gouvernement a montré une patience, nous appelons de l'indifférence, qu'on nous en donne. Le Gouvernement ne peut pas nous en donner. Les articles de la Presse sont

vivement préoccupée de cette affaire. La position sociale du jeune Malaspina, fils d'un juge de paix, d'ancien élève de la faculté de la commune d'Occitania, son âge, et les circonstances de sa jeunesse, ont été, comme nous l'avons dit, les arguments principaux de sa défense. Les juges, au nombre de quatre, ont été, au premier jour, à onze heures, aussitôt que les jurés ont pris place sur leurs sièges, la cour entre en séance. Dans une affaire qui avait eu en Corse un si grand retentissement, M. Dufresne, procureur-général, est venu prêter à l'accusation le secours de sa dialectique sévère et de son imposante parole. M. Gaffori, substitut du procureur général, siège à ses côtés pour lui faciliter l'intelligence de l'idiome des témoins. La défense de l'accusé est confiée au talent et à l'habileté de M. Caraffa et Casabianca, ainsi. A leur côté est assis M. Malaspina père, vieillard presque septuagénaire. La partie civile est représentée, dans ce procès, par M. Gavini et Olagnier.

Aussitôt que Malaspina est introduit dans la salle d'audience, tous les regards se portent sur lui. C'est un jeune homme de vingt-trois ans, vêtu complètement de noir et avec élégance. Sa taille élancée, jointe à la régularité de ses traits, donnent à sa physionomie un air de distinction. On est cependant frappé de la vivacité de son regard; elle révèle en lui une nature ardente, un caractère extrêmement emporté.

Après avoir fait donner lecture de l'acte d'accusation, M. le président, avec cette dignité et ferme impartialité qui le distingue, procède à l'audition de cinquante témoins environ. Les faits suivants sont résultés de l'ensemble de ces témoignages :

Dans la soirée du 10 novembre 1845, Malaspina Diédonné et son ami Costa Pierre-Antoine, se rencontrent dans un cabaret de la commune d'Occitania. Ils sont en compagnie de plusieurs autres jeunes gens; ils se tendent réciproquement la main; ils s'embrassent. Malaspina les invite tous à prendre un petit verre et l'invitation est acceptée. Malaspina s'approche de son ami, il s'aperçoit qu'il porte un pistolet dans sa poche, il l'entraîne sans bruit sur le seuil du cabaret et lui propose d'échanger son pistolet avec le sien. Pierre-Antoine Costa remet son pistolet à Malaspina et refuse de recevoir le sien. Dès que Malaspina se voit possesseur des deux armes, il engage son ami à faire une promenade avec lui, et au moment où ils arrivent à côté de la maison de feu l'abbé Serafino Mancini, Malaspina fait part à Costa de l'intimité dont il jouit auprès d'une demoiselle. Il lui demande s'il n'a point le même bonheur que lui auprès de la sœur de celle-ci, et au moment où Costa lui répond par une dénégation formelle, au moment où il lui dit que s'il était assidu auprès de cette jeune personne c'était pour en faire son épouse : à genoux lui aurait dit Malaspina, dis un acte de contrition, il faut que tu meures. — Il aurait alors pressé la détente d'un pistolet qui n'avait point pris feu, et tandis que Costa Pierre-Antoine se livrait à la fuite, il aurait déchargé sur lui un autre pistolet et lui aurait fait au flanc droit une large et profonde blessure.

Tels étaient les faits rapportés par Costa Pierre-Antoine. Malaspina, au contraire, a prétendu qu'il fréquentait la maison de la demoiselle dont Pierre-Antoine Costa a fait sa femme légitime. Il affirmait en outre que Costa en était jaloux, que le soir mentionné dans l'accusation, après l'avoir embrassé dans le cabaret, il l'avait engagé à sortir dehors. Il soutenait qu'étant arrivés ensemble à la maison de feu le curé Mancini, Costa lui avait reproché ses assiduités auprès de sa fiancée, en disant à Malaspina qu'il aurait mieux fait d'aller protéger l'honneur de ses cousines; qu'à ces mots prononcés d'un ton de mépris, une altercation avait eu lieu entre eux, qu'ils avaient réciproquement tiré l'un sur l'autre un coup de pistolet, que celui de Costa avait raté et que celui de l'accusé avait blessé Costa au flanc droit.

Il faut ajouter qu'aucun témoin oculaire ne se trouvait sur les lieux, mais il est vrai de dire que Malaspina avait pris aussitôt la fuite, et que des témoins ont déposé aux débats d'avoir entendu Costa réclamer de Malaspina père son pistolet et que celui-ci avait répondu qu'il en parlerait avec son fils.

Il a été encore avéré aux débats qu'une réconciliation avait eu lieu entre les deux familles, que Costa Pierre-Antoine ou du moins son frère aîné, s'était désisté en son nom de cette plainte qui avait été trop légèrement instruite et peut être trop légèrement jugée par les magistrats de Calvi.

Le second crime reproché à Malaspina aurait été commis dans les circonstances suivantes :

Luigi Barthélémy, maire de la commune de Ville, avait une fille unique qui est une des plus riches héritières de la Balagne. Des propositions de mariage avaient eu lieu entre les deux familles Luigi et Malaspina. Ces propositions avaient été d'abord acceptées de part et d'autre; mais plus tard, l'infortuné Luigi s'était ravisé, et il ne voulait pas consentir à un mariage qui ne considérerait plus comme un lien de bonheur pour sa fille. Il parait qu'en prononçant ce refus, le malheureux Luigi avait tenu quelques propos contre la famille Malaspina, laquelle n'avait jamais été en bonne intelligence avec la sienne.

Ce refus d'accomplir une promesse donnée, joint aux paroles imprudentes que le malheureux Luigi s'était écriées, avait considérablement agité ce jeune homme déjà si facile à s'emporter.

Le 3 novembre 1845, Malaspina se trouvait en compagnie de quelques amis sur la route royale qui conduit à Ponte-alla-Felcia. Il fumait un cigare, mais il était encore agité par une dispute qu'il venait d'avoir, sans aucune suite, quelques moments auparavant. L'infortuné Luigi avait quitté sa demeure pour se rendre dans la commune de Belgodere. Il devait passer sur la grande route où malheureusement, et à son insu, se trouvait Malaspina. Il parut tout à coup devant lui escorté du témoin Leoni qui venait en sa compagnie. Ce dernier demande un cigare à Malaspina; celui-ci se donnant à peine le temps de lui répondre qu'il lui en aurait même donné deux, se précipite sur le malheureux Luigi qui avait un parapluie à la main, et le perce neuf fois de son poignard. Le malheureux Luigi tombe baigné dans son sang; tous les témoins qui se trouvaient présents à cette scène épouvantable prennent lâchement la fuite, et racontent les faits tels qu'ils ont été relatés plus haut. Leoni seul a prétendu que Malaspina avait de sa jeter sur sa victime, lui aurait reproché d'avoir manqué à sa parole, et que celui-ci avait mis la main sous sa veste comme pour en tirer un pistolet de poche. Aucune arme n'a été du reste trouvée sur le cadavre par les parents de la famille Luigi. Leoni a prétendu que les autres témoins n'avaient pu s'apercevoir de ce geste, parce que déjà ils s'étaient éloignés du théâtre du crime.

Il parait qu'à la suite de cet événement, Malaspina aurait frappé avec un bâton la tête du malheureux Luigi, qu'il serait allé s'armer dans la maison d'un de ses parents, et, qu'en se sauvant, il aurait donné un coup de crosse de son fusil sur la tête d'un enfant néveu de Barthélémy Luigi et qu'il aurait frappé de son pied une jeune fille nièce de ce malheureux victime. L'accusé nie ces faits, il dit seulement qu'il est possible qu'il ait voulu les écarter de son passage sans savoir que ces enfants appartenant à la famille Luigi.

Tels étaient les faits graves imputés à Diédonné Malaspina. Aussitôt que les témoins ont été entendus, la parole est donnée, le troisième jour, à M. Olagnier, l'organe de la partie civile. Le lendemain, en présence d'un auditoire aussi innomé que brillant, M. Dufresne, procureur-général, a pris la parole en ces termes :

« Messieurs de la cour, Messieurs les jurés, Malaspina Diédonné comparait devant vous comme accusé d'abord, d'avoir en 1840 commis une tentative d'assassinat sur la personne de Costa Pierre-Antoine, d'avoir ensuite, en 1845, commis un meurtre sur la personne du sieur Barthélémy Luigi, maire de la commune de Ville. »

« Les faits constitutifs de l'un et l'autre de ces crimes sont constants au procès, et ils ne sont point contestés par la défense. D'une part il est établi qu'en 1840 dans la commune d'Occitania à côté de la maison de feu l'abbé Serafino Mancini, Pierre-Antoine Costa a été grièvement blessé par Malaspina, à l'aide d'un coup de pistolet; d'autre part, il est aussi constant qu'en 1845, Barthélémy Luigi, maire de la commune de Ville, a été frappé de plusieurs coups de poignard sur une route royale, et en plein jour, au milieu de ses concitoyens. »

« J'ai dit que ces faits ne sont point contestés par la défense, seulement, entre l'accusation et la défense se présente une divergence considérable. L'accusation prétend que la tentative de meurtre a été volontaire, l'accusation soutient encore que le meurtre a été volontaire; l'accusé prétend au contraire que dans l'une et l'autre circonstance, il s'est trouvé dans le cas de la légitime défense, ou tout au moins qu'il a été violemment provoqué. »

« Ce sera donc sur cette divergence, entre l'accusation et la défense, que se fera la discussion. Messieurs les jurés, j'appellerai particulièrement votre attention. Si l'ensemble des débats qu'il y a eu de provocation violente dans le sens de la loi, je vais plus loin, au point de vue de la morale, vous direz qu'il y a eu tentative de meurtre et meurtre consommé. Vous hésitez point à faire cette déclaration et quelle que soit la position sociale de l'accusé, quelles que soient les sollicitations qui sont venues affliger votre oreille, quelles que soient les obsessions dont vous aurez été entourés, vous n'oublierez pas que vous êtes jurés, que le premier besoin de ce pays c'est celui de la justice, que ce jour aura un très-grand retentissement dans ce pays et qu'il est nécessaire d'apprendre à toute la Corse, que la justice est égale pour tout le monde, même pour celui qui se trouve au haut placé s'il a violé les lois de son pays et s'il a trempé ses mains dans le sang de ses semblables. »

Passant ensuite à la discussion des faits de la cause, M. le procureur-général, avec cette puissance de logique qui a constamment attiré l'attention de l'auditoire, établit que l'accusé a commis volontairement la tentative de meurtre et le meurtre qui lui étaient reprochés. Il repousse énergiquement l'excuse de la provocation violente et les circonstances atténuantes. Quant à la circonstance aggravante de la préméditation, il s'en rapporte à la sagesse du jury. Puis il termine ainsi son réquisitoire :

« Ainsi donc, Messieurs les jurés, la prétendue excuse de la provocation n'existe point; la loi, la justice, la raison vous empêchent de l'admettre, alors surtout que le geste que l'on impute au malheureux Luigi ne vous a été révélé par son témoignage. Rien dans la cause n'indique qu'il se défendait. Luigi fut armé; s'il eût été armé il se serait défendu; on aurait vu son arme, il aurait été impossible de la soustraire. Que le fait soit ainsi, vous le savez. Vous le savez, car vous avez vu que se trouvaient sur le théâtre du crime, vous avez vu la main du malheureux Luigi enfoncée à sa distance de sa demeure. La lâcheté des témoins qui se trouvaient présents à cette scène de carnage n'excuse point la cruauté du meurtrier. Dites donc, qu'un sentiment de pitié pour lui ne saurait qu'un indigne déni de justice. »

J'ai raisonné sur les témoignages, mais si vous vous rappelez la conduite de Malaspina après la mort de Luigi, vous verrez qu'il était sous l'empire d'un caractère barbare d'un féroce emportement. Il quitte le cadavre, il est converti de sang, mais au moins se cachera-t-il aux regards de la multitude? non, Messieurs les jurés, il reme au milieu de son village en se glorifiant de son crime, en calomniant son pays, en disant: Je suis Corse, comme s'il lui eût fallu ce baptême de sang pour ajouter à l'horreur du forfait qu'il venait de commettre. Qui vous avez calomnié votre pays, car la Corse c'est la France et la France comme la Corse c'est le pays de la générosité, de la loyauté et de l'honneur. L'accusé reviendra en armes sur le théâtre du crime, il rencontrera sur son passage des enfants appartenant à la famille Luigi, il les battra; il donnera un coup de pied à une jeune fille, nièce de l'infortuné Luigi, il donnera un coup de bâton sur la tête de sa victime. On vous dira que ces coups n'ont pas laissé de traces, mais ne verrez-vous point là les signes du dédain, de la cruauté et du mépris? Avez-vous oublié que le malheureux Luigi disait, en rendant le dernier soupir, au prêtre qui lui administrait les derniers secours de la religion, c'est Malaspina qui m'a frappé à la tête. Avez-vous oublié tous les faits accessoires à cette cause, faudra-t-il encore vous les rappeler pour assombrir ce triste et lugubre tableau? »

« Un dernier mot relativement à ces promesses de mariage qui auraient eu lieu entre les deux familles. Leur donneriez-vous le caractère d'une provocation violente? Mais cette promesse était-elle définitive? La loi avait-elle été jurée? Y avait-il eu des fiançailles? Et bien vous avez entendu que des propositions de mariage ont été faites, vous avez entendu que sur le refus de la jeune fille, le père s'est réuni à elle et que les propositions avaient été repoussées. Mais si ces promesses avaient été irrévocablement faites, vous auriez vu la famille Malaspina regner par la famille Luigi. Au contraire, tout ce qui s'est passé, tout ce qui s'est produit à ces débats vous démontre qu'il y a eu des négociations, des propositions, et que ces négociations, ces propositions avaient échoué. Mais enfin, j'admets que l'infortuné Luigi ait été trop léger en promettant sa fille et qu'ensuite il soit revenu sur ses promesses. Eh bien! est-ce qu'un père ne pourra jamais revenir sur de semblables projets? Mais plusieurs d'entre vous seront pères de famille, mais plusieurs d'entre vous auront une fille à marier. Eh quoi! vous apprendrez que celui qui demande votre fille peut faire son malheur, votre fille aura des répugnances pour lui; cet homme aura été poursuivi pour une tentative d'assassinat et pour d'autres faits plus ou moins graves, et vous ne pourrez pas vous retracer, et il faudra que vous peinie de vie ou de mort vous lui livriez votre fille? »

« Et quant aux circonstances atténuantes, où les trouverez-vous dans ce déplorable procès? Sera-ce avant, pendant ou après? Avant, mais vous avez la mauvaise conduite de l'accusé; pendant et après, mais au moins s'il avait eu un moment de repentir après avoir commis un crime avec une cruauté inouïe sur la personne d'un malheureux qui lui avait naguère considéré comme devant devenir son père. Je cherche en vain une seule larme dans ses yeux. Avez-vous vu sur cette nature impitoyable et féroce se produire la moindre émotion, la moindre expression de regret. Foudrez, Messieurs les jurés, foudrez dans les tristes détails de ce procès, vous aurez la conviction que deux crimes ont été commis, vous aurez la conviction qu'il n'existe point de provocation violente, point de circonstances atténuantes. Vous ne pourrez admettre les circonstances atténuantes qu'en contemplation de la gravité de la peine, mais je ne pense pas que ce soit dans ces sortes de crimes, je ne pense pas qu'il soit possible de commettre un meurtre dans des circonstances plus cruelles. Si en thèse générale, la loi peut vous paraître trop sévère, ici c'est à peine si elle a été juste. Soyez-en convaincus, Messieurs les jurés, la conscience publique ne vous faillira pas si vous rendez un verdict que j'ai la conviction d'avoir justifié devant vous. »

La parole est donnée à M. Caraffa qui s'exprime à peu près en ces termes :

« Messieurs les jurés, en présence d'une accusation si grave, d'un réquisitoire si fort de langage et de raisonnement, vous comprendrez sans doute les émotions que j'éprouve. Vous comprendrez le trouble qui me saisit en présence de cet auditoire qui m'écoute, lorsque je vois que je dois défendre un jeune homme appartenant à une honorable famille, lorsque je sens que je dois protéger un vieillard vénérable dans l'existence sociale de son fils unique qui devait être la consolation de ses vieux jours. »

« Mais ce qui m'anime et m'encourage, c'est que vous ne m'accordez point votre attention, vous ne m'écoutez point; et quoique mon langage soit au-dessus de moi, je ne me suis imposé, je n'aurais point de peine à le dire, à vous démontrer toute la vraisemblance de la déclaration de Malaspina, déclaration vraie, juste, raisonnable, d'où il résulte que deux jeunes gens, à la suite d'une altercation devenue vive, se sont égarés réciproquement deux coups de fusil. »

« Charge de la défense de l'accusé, maintenant à la tentative de meurtre, j'honorable défenseur, avec cette force de raisonnement, qui le distingue s'attache à démontrer la vraisemblance de la déclaration de son client et l'incohérence de la déclaration de Costa. Il termine ensuite en ces termes sa plaidoirie si habilement raisonnée :

« On vous a parlé des antécédents de Malaspina, et bien! quels sont les faits que l'on a pu relever contre lui? Ce sera parce qu'il est doué d'une âme ardente, ce sera parce qu'il est doué d'une violence nature que vous voudrez le livrer à toutes les rigueurs de la justice. Il y a quelques jours cette foule de spectateurs se pressait dans cette enceinte pour assister aux débats de la cause de Malaspina comme à celle d'un grand criminel. Eh bien! aujourd'hui tout a changé. Toutes les sympathies de l'auditoire sont pour lui; on a pu juger son langage, on a pu descendre dans les replis de son cœur, on a pu comprendre tout ce qu'il y avait de noble et de généreux dans son caractère. Et vous, Messieurs les jurés, vous n'avez point de pitié pour lui, vous n'avez point de pitié pour ce vieillard honorable à qui, peut-être, il ne sera plus donné d'embrasser son fils chéri, son unique espoir! Eh quoi! Messieurs les jurés, vous lui rendez sur un verdict d'ignominie et vous le frappez ainsi dans l'existence sociale de son enfant! O non, Messieurs les jurés, cela ne peut pas être. Ma parole est au-dessous de la tâche que je me suis imposée. Une voix plus éloquente que la mienne va bientôt se faire entendre. Elle fera vibrer vos cœurs, elle excitera votre sensibilité, et votre verdict, tout en représentant les justes exigences de la société offensée, sera également conforme aux saintes lois de l'humanité malheureuse. »

M. Casabianca a la parole le dernier sur le deuxième chef d'accusation, et il commence ainsi sa brillante plaidoirie :

« Les paroles éloquentes que vous venez d'entendre ont déjà, sans doute, dissipé les préventions funestes qu'une voix accusatrice s'est efforcée d'accumuler sur la tête de Malaspina. Sans me préoccuper des faits qui vous ont été si habilement retracés, je veux vous entretenir de ceux que j'ai été spécialement chargé de discuter. Je veux parler du fait le plus grave, car j'en ai la conviction intime, sans le triste événement de la mort de Luigi, on n'aurait point ajouté foi au récit fabuleux de Pierre-Antoine Costa, en vertu duquel une rixe entre deux jeunes gens a été transformée en un lâche attentat. Je ne me dissimulerai point que je n'ai pas les mêmes avantages que mon honorable confrère; je me trouve non pas en présence d'une simple tentative de meurtre défigurée par des détails mensongers, mais bien d'une triste réalité qui s'est produite en plein jour sur une route royale. Aussi je me hâte de le dire, je ne viens point justifier entièrement ce crime, je veux seulement vous présenter les faits de cette cause, ce sera à vous de les apprécier. Un crime se compose d'un fait dommageable et d'une intention criminelle, c'est cette intention que vous devez rechercher. »

L'honorable avocat discute ensuite les faits de la cause. Il s'appuie sur la perturbation que la conduite de l'infortuné Luigi avait jetée dans le cœur du jeune Malaspina. Arrivant ensuite à la fatale rencontre, il s'efforce de prouver, avec toute la force de son éloquente parole, que son client a été violemment provoqué. Puis il finit en ces termes :

« Vous réunirez toutes les circonstances qui résultent de ces débats. Vous n'oublierez pas l'ouvrage sanglant fait à Malaspina. A vous maintenant à prononcer sur le sort de ce jeune homme. Je ne répondrai pas aux considérations si éloquentes de M. le procureur-général, je pourrais à mon tour vous présenter des considérations non moins graves dans l'intérêt de la défense. Mais ce n'est point là où vous saurez votre conviction. Votre verdict est déjà écrit au fond de vos consciences. Eh bien, vous direz que si ce jeune homme a eu un premier mouvement de colère, il n'est pas tout à fait indigne de pitié. Un premier mouvement n'est jamais un crime, a dit un poète moderne. Et puis, vous aurez pitié de ce vieillard qui attend de vous la vie ou la mort dans le verdict que vous allez rendre; vous ne récrirez pas ses cheveux blancs. Malaspina n'est pas cet homme affreux que le ministère public a voulu vous dépeindre. J'ai dit que Malaspina avait un repentir du malheureux événement dont il a été la cause involontaire. Ce repentir je le trouve dans une lettre écrite à son père, lettre qui se trouve au milieu des pièces de l'instruction et qui a été saisie sur Malaspina au moment où il a été arrêté. Cette lettre est ainsi conçue : « Mon cher père, nous avons manqué de périr; mais il paraît que le sort n'en est point encore jeté et je vis encore! Puisse cette existence, j'en fais des vœux au ciel, l'apporter la paix et la tranquillité que de bien tristes circonstances, que la fatalité qui se joue trop souvent des hommes ont voulu que je l'enlevasse! Puisse cet enfant, que tu veux encore appeler ton fils, malgré les coups terribles qu'il a portés à ta sensibilité paternelle, être d'abord un sujet de consolation et de bonheur pour ses vieux parents qu'il respecte comme Dieu lui-même! Pour les rendre heureux, il voudrait lutter encore contre la cruelle destinée que le poursuit! Oh! mon père, oh! ma mère, qui vous consolera maintenant dans vos affliges? Vous qui dissiperez les cruelles pensées qui vous assaillent continuellement pendant mon absence? Grand Dieu! secourez-les, empêchez-les de succomber au désespoir. »

« Oh! celui qui a écrit ces lignes n'est point un être cruel. Ce ne sera pas en vain que l'accusé aura été introduit dans cette enceinte. »

Après cette touchante péroraison, M. le président dans une brillante allocution, résume les débats. En faisant résumer les charges nombreuses qui pèsent sur l'accusé, il félicite de son éloquente parole, l'indigne conduite des témoins accusés, qui furent assez lâches pour fuir, plutôt que d'empêcher Malaspina de commettre le meurtre sur la personne du malheureux Luigi. Après le résumé de M. le président, les jurés entrent dans la chambre de leurs délibérations d'où ils sortent au quart d'heure après avec un verdict affirmatif sur les deux questions de tentative de meurtre et de meurtre volontaire, en admettant toutefois pour les deux crimes l'excuse de la provocation violente.

En conséquence, Malaspina Diédonné a été condamné, par la cour, à cinq années d'emprisonnement et à deux années de surveillance de la haute police, à dix mille francs de dommages intérêts au profit de la veuve Luigi, et cinq cents francs au profit de Pierre Antoine Costa.

M. Emile Girardin a occupé l'attention publique toute cette semaine; il a provoqué de nouveaux scandales, sans être plus heureux que par le passé, sans élever ses assertions à l'état de preuves. Il veut accabler le ministère; il a des révélations terribles à faire, puis quand vient le moment de s'expliquer, il se tait, se renferme dans ses affirmations auxquelles le ministère oppose des démentis cathégoriques, et alors que M. Girardin devait prouver, il affirme de nouveau M. Girardin voudrait être à la fois de l'opposition et du parti conservateur et l'on voit que sous cette colère violente, cette indignation de commande, il ne se cache que d'étranges sentiments de personnalité, que des rancunes individuelles. M. Girardin s'égare donc de plus en plus et ne se relève pas le moins du monde devant l'opinion publique.

Son procès devant la cour des pairs s'est terminé par un acquittement. En présence des déclarations de M. Girardin qui s'est fait humble et petit, et qui protestait de son inaltérable dévouement pour la chambre, celle-ci l'a renvoyé des fins de la plainte. Mais vainqueur au Luxembourg, il a éprouvé une seconde et écrasante défaite au Palais-Bourbon. Vendredi dernier M. Girardin a rallumé le débat éteint il y a huit jours. Il voulait réparer le silence de confusion qu'il avait gardé alors et il l'a fait avec un emportement qui sentait un tout autre lieu que la salle des députés. On pouvait espérer que cette fois-ci M. Girardin allait parler; mais point. Il a répété ses premières allégations et voilà tout. Quant à nommer ce négociateur honteux de la pairie qui offre 80,000 fr. pour aller siéger au Luxembourg, pas un mot. M. Girardin offre de tout dire dans une enquête, il eût été plus simple, plus logique de parler devant la chambre. Au moins eût-il été désigné comme ayant marchandé la pairie, est monté à la tribune et a répondu avec indignation l'accusation qu'on avait faite. Voilà donc l'assertion de M. Girardin affaiblie autant. Il était toutefois temps de mettre un terme à ces débats misérables, que M. Girardin pouvait faire naître à chaque moment sans profit aucun pour personne. Sur la proposition de M. Morin, la chambre a adopté, à la majorité de 225 voix contre 102, un ordre du jour motivé qui met un terme aux attaques sans preuves de M. Girardin.

La chambre des députés a abordé la discussion du budget des dépenses. Plusieurs ministères ont été votés. Toutes les réductions proposées par la commission, et elles s'élevaient à 100 millions qui ont été examinées par la chambre, ont été jusqu'ici sanctionnées par son adhésion.

La chambre des pairs a pris quelques jours de congé pour pouvoir étudier à loisir l'immense rapport de M. Reynaud sur l'affaire Cubières. Elle se réunira ensuite en chambre de conseil pour faire droit aux réquisitions du ministère public. Quatre personnes sont poursuivies : MM. Despans-Cubières, Teste, ancien ministre des travaux publics, Parentien et une quatrième dont le nom nous échappe. Mais ce ne sera guère que dans le courant de juillet que le procès pourra commencer.

Nous sommes heureux d'annoncer que l'école Paoli de Corte va enfin être ouverte à la rentrée prochaine, organisée sur le plan proposé par M. l'inspecteur général Ozaneux. Le règlement d'études, arrêté par le conseil royal, va être incessamment publié.

M. l'inspecteur général Ozaneux, qui a déjà été chargé de l'organisation de notre collège royal, est venu cette année pour remplir cette autre mission non moins importante. Il s'est occupé, de concert avec M. le recteur de l'académie, de tous les détails relatifs à la prochaine ouverture de l'école, et il vient de repartir pour Paris afin de hâter les nominations aux chaires vacantes. Pendant son séjour, qui a été de deux mois, duré qu'aucune inspection n'avait jamais eue, il a visité tous les établissements d'instruction publique de la Corse, soit avec M. le Recteur, soit avec M. l'inspecteur de l'académie. Il s'est occupé surtout, avec l'attention la plus minutieuse, des besoins de l'instruction primaire, s'est fait rendre compte de la situation de toutes les institutions sortis de l'école normale depuis sa fondation, a visité leurs principales écoles, toutes celles des sexes, ainsi que les salles d'asile. Il a pu par

conséquent, en comparant les causes avec les effets, se rendre compte de la situation de l'instruction primaire, et se rendre compte de la situation de l'instruction primaire, et se rendre compte de la situation de l'instruction primaire.

Après ce qui nous est revenu, on fait circuler en ville une pétition colportée plus ou moins dans l'ombre, qui a pour objet de demander la conservation des paquebots de l'Etat pour la correspondance de la Corse, ce qu'assurément les pétitionnaires sont parfaitement libres de faire sans encourir aucun blâme; mais qui, représentant la compagnie Valéry frères nous ne savons sous quelles couleurs, déclare que, si le service du courrier était donné à cette compagnie, ce serait une calamité déplorable pour le pays, assertion non permise ou du moins très fort erronée et contre laquelle nous croyons devoir nous élever avec force.

A l'égard des paquebots de l'Etat, le Journal des Débats) une des feuilles les plus gouvernementales et les plus graves de la capitale, le *Nouveliste* et d'autres journaux de Marseille qui est la ville, sans contredit, la plus intéressée et la plus compétente dans le débat, et, ce qui est bien plus déterminant encore, le rapport de la commission de la chambre des députés sur le budget ont examiné et traité la question avec un soin remarquable. Ces autorités imposantes ont, d'un commun accord, reconnu, par des motifs à la fois de sage économie et de haute considération commerciale, qu'il convenait de donner tous les courriers de la Méditerranée, y compris le service de la Corse, aux bateaux des compagnies de préférence aux paquebots de l'Etat. Organe d'une des localités intéressées dans cette question, nous avons dû nécessairement adopter l'opinion par nous citée, puisée qu'elle est surtout à de pures sources. Nous avons jugé convenable d'ajouter en même temps que, si le gouvernement se décide à donner le service de la Corse à une compagnie, il le donne à la compagnie Valéry dont nous avons mentionné les justes titres à cette concession. Nous pensons en cela avoir parlé pour le bien du pays, car les services que la compagnie Valéry rend au pays sont tels que son existence lui est devenue indispensable, non-seulement à cause du transport des marchandises sur la ligne de Marseille, mais à raison des autres lignes qu'elle dessert. Et si la concurrence des paquebots de l'Etat nuit à la prospérité de cette compagnie, que lui adviendrait-il de la concurrence d'une autre compagnie du commerce subventionnée par le gouvernement?

En émettant le vœu que le service de la Corse soit donné à la compagnie Valéry et non à une autre, nous avons donc fait un acte de justice et de bon citoyen et nous ne savons comprendre qu'on puisse vouloir combattre un pareil vœu!

Si ce sont quelques zélés surannés de la marine à voile qui s'agitent, ils ont tort; leurs plaintes ont été jugées en Corse, non moins qu'ailleurs, par les remarquables progrès de nos bâtiments et de notre navigation à voile. Précédemment depuis l'établissement de notre marine à vapeur. Si ce sont quelques idées erronées et surtout quelques passions jalouses, elles ont plus de tort encore; et l'on ne peut écouter leurs doléances sans se demander.

De tels efforts ne pourraient empêcher d'apprécier le service que la compagnie Valéry et de reconnaître combien le public tient à cette institution maritime qui se lie à tous les progrès. Une déclaration formelle signée par tous les premiers fonctionnaires et par les hommes du pays les plus marquants par leur position ou par l'importance de leurs intérêts, a proclamé, dans les termes les plus précis, la haute utilité de cette compagnie qui méritait d'être appelée en Corse *Compagnie nationale*.

Nous savons qu'elle s'était bornée à demander le courrier pour la ligne de Marseille à Bastia qu'elle parcourt par voyage régulier chaque semaine et qui

conséquent, en comparant les causes avec les effets, se rendre compte de la situation de l'instruction primaire, et se rendre compte de la situation de l'instruction primaire, et se rendre compte de la situation de l'instruction primaire.

Après ce qui nous est revenu, on fait circuler en ville une pétition colportée plus ou moins dans l'ombre, qui a pour objet de demander la conservation des paquebots de l'Etat pour la correspondance de la Corse, ce qu'assurément les pétitionnaires sont parfaitement libres de faire sans encourir aucun blâme; mais qui, représentant la compagnie Valéry frères nous ne savons sous quelles couleurs, déclare que, si le service du courrier était donné à cette compagnie, ce serait une calamité déplorable pour le pays, assertion non permise ou du moins très fort erronée et contre laquelle nous croyons devoir nous élever avec force.

A l'égard des paquebots de l'Etat, le Journal des Débats) une des feuilles les plus gouvernementales et les plus graves de la capitale, le *Nouveliste* et d'autres journaux de Marseille qui est la ville, sans contredit, la plus intéressée et la plus compétente dans le débat, et, ce qui est bien plus déterminant encore, le rapport de la commission de la chambre des députés sur le budget ont examiné et traité la question avec un soin remarquable. Ces autorités imposantes ont, d'un commun accord, reconnu, par des motifs à la fois de sage économie et de haute considération commerciale, qu'il convenait de donner tous les courriers de la Méditerranée, y compris le service de la Corse, aux bateaux des compagnies de préférence aux paquebots de l'Etat. Organe d'une des localités intéressées dans cette question, nous avons dû nécessairement adopter l'opinion par nous citée, puisée qu'elle est surtout à de pures sources. Nous avons jugé convenable d'ajouter en même temps que, si le gouvernement se décide à donner le service de la Corse à une compagnie, il le donne à la compagnie Valéry dont nous avons mentionné les justes titres à cette concession. Nous pensons en cela avoir parlé pour le bien du pays, car les services que la compagnie Valéry rend au pays sont tels que son existence lui est devenue indispensable, non-seulement à cause du transport des marchandises sur la ligne de Marseille, mais à raison des autres lignes qu'elle dessert. Et si la concurrence des paquebots de l'Etat nuit à la prospérité de cette compagnie, que lui adviendrait-il de la concurrence d'une autre compagnie du commerce subventionnée par le gouvernement?

En émettant le vœu que le service de la Corse soit donné à la compagnie Valéry et non à une autre, nous avons donc fait un acte de justice et de bon citoyen et nous ne savons comprendre qu'on puisse vouloir combattre un pareil vœu!

Si ce sont quelques zélés surannés de la marine à voile qui s'agitent, ils ont tort; leurs plaintes ont été jugées en Corse, non moins qu'ailleurs, par les remarquables progrès de nos bâtiments et de notre navigation à voile. Précédemment depuis l'établissement de notre marine à vapeur. Si ce sont quelques idées erronées et surtout quelques passions jalouses, elles ont plus de tort encore; et l'on ne peut écouter leurs doléances sans se demander.

De tels efforts ne pourraient empêcher d'apprécier le service que la compagnie Valéry et de reconnaître combien le public tient à cette institution maritime qui se lie à tous les progrès. Une déclaration formelle signée par tous les premiers fonctionnaires et par les hommes du pays les plus marquants par leur position ou par l'importance de leurs intérêts, a proclamé, dans les termes les plus précis, la haute utilité de cette compagnie qui méritait d'être appelée en Corse *Compagnie nationale*.

Nous savons qu'elle s'était bornée à demander le courrier pour la ligne de Marseille à Bastia qu'elle parcourt par voyage régulier chaque semaine et qui

conséquent, en comparant les causes avec les effets, se rendre compte de la situation de l'instruction primaire, et se rendre compte de la situation de l'instruction primaire, et se rendre compte de la situation de l'instruction primaire.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'ABONNEMENT pour la Corse : Un An 16 fr. Six mois 8 fr. Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

La Chambre des Députés continue la discussion du budget des dépenses de l'année 1848. Il est facile de s'apercevoir qu'elle a hâte de terminer ses travaux. Cette impatience se conçoit, au reste, après une session de six mois. Les budgets des ministres de l'intérieur, de la justice et des cultes, de l'instruction publique, du commerce et des travaux publics ont été successivement votés, sans présenter d'incidents bien remarquables. Ainsi que nous le disions il y a huit jours, presque toutes les réductions proposées par la commission ont été sanctionnées par la chambre. La plus considérable de ces réductions, qui portait sur tous les travaux publics, et qui s'élevait à 20,000,000 sur les travaux des chemins de fer, a été consentie par la chambre. Quelques députés ont combattu vivement cette réduction, sans obtenir toutefois le moindre succès. L'état des finances l'a emporté sur les graves considérations qu'on a présentées sur l'importance de ne point ralentir la construction de ces lignes de communication. En Allemagne, en Belgique les travaux sont poussés avec activité : nos frontières du nord et de l'est sont cernées par les chemins de fer étrangers qui y aboutissent : ne serait-il pas urgent d'imiter l'exemple qu'on nous donne au dehors et de nous mettre en mesure d'opposer chemins de fer à chemins de fer ? La sécurité de l'État, en cas d'attaque ou de défense du territoire, en fait un impérieux devoir ; les intérêts du commerce ne réclament pas avec moins d'urgence la poursuite de ces travaux : n'est-il pas également urgent de terminer le plus promptement possible la ligne de Paris, ou pour mieux dire de Lille à Marseille ? Évidemment oui. Mais la situation du trésor est là avec ses embarras que la chambre par une prudence, peut-être excessive, n'a pas voulu accorder et les 20,000,000 ont été rejetés. C'est là le vote le plus décisif et le plus fâcheux de cette discussion.

La chambre des pairs a enfin terminé la discussion du projet de loi sur l'enseignement et l'exercice de la médecine en France. Le projet de loi a été voté à une grande majorité : mais ce n'est que l'année prochaine qu'il pourra être présenté à la chambre des députés.

C'est le 8 juillet que la chambre des pairs a dû se constituer en cour de justice pour le procès de MM. Despans-Cubières, Teste, Pellapra et Parmentier.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le conseiller Giordani.

AUDIENCE DU 25 JUIN.

Vol.

Sansonetti Etienne, âgé de seize ans, de la commune d'Ortiporio, est accusé d'avoir soustrait la somme de seize francs et une certaine quantité de café, au préjudice du desservant de Poggio-Marinaccio. Cette affaire s'était présentée à la dernière session. On sait qu'elle fut renvoyée pour entendre M. l'abbé Scelfoni, desservant de Giocatojo, lequel avait écrit à son collègue, qu'un individu s'était déclaré avec lui dans la confession l'auteur de ce vol. Le jury a compris que ce n'était là qu'un stratagème venant de la part de la famille de l'accusé, en présence surtout des charges nombreuses qui pesaient sur lui et que nous avons déjà rapportées.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, soutient l'accusation.

M. Montero présente la défense de l'accusé. Déclaré, par le jury, coupable de vol, sans circonstances aggravantes, Sansonetti a été condamné à une année d'emprisonnement.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

La veuve Tommasi de Cargiagnoli a été empruntée à son beau-frère, Susini Antoine, une somme de deux cents francs. Elle lui avait vendu une vigne à la con-

dition de la faire expertiser et d'être remboursée de la valeur totale de l'immeuble.

N'ayant pas été satisfait de l'expertise, Susini veut que sa belle-sœur lui restitue ses deux cents francs et l'assigne devant le juge de paix qui rejette sa demande. Un inconnu se disant bandit dans cette contrée écrit à la veuve Tommasi des lettres menaçantes, et lui ordonne de restituer les deux cents francs à son beau-frère. C'est à raison de ces menaces que l'accusé Susini est traduit devant le jury.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, soutient l'accusation.

M. Caraffa est chargé de défendre l'accusé.

Déclaré non coupable par le jury, l'accusé a été mis en liberté.

Présidence de M. le conseiller Andros-Moral.

AUDIENCE DU 30 JUIN.

Tentative de meurtre.

Le nommé Orsoni de Vero se rendait à Ajaccio, le 17 décembre 1846, pour y vendre une quantité de merles. Plusieurs marins de la ville se trouvant sur la route royale proposèrent à Orsoni de lui acheter son gibier. Ils ne furent point d'accord sur le prix. Dans la soirée, au moment où Orsoni rentrait dans son village en compagnie de l'accusé Marcangeli, les mêmes individus qui avaient désiré d'acheter ses merles lui demandèrent combien il les avait vendus. Orsoni leur répondit qu'ils ne devaient point se mêler de ses affaires. Le nommé Campi se précipita alors sur lui et l'éleva par terre en lui donnant un violent coup de poing. Au moment de cette lutte, Marcangeli décharge son fusil contre Campi qui heureusement ne fut point atteint.

M. Gaffori a soutenu l'accusation contre Marcangeli, et M. Caraffa a présenté la défense. Déclaré non coupable par le jury, l'accusé a été acquitté.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Menaces de mort et destruction d'animaux.

Peretti Jean-Paul de la commune de Bonifacio, croyait avoir des prétentions sur la succession de la veuve Roccaserra. Il avait demandé dans ce but une somme d'argent au sieur Roccaserra qui la lui avait énergiquement refusée. L'accusé menaça alors de mort, verbalement et par écrit, les colons du sieur Roccaserra s'ils allaient travailler dans ses propriétés. L'accusation lui reprochait en outre la destruction de trois animaux appartenant à ce dernier, mais la preuve n'en est point résultée d'une manière suffisante.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a soutenu l'accusation. M. Giordani était chargé de la défense de Peretti.

Déclaré coupable de menaces simples, l'accusé a été condamné à six mois de prison.

Présidence de M. le conseiller Jourdan.

AUDIENCE DES 28 ET 29 JUIN.

Complicité d'assassinat.

A l'audience de ces deux jours la cour d'assises a eu à s'occuper d'un crime affreux entouré des plus graves circonstances et dont une femme venait rendre compte à la justice. L'accusée est une jeune bergère de dix-huit ans native de Cervione, domiciliée depuis long temps à Portovecchio et Quenza. Sa physionomie sans être jolie est néanmoins fort expressive.

Le 2 août 1846, de très-bonne heure, l'accusée Lucie Bargioni aborda le malheureux Simon Pietri dit Lindoro sur la place de sa maison et eut avec lui un assez long entretien. Elle quitta ensuite Quenza pour se rendre à la chapelle de St-Antioche située à quelques lieues de ce hameau. De retour de la chapelle, elle aborda de nouveau Simon Pietri s'entretenant encore avec lui, puis elle prit le chemin qui devait la conduire à sa bergerie.

Quelques moments après, le cadavre de l'infortuné

Simon Pietri était trouvé gisant dans un sentier au lieu dit Bitulio. Ce malheureux avait été percé de deux balles et de plusieurs coups de poignard. Le bruit s'est répandu aussitôt dans le village que cet homme avait eu des relations illicites avec Lucie Bargioni et que cette femme pour se venger de son infidélité l'avait entraîné dans un guet-apens pour le faire assassiner sous le prétexte de lui donner un rendez-vous.

Interrogée par le magistrat instructeur, Lucie Bargioni a prétendu n'avoir jamais eu aucune relation amoureuse avec Simon Pietri ; elle a ajouté que le 2 août en venant de sa bergerie pour se rendre à Quenza elle avait rencontré un homme armé qu'elle ne connaît point et que cet homme l'avait chargée de dire à Simon Pietri qu'il l'attendait au lieu dit Bitulio pour conclure une affaire qu'ils avaient ensemble. Il faut dire cependant qu'une autre bergère qui avait voyagé avec elle a soutenu qu'elle n'avait rencontré personne sur leur chemin. Il est résulté également qu'au moment où Simon Pietri a été assassiné, une femme de la taille de Lucie Bargioni et portant, comme elle, un panier à la main, a été vue aux environs du lieu où a été commis le crime ; que des bergères lui ont demandé à l'instant où elle venait de quitter Bitulio si elle n'avait point trouvé le cadavre de Simon Pietri, et que non-seulement l'accusée a répondu négativement, mais qu'elle ne s'est pas même indignée d'avoir été la cause involontaire de la mort de cet homme, puisque c'était elle qui l'avait attiré en ces lieux ne sachant pas le sort qui l'attendait. Ces présomptions très-graves en apparence n'ont point suffi pour faire prononcer contre elle un verdict de culpabilité.

M. Sigaudy, avocat général, a énergiquement soutenu l'accusation. M. Caraffa et Giordani ont présenté la défense de la fille Bargioni.

Déclarée non coupable par le jury, Lucie Bargioni a été mise immédiatement en liberté.

Présidence de M. le conseiller Giordani.

AUDIENCE DU 30 JUIN.

Tentative de meurtre.

Le 25 juillet 1846, pendant que l'on procédait aux élections municipales dans la commune d'Antisanti, un coup de feu partit dans la caserne de gendarmerie où avaient lieu les opérations électorales. La carabine du maréchal-des-logis ayant pris feu, par hasard, avait produit cette explosion. Aussitôt un cri d'alarme retentit au sein de la population. Le nommé Jean Nicolai, vieillard inoffensif accourut à une fenêtre de la maison d'un de ses amis, pour faire signe avec la main, qu'il n'y avait eu aucun malheur à déplorer. L'accusé Felco Giudice, qui se trouvait à une petite distance de cette maison, fit feu sur cette main qui paraissait en dehors de la fenêtre et la traversa avec une balle. Accusé de tentative de meurtre, l'accusé se défend en disant que Nicolai avait dans la main un pistolet qu'il dirigeait contre son oncle, mais ce fait n'a pas été constaté par les témoins.

M. Sigaudy a soutenu l'accusation. M. Caraffa a présenté la défense.

Déclaré coupable de blessures graves avec provocation violente, Felco a été condamné à deux années d'emprisonnement.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Tentative de meurtre.

Mazzoni François, de la commune de Bigorno, ayant appris que les boufs de Sanmarcelli Charles-François s'étaient introduits dans une de ses propriétés, s'était empressé d'accourir pour les expulser de son enclos. Il rencontre dans son chemin Sanmarcelli qui lui dit que son frère avait déjà chassé les boufs de la propriété de Mazzoni. Celui-ci se rend néanmoins dans son enclos où il trouve les bestiaux de Sanmarcelli qu'il se hâte de faire sortir. A son retour Mazzoni entend la voix de Sanmarcelli qui lui cria : Arrête, mets-toi à genoux. Mazzoni prend aussitôt la fuite.

aboutit au centre de ses diverses entreprises. Elle aurait néanmoins cherché à faire quelques voyages mensuels d'Ajaccio à Marseille pour satisfaire à un besoin essentiel de la première de ces deux villes et au désir qui lui a été manifesté à cet égard. Mais si le gouvernement, dans un juste but d'économie, veut lui donner le service en entier, bien certainement elle s'en chargera, et elle sera à même de le faire parfaitement sur les deux lignes.

Pour ce qui tient à l'observation qui peut être faite par certains gens que, si la compagnie Valéry a la correspondance et est subventionnée, elle exercera un monopole funeste, c'est une objection qui pourrait s'appliquer à tout autre compagnie venant à avoir le service. Mais la compagnie Valéry offre, au contraire des garanties spéciales à ce sujet, car elle a de nombreux actionnaires à Bastia et en Corse ; et se trouvant unie à tous les intérêts du pays elle le sert efficacement et ne l'exploite pas. D'ailleurs, si ce prétendu monopole, dont on voudrait faire un épouvantail, existait, le moyen de le faire cesser ou d'en empêcher les conséquences ne serait-il pas, tout justement, de donner à la compagnie Valéry la correspondance ce qui fournirait l'occasion de lui imposer un cahier des charges de nature à rassurer tous les intérêts ?

Il est donc constant que la concession du service du courrier à la compagnie Valéry ne pourra être, sous tous les rapports qu'une mesure infiniment profitable à la Corse entière, et que ceux qui veulent agir, s'y opposer par pétition ou par d'autres voies, agissent contre le vœu et contre les intérêts du pays.

Le rapport de la commission de la chambre des députés sur le budget a été distribué. La commission s'est occupée des services des courriers de la Méditerranée. Elle a proposé de porter les courriers du Levant au nombre de quatre par mois, dont deux seraient donnés aux bateaux d'une compagnie du commerce et dont les deux autres seraient conservés aux paquebots de l'Etat à raison des intérêts politiques. Venant ensuite au service de la Corse, le rapport s'exprime dans les termes suivants :

« Ici on ne peut être arrêté par des considérations politiques, c'est une ligne commerciale, et on peut être plus préoccupé de la question de dépenses, c'est-à-dire de l'économie à réaliser.

« Les objections que nous avons rencontrées portent sur les souvenirs du passé, lorsque ce service était exploité par une compagnie, l'importance que la Corse attache à un service qui semble la rattacher plus directement à la France ; enfin la crainte de voir une compagnie absorber tout le mouvement commercial et maritime de la Corse.

« Ces motifs nous ont paru ne pas être de nature à arrêter l'administration ; la compagnie qui se présente exploite déjà cette ligne et fait concurrence à l'Etat ; elle présente les garanties qu'on peut désirer, et elle possède un matériel dans de bonnes conditions.

« Cette compagnie, en outre, est fondée avec des capitaux de la Corse, et nous ne pensons pas que ce pays attache l'importance qu'on suppose à l'exploitation par l'Etat. Qu'un cahier de charge, rédigé avec prévoyance règle les obligations de la compagnie, et on pourra assurer un bon service ; quant à la concurrence que cette compagnie fait à la marine à voile, ce ne serait pas un fait nouveau, car cette compagnie existe déjà depuis six ans, et c'est depuis cette époque particulièrement que le commerce maritime s'est développé. Nous insistons donc vivement pour que M. le ministre donne suite aux propositions qui lui sont faites. L'administration reconnaît elle-même que ce service présente un excédant annuel de dépenses de 260,000 francs. La compagnie offre de le faire pour 120,000 fr. Nous cherchons donc en vain des motifs pour ne pas réaliser une économie de 240,000 fr.

Par ordonnance royale, M. Couret, juge à Draguignan, est nommé président du tribunal de première instance de Corte.

Par ordonnance royale du 3 juin 1847 :
M. Monte Jacques-Antoine-Hilaire, sous-lieutenant au 2^e de ligne, a été promu lieutenant au même corps.
M. Venturini dit Sartorius, Jean-Michel, sous-lieutenant au 63^e de ligne, a été promu lieutenant au même corps.

M. Donati François-Louis, sergent-major au 3^e de ligne, a été promu au grade de sous-lieutenant au même corps.

La foule se presse en ce moment, à Paris, dans le magasin de M. Villeneuve, au Palais-Royal, rue de Valenciennes, 175, pour admirer un appareil simple, portatif, peu coûteux, au moyen duquel on peut produire en quelques minutes depuis 4 jusqu'à 6 kil. de glace aussi dure, aussi compacte que la glace naturelle. Cet appareil, auquel M. Villeneuve, son inventeur, a donné le nom de Congélateur, rend inutiles ces glacières si incommodes et si coûteuses, en raison des frais de construction, d'entretien et de transport. Les salubrités des réfrigérants employés par M. Villeneuve sont d'un prix très minime, et se trouvent partout en abondance ; leur effet est toujours infaillible, contrairement aux mélanges qu'on a cherché à préconiser, et auxquels on a été obligé de renoncer, en raison de leur cherté et de leur inefficacité presque constante. Nous

avons pu nous convaincre que, pour 2 fr. on obtient en quelques minutes, avec le Congélateur, quatre kil. de belle glace ou deux kil. seulement ; mais sans en plaçant des crèmes, des sorbets pour trente personnes, le Congélateur donnant simultanément de la glace et des glaces, on trouve ainsi dans cet appareil utilité, commodité, célérité. Aussi, l'Académie des sciences et l'Académie royale de médecine ont-elles reconnu et proclamé l'importance de la découverte de M. Villeneuve. Enfin, le ministre de la marine a depuis longtemps adopté le Congélateur pour le service des bâtiments de l'Etat.

Nous recommandons le Rob. dépuratif végétal de Royveau, conseillé par le docteur Girardeau de St-Gervais, pour guérir sans mercure, en peu de temps, radicalement, en secret et à peu de frais, les dartres et maladies syphilitiques. Dépôt à Paris rue Richer, 6 bis et chez MM. les pharmaciens suivants : Pomonti à Bastia ; Rossi à Calvi.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

D'un jugement du tribunal de première instance de l'arrondissement de Bastia, département de la Corse, en date du dix-neuf juin mil huit cent quarante-sept, dûment enregistré et signifié, rendu contrairement :

Entre la dame Anne-Catherine née de Morelli, épouse du sieur David Pitti-Ferrandi, propriétaire domiciliée et demeurant à Bastia, d'une part ;
Et ledit sieur David Pitti-Ferrandi, aussi propriétaire domicilié et demeurant à Bastia, son mari, d'autre part.

Il appert que leur séparation de corps et de biens a été prononcée.

Pour extrait certifié sincère et véritable, par moi soussigné, avoué audit tribunal, et de ladite dame Pitti-Ferrandi, née Morelli.

Bastia, le premier juillet mil huit cent quarante sept.

PIGNONI, Avoué.

Un concours sera ouvert le 25 août prochain pour l'admission de chirurgiens-élèves dans les hôpitaux militaires d'instruction de Metz, Strasbourg, Lille et à l'hôpital de perfectionnement à Paris. Les examens auront lieu à Paris, Metz, Nancy, Strasbourg, Besançon, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Lille, Bastia, Bayonne et Perpignan.

Les candidats devront se faire inscrire à l'intendance militaire de celle de ces dernières villes où ils désirent concourir. Il leur sera donné connaissance, dans les bureaux du sous-intendant militaire ou du commandant de la place ou dans ceux de la mairie de la commune où le présent avis est affiché, du programme arrêté par M. le ministre de la guerre pour ce concours.

CONDITIONS D'ADMISSION AU CONCOURS.

Nul ne peut se présenter au concours, s'il ne justifie :

1^o Qu'il est né français ;

2^o Qu'il avait plus de seize ans, et moins de 23 ans, au 1^{er} janvier de la présente année ;

(Ces justifications consistent dans la production d'un acte de naissance dûment légalisé) ;

3^o Qu'il est pourvu du diplôme de bachelier ès-lettres ;

4^o Qu'il n'est atteint d'aucune infirmité qui le rende impropre au service militaire.

Cette justification a lieu au moyen d'un certificat délivré par un officier de santé militaire du grade de major ou d'aide-major, en activité de service ; ce certificat doit être légalisé.

Bastia, le 21 juin 1847.

Le sous-intendant militaire de 1^{re} classe,

F. FOURNIER.

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Le 4 du courant, à midi, il sera procédé, sur le Marché de cette ville, à la vente de deux bœufs saisis par le ministère de Costa huissier.

Bastia, le 1^{er} juillet 1847.

COSTA.

M. MONETTO, dentiste, prévient les personnes qui auraient besoin de son ministère qu'il nettoie la bouche, extrait les dents ou leurs racines les plus difficiles ; il guérit également les cors aux pieds dans une seule séance et sans souffrance. Il demeure au bureau des diligences Podestà frères rue de la Traversée. Son séjour à Bastia sera de huit jours.

PAQUEBOTS À VAPEUR FRANÇAIS.



COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES.

Services réguliers entre la Corse, Marseille, l'Italie et la Sardaigne, touchant à Bastia.

Un bateau à vapeur partira de Bastia pour Ajaccio le 10 du courant à 5 heures du matin, touchant à l'île Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le même jour.

Il repartira pour Bastia le 12 à 6 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Livourne, 17 juin bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Sisco, blé et passagers.

Livourne, 17 id. bat. à vap. Bonaparte, de 53 chev. c. Cambiaggio, blé et passagers.

Newcastle, 19 id. brick la Pensée, de 123 tx, c. Royer, houille.

Rio, 19 id. brick-goël. Charité de 81 tx, c. Pauletti, minéral.

Roué, 20 id. brick-goël. Conception, de 60 tx, c. Er. sa, houille.

Gènes, 20 id. brick-goël. Providence, de 50 tx, c. Testa, en relâche.

Terra-Nova, 21 id. bœuf St Nicolas, de 11 c. Grimaldi, en relâche.

Portoferrato, 21 gond. Ste Madeleine, de 6 tx, c. Volpe fromages.

Livourne, 23 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, de 31 tx, c. Sisco, blé.

Porto-Vecchio, 23 id. brick-goël. Ville de Bastia, de 75 tx, c. Zuani, en relâche.

Marseille, 23 id. bat. à vap. Bonaparte, de 120 chev. c. Cambiaggio, diverses et passagers.

Marseille, 23 paquebot Ajaccio, de 120 chev. c. de La Croix, lieutenant de vais. dépêches et passagers.

De la mer, 23 id. bat. à vap. Liamone, de 50 chev. c. Corré, lieutenant de vais.

Livourne, 25 bat. à vap. Commerce de Bastia, de 104 tx, c. Lota, blé.

Follonica, 25 id. brick-goël. St Joseph, de 81 tx, c. Giannoni, charbon.

Follonica, 25 id. brick-goël. M. la Bianca, de 53 tx, c. Giannelli, charbon.

De la place, 26 id. bateau Jeune Cléante, de 21 tx, c. Petit, charbon.

Rio, 26 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Pauletti, minéral.

Livourne, 26 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Alessandri, blé.

De la place, 27 id. brick-goël. Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, charbon.

De la place, 28 id. tartane François-Etienne, de 55 tx, c. Guaitella, charbon.

Livourne, 28 id. brick Migliaccaro, de 125 tx, c. Guaitella, blé, briques.

Portoferrato, 28 id. bat. à vap. Letizia, de 74 chev. c. Bertocci, bœuf.

De la place, 28 id. brick-goël. Conception, de 67 tx, c. Dapelo, charbon.

Follonica, 26 id. goël. Carlotta de 33 tx, c. Sarri, charbon.

Troon, (Angleterre) brick Rossolinde, de 120 tx, c. Carey, houille.

Ajaccio, 29 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 chev. c. Sisco, passagers.

Marseille, 30 id. bat. à vap. Bonaparte, de 120 chev. c. Bogliani, diverses et passagers.

Marseille, 30 id. paquebot Napoléon, de 120 chev. c. de Cuers, lieutenant de vais. dépêches et passagers.

DÉPARTS.

Marseille, 18 juin paquebot Eurotas, de 120 chev. c. Legras, lieutenant de vais. dépêches et passagers.

Marseille, 18 bat. à vap. Bonaparte, de 120 chev. c. Cambiaggio, passagers et diverses.

Livourne, 19 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, de 31 tx, c. Sisco, passagers.

A la place, 21 id. brick-goël. Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, en lest.

A la place, 21 id. brick-goël. Conception, de 67 tx, c. Dapelo, en lest.

Porto Vecchio, 21 id. brick-goël. la Corse, de 46 tx, c. Marinetti, en lest.

Portoferrato 21 id. brick-goël. Providence, de 50 tx, c. Testa, diverses.

Ajaccio, 21 id. bœuf St Nicolas de 11 tx, c. Grimaldi, bœuf.

Marseille, 22 id. brick-goël. Cirno, de 100 tx, c. Valzi, fonte, charbon.

Rio, 22 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Pauletti, en lest.

Livourne, 23 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, de 104 chev. c. Lota, passagers.

Portoferrato, 23 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bertocci, passagers.

Caprara, 24 juin, goëlette St-Joseph, de 38 tx, c. Bonelli, en lest.

A la place, 24 id. brick-goël.ette Sampiero, de 74 tx, c. Gache, en lest.

Ajaccio, 25 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Sisco, passagers.

Marseille, 25 id. 25 id. paquebot Ajaccio, de 120 chev. c. de La Croix, lieutenant de vais. dépêches, passagers.

Marseille, 25 id. bat. à vap. Bonaparte, de 120 chev. c. Bogliani, passagers.

A la place, 25 id. brick-goël. Robertine, de 49 tx, c. Ghisa, en lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

INSTRUCTION PRIMAIRE.

Un arrêté de M. le recteur de l'académie de la Corse en date du 1er juillet 1887, porte ce qui suit :

1° Les candidats à l'admission pour l'examen des aspirants aux bourses de capacité, seront admis à se présenter le 2 août prochain dans une des salles du collège de cette ville.

2° La commission établie à Ajaccio, pour l'examen des institutrices, se réunira le 11 août prochain dans la salle du conseil académique.

3° Un concours pour huit places d'élèves-maitres coursiers à l'école Normale primaire d'Ajaccio, sera ouvert le 6 août prochain, dans l'une des salles du collège de cette ville, devant la commission d'instruction primaire.

Les candidats devront se faire inscrire vingt-quatre heures d'avance pour les examens de capacité et cinq jours d'avance pour les concours. Ils peuvent prendre connaissance, soit à l'académie, soit dans les bureaux de l'inspection primaire, des programmes d'examen et des conditions exigées tant pour le brevet que pour l'admission à l'école Normale.

SAUVRAGE DE LA PIROGUE LA CORSOISE.

Nous publions avec plaisir le rapport suivant adressé par l'ordonnateur au gouverneur de la Martinique, qui fait le plus grand honneur à l'un de nos compatriotes, M. de Giffieri.

« Monsieur le gouverneur,

« Je viens porter à votre connaissance les principaux faits du sauvrage de la pirogue de ronde la *Corsoise*, dans les brisants de Ste-Marie, et en même temps réclamer les marques de votre intérêt pour les hommes au dévouement et au courage desquels on doit sans doute de n'avoir à déplorer que la mort de M. le capitaine Terrade, commandant le détachement stationné à la Trinité. Pour mieux remplir ce devoir, je puiserai dans le rapport parfaitement détaillé que je viens de recevoir de M. le maire de Ste-Marie, sous l'active et intelligente direction duquel les secours ont été portés et dans le procès-verbal de l'enquête qui a été faite par le même fonctionnaire, sur mon invitation, de concert avec le chef de service maritime de l'arrondissement.

« Partie de la Trinité le 29 avril dernier à six heures et demie du matin, la pirogue de ronde la *Corsoise* dirigée par le patron Joseph, homme libre, et montée par quatre canotiers dont trois soldats et le nommé Ferré, portait à Ste-Marie M. le capitaine Terrade allant visiter les postes de surveillance établis sur cette partie du littoral. M. le capitaine Terrade était accompagné de M. de Giffieri, commis de marine de deuxième classe et commis d'administration de la gabelle de l'Etat la *Gazelle*. C'est en face du bourg de Ste-Marie près de ses deux brisants si dangereux de l'Ilet que le sinistre a eu lieu. Les déclarations recueillies sur les causes qui ont amené porteraient à penser qu'il ne doit pas être attribué seulement à un acte d'imprudence de la part du patron Joseph. Cet homme, malgré les appréhensions vivement exprimées par M. de Giffieri à l'approche des brisants, malgré les observations de M. le capitaine Terrade lui-même, aurait persisté à maintenir les voiles et à diriger ainsi la pirogue sur le danger. De pareilles déclarations m'ont paru trop graves pour ne pas être déferées à l'autorité judiciaire, et déjà je l'ai fait.

« La *Corsoise* ainsi engagée sous ses voiles dans les brisants a été engloutie par deux lames qui sont venues successivement se ruer sur elle. M. le capitaine Terrade qui ne savait pas nager et qui se trouvait agrippé dans son uniforme de petite tenue, a été probablement asphyxié dès le premier instant de la submersion, car ramené sur la quille du canot par M. de Giffieri assisté de Ferré et du soldat Reuillon, ce malheureux officier ne donnait déjà plus aucun signe de vie. Un moment après et malgré les efforts de ses sauveteurs, de nouvelles lames venant à l'enlèvement de la pirogue Ferré et Reuillon eux-mêmes. C'est alors que M. de Giffieri montra son courage et un sang-froid au-dessus de tous éloges. Ce jeune homme resta seul, oubliant qu'il était père de famille, n'a pas voulu abandonner son compagnon. Par un mouvement sublime d'abnégation quittant, au risque de sa vie, le mât qui le soutenait, il est parvenu, après avoir plongé à deux reprises différentes, à ramener encore une fois du fond le capitaine Terrade; il allait placer cet officier sur le mât et le sauver peut-être, lorsque les lames sont venues lui arracher de nouveau cette victime.

« Epuisé de fatigue, M. de Giffieri ne pouvait plus rien; à peine ent-il la force de ressaisir le mât du canot dans cette position précaire, menacé à chaque instant d'être englouti, toute sa pensée était pour ses compagnons d'infortune, et l'on peut dire que c'est à ses paroles encourageantes qu'il faut attribuer le salut de Ferré et de Reuillon.

« La sauvrage de la *Corsoise* avait été aperçu de Ste-Marie; aussitôt deux embarcations avaient été mises à l'eau pour venir au secours des naufragés. La première qui arriva sur le lieu du sinistre recueillit Ferré, les trois soldats canotiers et M. de Giffieri; elle était patronnée par le sieur Sully Jean-Bart et avait pour équipage les nommés Poth Louis, Beau-Brun, Jules Dupros, Eugène Destine, Delain et Quantin. L'état de M. de Giffieri exigeait de prompts secours qui lui ont été donnés au presbytère de Ste-Marie. La seconde embarcation montée par le sieur Horace, patron, et par les nommés Bemy Magloire, Gilen, Raffin Guillaume, deux militaires et le caporal du poste de l'Ilet, a sauvé

et un coup de feu est tiré sur lui. Heureusement il n'a pas été atteint.

Sanmarcelli est traduit devant le cour d'assises pour tentative de meurtre, et pour toute justification, il dénie le fait qui lui est imputé. Il a été reconnu que le soir de l'événement, le 4 décembre 1846, la nuit était très-obscur, que Mazzoni n'avait point vu son agresseur qui se trouvait à une trentaine de pas de distance et que Sanmarcelli avait réellement eu plutôt l'intention de faire une bravade que de commettre un véritable crime.

Ces considérations ont déterminé le jury à déclarer Sanmarcelli non coupable, et l'accusé a été mis sur le champ en liberté.

Présidence de M. le conseiller Andrau-Moré.

AUDIENCE DU 1^{er} JUILLET.

Fol.

Dans la nuit du 13 août 1845, des malfaiteurs s'introduisirent dans une campagne située au lieu dit *Saraghiella*, territoire de Prunelli de Fiumorbo. Diverses marchandises furent soustraites dans cette maison au préjudice du sieur Fraticelli. Le lendemain, les parents du sieur Fraticelli étant accourus sur les lieux, suivirent les traces des voleurs et trouvèrent une partie des objets volés, qui avaient été cachés dans le makis voisin. La voix publique s'éleva tout-à-coup contre les accusés Poli Valère, Bartoli Ours-Paul et Bartoli Pierre. Ils avaient été vus se diriger ensemble vers la maisonnette du sieur Fraticelli, et le nommé Bartoli Pierre, avait été trouvé ayant en sa possession un fusil soustrait au préjudice du sieur Micheli dont la maison était contiguë à celle de Fraticelli. Bartoli Pierre, jugé de précédentes assises sous l'inculpation de vol et d'un crime d'assassinat avait été condamné aux travaux forcés et il est mort au bagne depuis quelques temps.

Les deux autres accusés viennent répondre à leur tour et seulement du crime de vol qui leur est imputé.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Giordani était chargé de la défense des accusés. Déclarés coupables de vol avec circonstances atténuantes, Poli et Bartoli ont été condamnés à cinq années d'emprisonnement et dix années de surveillance de la haute police.

Présidence de M. le conseiller Jourdan.

AUDIENCE DU 2^e JUILLET.

Infanticide.

Une femme de Portovecchio la nommée Furioli Nunzia comparait en ce jour devant le jury comme accusée d'avoir donné la mort à son enfant nouveau-né. A la suite de relations illicites qu'elle avait eues avec un habitant de sa commune, la femme Furioli était devenue enceinte. Malgré les précautions qu'elle avait prises pour cacher l'état dans lequel elle se trouvait, sa grossesse était publiquement connue dans le lieu de sa résidence.

Le 24 juillet 1846, se sentant aux prises avec les douleurs de l'enfantement, cette femme se dirigea vers le lieu dit *Forcioli*, dans l'intention, sans doute, de pouvoir plus facilement accomplir ses sinistres projets. Un jeune enfant de douze ans, occupé à arroser son jardin entendit les cris de cette malheureuse. Il accourut aussitôt auprès d'elle, et la femme Furioli le supplia de la frapper sur le ventre avec ses pieds. Le jeune Pietro Don-Paul, se refusa de se conformer à cette invitation; il la supplia de ne pas donner la mort à son enfant ou du moins d'attendre qu'il pût aller chercher de l'eau pour lui administrer le saint-sacrement du baptême. Déjà le nouveau-né avait quitté le sein de sa mère. Elle déchira aussitôt le cordon ombilical pour lui faire perdre tout son sang. Le jeune Pietro ne perdit pas de temps, il s'empressa d'accourir à un ruisseau voisin pour y remplir sa bouche d'eau. Mais tandis que ce pieux enfant retournait auprès de cette femme pour remplir le religieux devoir qu'il s'était imposé, le nouveau-né avait déjà perdu la vie et il portait encore à la gorge les traces d'une horrible strangulation. Tels étaient les faits graves reprochés à la femme Furioli.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Casabianca, a présenté la défense de l'accusée. Déclarée coupable du crime qui lui était imputé avec circonstances atténuantes, la femme Furioli a été condamnée à dix années de travaux forcés et à l'exposition.

AUDIENCE DU 3^e JUILLET.

Meurtre.

Muselli Xavier et Poli Bernardino de Saarella sont

accusés d'avoir, ensemble et de complicité, donné la mort au malheureux Muselli Toussaint de la commune d'Ocana.

Les deux accusés, en compagnie de plusieurs autres individus, parmi lesquels se trouvaient Muselli Toussaint et Emmanuelli Antoine, avaient passé, dans un cabaret, la journée du 9 août 1845. Ils étaient presque tous complètement ivres. Vers les six heures du soir, Emmanuelli et Muselli Toussaint s'acheminèrent vers leur village d'Ocana. Leurs camarades les accompagnaient. Muselli Toussaint avait un fusil, il le dirigeait tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre sans savoir ce qu'il faisait à cause de l'ivresse dans laquelle il se trouvait plongé. Le nommé Follacci lui enleva cette arme, mais Muselli Toussaint se coucha par terre en disant qu'il cessait de marcher tant que son fusil ne lui serait pas restitué. Follacci se rend à ses prières, mais Emmanuelli accourut pour arracher ce même fusil des mains de Muselli Toussaint. Celui-ci lui cria de ne pas avancer; mais tandis que le malheureux Emmanuelli refuse de se rendre à cette injonction, un coup de feu part des mains de Muselli Toussaint et il tombe sans vie sur le chemin. L'accusé Poli dirige alors son fusil contre le meurtrier d'Emmanuelli et tous deux déchargent leurs armes qui ne produisent qu'une seule explosion. Muselli Toussaint prend la fuite. Poli fait feu une autre fois sur lui et le blesse à l'épaule gauche et à la poitrine. Muselli Toussaint tombe sur la route; Muselli Xavier accourt auprès de lui et lui donne plusieurs coups de stylet.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Giordani et Gavini ont présenté la défense des deux accusés. Déclarés coupables de meurtre avec provocation violente, Poli a été condamné à deux années d'emprisonnement et Muselli à quatre années de la même peine.

Les journaux, surtout ceux de Marseille, continuent à s'occuper avec un chaleureux intérêt de la question de donner les courriers de la Méditerranée aux compagnies du commerce. Le *Courrier de Marseille* du 29 juin, le *Sémaphore* et le *Nouveliste* du 4^{er} juillet contiennent notamment des articles fort remarquables sur le service de la Corse à l'occasion de l'opinion émise par la commission du budget; et ils ajoutent, chacun à l'envi, des réflexions d'une haute portée, tendant à démontrer que, non-seulement par des motifs d'économie pour le trésor, mais par une infinité d'autres considérations déterminantes, il importe essentiellement que la correspondance de notre île soit concédée à l'industrie privée et qu'il y ait lieu de la donner à la compagnie Valéry frères. En effet, ce service pour la Corse ne se rattache à aucun mobile politique; il doit uniquement favoriser l'intérêt matériel de notre département insulaire dans ses relations avec les autres et sous tous les rapports possibles. Or cet intérêt matériel ne saurait se borner au transport des lettres et des voyageurs; et au parcours des lignes de Bastia et d'Ajaccio à Marseille pour cet objet. Il consiste surtout dans le transport rapide des marchandises, dans l'ouverture de communications promptes et multipliées avec les diverses contrées qui nous avoisinent. Les paquebots de l'Etat ont tracé la première voie; mais ils n'ont rien fait et ne peuvent rien faire de plus; et ils doivent céder le pas aux paquebots du commerce qui ont élargi cette première voie, qui en ont créé d'autres, et dont il suffit aujourd'hui de ne pas gêner l'essor pour que la Corse réalise bientôt en toute chose les plus grands progrès.

Ce que nous disons là se justifie par le développement qui s'est déjà opéré dans notre île depuis qu'elle jouit des avantages de la navigation à vapeur. La facilité de la traversée a amené de toutes parts les industriels, les spéculateurs. Des compagnies agricoles se sont formées. Des défrichements, des cultures, des plantations multipliées ont eu lieu et continuent à s'effectuer; quelques forêts sont exploitées; et l'on attend, l'on presse la vente de celles de l'Etat pour des exploitations autrement considérables; les richesses métallurgiques, dont notre sol abonde, ont fixé l'attention; on se livre avec ardeur aux travaux de recherche, plusieurs demandes en concessions ont été faites. A Corte, une carrière fournit des marbres à notre pays qui les tirait exclusivement de l'Italie, et elle en envoie une grande quantité à Marseille. A Erta, une mine d'antimoine est ouverte et en exporte également les produits. La mine de fer de Farinole est l'objet de travaux très-avancés. L'usine métallurgique de Toga, pour la fonte du minerai du fer extrait de l'Ile-d'Elbe, s'est créée à Bastia, et deux hauts fourneaux viennent

d'être ajoutés au premier qui avait d'abord été établi. Deux autres usines pour le fer existent à la *Solegnara* et à *Fiumalto*. A *Alcova*, une troisième est en construction; elle tirera la majeure partie de ses combustibles d'Italie; mais elle encourage la culture du mûrier en Corse ainsi que l'éducation des vers à soie; et cette année il y a eu à cet égard un progrès très-marqué. La culture du tabac du côté d'Ajaccio a du succès. Les revenus de nos étangs ont doublé par la facilité de l'exportation du poisson sur les bateaux à vapeur à Livourne et même à Marseille. Ces revenus augmentent encore lorsque la ligne de Naples, en touchant à Civitavecchia, sera en activité, car à Naples (où déjà l'on en porte mais avec peu de facilité) et à Rome les anguilles des étangs de *Chiurino* de *Diana* et d'*Urbino* trouveront un débit très-avantageux, cette sorte de poissons étant très prisée dans ces deux villes. La compagnie Valéry a créé le commerce de nos petits chevaux corses qui sont très recherchés sur le continent et de nos fruits frais dont on exporte une très grande quantité. Le service de cette compagnie avec Naples, celui avec Portoferraio déjà commencé, mis en corrélation avec ceux soit de Marseille, soit de Livourne, présenteront des branches nouvelles à l'industrie et au commerce; en même temps que les voyages de circonvallation le long de nos côtes tendront à vivifier de plus en plus les divers points de notre littoral.

Tous ces résultats obtenus et que l'avenir promet d'augmenter bien plus encore, fruit avantageux de la navigation à vapeur, sont principalement dus à la compagnie Valéry, puisque c'est elle, qui, dans ses louables efforts, a établi des paquebots pour le transport des marchandises, réclamé si instamment par le cri du commerce, et qui a ouvert des relations de toute part. Et cependant cette compagnie dont l'existence est un si grand bienfait, qui ne pourrait pas arrêter un seul instant ses services sans que tous les intérêts de notre île ne fussent immédiatement paralysés, et qu'il n'y eût calamité générale, cette compagnie non-seulement n'a été l'objet d'aucun encouragement, mais même elle se trouve gravement contrariée dans son action par le concours des paquebots de l'Etat sur la ligne de Marseille.

Aussi n'est-il pas possible de se le dissimuler et nous devons hautement le déclarer, les paquebots de l'Etat ne peuvent évidemment plus subsister en concurrence des bateaux de la compagnie Valéry. Les paquebots de l'Etat nuisent essentiellement aux bateaux de cette compagnie; et bien loin que de permettre qu'un pareil préjudice soit porté à une si utile entreprise, le gouvernement doit lui accorder protection et appui.

La *Presse*, qui, dans son numéro du 21 juin, traite également la question des services maritimes par les bateaux à vapeur de l'Etat ou par ceux des compagnies, est entrée dans des détails précieux au sujet du *Lloyd* autrichien de Trieste. Ce journal retrace les progrès merveilleux de cette compagnie et les avantages immenses qu'elle a procurés au commerce de l'Autriche par suite de la subvention et des encouragements qu'elle a obtenus du gouvernement autrichien.

Fondé en 1836, le *Lloyd* de Trieste, en onze ans, est parvenu à porter le nombre de ses paquebots de six qu'ils étaient dans l'origine, à vingt actuellement en mer. Le nombre de voyageurs, que cette association a transportés et qui en 1836 a été de 7,967, s'est élevé en 1846 à 124,985. Celui des lettres de 35,000 s'est élevé à 277,000; celui des colis de 5,000 à 136,137; et au lieu de 10 millions d'espèces portées en 1836, il en a été porté 80 millions en 1846. Enfin, la valeur totale des marchandises transportées par la société du *Lloyd*, dans l'espace de dix années, monte à la somme énorme d'un milliard quarante millions de francs, sans tenir compte dans ce chiffre, des opérations de change, des relations d'affaires occasionnées par des rapports fréquents et réguliers et dont l'importance ne saurait être évaluée. Cette étonnante prospérité est due à la force morale donnée par l'appui du gouvernement, jointe à l'indépendance active qui est le génie de l'industrie privée. Eh bien! la compagnie Valéry, seulement avec le dévouement de ces deux éléments l'indépendance active, contrariée même par la force morale et active aussi de notre gouvernement c'est-à-dire par la concurrence des paquebots de l'Etat, a réalisé, sur une échelle sans doute bien plus petite, mais proportions gardées, des résultats qui ne laissent pas d'être infiniment remarquables. Elle a débuté en avril 1841 avec un seul et tout petit bateau de 30 chevaux, sur la ligne de Livourne; et aujourd'hui elle en possède sept, d'une force toujours ascendante, les quatre derniers étant de 70, 100, 120 et 140 chevaux; et elle exploite cinq lignes : Livourne,

Marseille, Portoferraio, l'île de l'île et Naples dont le service commença le mois prochain, sans compter quelques autres en cours de formation. Depuis que cette compagnie existe, entre les progrès de toute sorte dont la Corse a été l'objet et que nous avons énumérés plus haut, le mouvement des marchandises par les transports maritimes a éprouvé un accroissement considérable. Nous avons relevé des états officiels de la douane les résultats suivants :

En 1842, époque où la compagnie Valéry a peine créée n'avait qu'un seul petit bateau, le mouvement des marchandises a été, pour le poids (entre Bastia et les ports français seulement) . . . 92,905 quint. mèt.

En 1845, également pour le poids (entre Bastia et les ports français seulement) . . . 134,205

Différence à l'avantage de 1845. 42,300

Les états de la douane imprimés, que nous n'avons pu nous procurer que pour 1845, (ceux de 1846 n'étant pas encore parvenus) ne contiennent les mouvements des marchandises en poids que pour les ports français. Mais nous y avons trouvé les mouvements de tonnage pour les importations et exportations tant par navires étrangers que par navires français; et voici les totaux que nous en avons relevés :

Pour 1842. 40,747 tonnes.

Pour 1845. 92,730

Différence à l'avantage de 1845. 51,983 tonnes.

Dans ces totaux généraux sont compris le mouvement spécial avec les ports étrangers qui figure ainsi : Pour 1842. 13,935 tonnes.

Pour 1845. 28,808

Différence à l'avantage de 1845

et le mouvement entre Bastia et les ports étrangers 14,873 tonnes.

On voit par ces résultats quel a été l'immense progrès du commerce maritime de Bastia et nous pouvons dire de toute la Corse qui s'en est ressentie dans toutes ses parties pendant le seul espace de trois années, progrès incontestablement dû à la bienfaisance et heureuse activité des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry, mais ce progrès a été bien plus marquant pour 1846, dont nous regrettons de n'avoir pas l'état, et le sera bien plus encore pour 1847, puisque en 1846 la Compagnie a eu le Commerce, et qu'en 1847 elle vient d'avoir le Bonaparte et aura bientôt le Comte de Paris, puisqu'elle a ouvert de nouvelles communications, et puisque l'industrie du pays, notamment l'usine de Toga, a pris un grand surcroît de développement.

Et qu'on ne pense pas que ce progrès se soit opéré au profit des seuls bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry, et surtout au détriment de la marine à voile. Non celle-ci y a eu sa large part. En effet, le tonnage des bâtiments à voile de notre port donne, pour 1842. 1,789 tonnes.

pour 1846. 2,136

Différence à l'avantage de 1846. . . 347 tonnes.

Ainsi, dans cinq années, nos bâtiments à voile, par des constructions nouvelles, ont acquis une augmentation de 347 tonnes et ont participé au mouvement des affaires maritimes dans une proportion toujours croissante, nonobstant le concours, si actif pour le commerce, des bateaux de la compagnie Valéry, qui en 1846, ont ajouté au tonnage des navires de notre port 319 tonnes, chiffre qu'il faudra, pour 1847, diminuer de 57 tonnes, jauge du *Golo* qui a été vendu, et augmenter le tonnage spécial du Bonaparte et du Comte de Paris.

Mais si tous ces résultats, dus principalement à la Compagnie Valéry, ont été obtenus, bien que cette compagnie se soit trouvée jusqu'ici abandonnée à ses seules forces et entravée, préjudiciée même par les paquebots de l'Etat, que n'est-on pas en droit d'attendre de son efficace influence, dans le mouvement progressif du pays, si le gouvernement la débarrasse de cette redoutable concurrence et lui donne, au contraire, l'encouragement d'une subvention et l'appui de sa force morale ?

Il importe donc à tous les intérêts, au trésor pour réaliser de désirables économies, à la marine de l'Etat comme à la marine marchande à voile, aux progrès si essentiels de la marine à vapeur en général, à l'industrie, à l'agriculture, au commerce dans toutes ses branches, il importe à tous ces divers et puissants intérêts que l'existence de la Compagnie Valéry soit complètement assurée, que sa prospérité soit convenablement assise et puisse s'accroître. Ses progrès jusqu'à

ce jour ont été le fruit d'efforts et de sacrifices qui ne pourraient pas toujours continuer avec le même zèle, si elle n'était encouragée par le gouvernement, et le moyen réel, le moyen infailible est de la substituer, avec une subvention raisonnable, aux paquebots de l'Etat pour le service de la correspondance. Ceux-ci ont fait leur temps, ils doivent lui faire place; et ils seront employés plus utilement ailleurs. Au surplus, au point de vue même du courrier, la compagnie a fait ses preuves; elle a des steamers plus rapides que ceux de l'Etat, lutant même avantageusement avec le *Napoleon*. Une lettre, portée par un passager du Bonaparte, mise à la poste à Marseille par ce passager aussitôt après son débarquement et partie avec le courrier du matin, est parvenue à Aix à son adresse, avant la distribution et même l'arrivée des lettres portées par le paquebot poste, sur lequel le Bonaparte avait une avance de six heures; or c'est aux bateaux faisant le service le plus prompt qu'appartient naturellement et nécessairement le courrier. Nous ne disons rien des commodités, du confortable etc. Un cahier des charges devra régler toutes les garanties convenables. La conclusion forcée, à laquelle peuvent seuls résister des esprits prévenus, ou passionnés, c'est donc qu'il est indispensable que le service de notre correspondance soit donné à la compagnie Valéry frères. Et comment ne serait-ce pas là le vœu du pays ?

Au rédacteur de l'Insulaire Français.

« Au moment où l'on paraît s'occuper activement de la bibliothèque, j'ai eu recours. Monsieur, à l'organe de votre journal, pour exprimer un vœu qui sera partagé, je l'espère, par tous ceux qui aiment les lettres, les sciences et les arts. En parcourant la collection du *Journal de la Corse*, je lisais ce matin, dans le numéro du 27 août 1839 : « Les membres du conseil municipal de Bastia réunis en séance extraordinaire voulant témoigner à M. Prélà toute la gratitude de ses concitoyens ont délibéré, d'un consentement unanime, que la bibliothèque s'appellerait Bibliothèque Prélà; qu'une rue ou place de Bastia porterait le même nom; qu'un monument en marbre surmonté du buste de M. Prélà attestera la reconnaissance de ses concitoyens et décorera la première salle de la bibliothèque. » En attendant que les ressources de la ville permettent de confier à un sculpteur habile le buste de l'illustre docteur, ne pourrait-on pas appeler la rue des Jésuites, rue Prélà et mettre l'inscription Bibliothèque Prélà sur une plaque placée au-dessus de la porte extérieure de la maison Caraffa ?

« Le voyageur serait ainsi engagé à visiter la bibliothèque, et en parcourant rapidement les salles et le catalogue il aurait bientôt vu que la ville de Bastia possède un vrai trésor où les savants viendraient puiser, dès qu'ils en connaîtraient tout le prix.

« Agréer, etc. Un de vos abonnés. »

La chambre des députés dans une de ses dernières séances, a adopté un projet de loi, autorisant le département de la Corse à s'imposer extraordinairement, sur la proposition de son conseil général, pour donner plus d'activité à la construction des chemins vicinaux.

Par arrêté de M. le ministre des travaux publics, M. Antoine, ingénieur des ponts et chaussées, a été chargé du service de l'arrondissement d'Ajaccio, en remplacement de M. Kuss appelé à d'autres fonctions.

Par décision du même ministre, M. Barbert a été nommé à la 2^e classe du grade de conducteur auxiliaire et M. Colonna-Ceccaldi à la 3^e classe.

— On lit dans le *Journal de la Corse* :

« La baisse sur le prix des blés continue au marché de notre ville où commence à arriver le produit des moissons nouvelles.

La police continue son inconcevable tolérance sur le poids abusif dans la vente du pain : on vend communément un peu plus d'un demi-kilogramme pour un kilogramme, et ceci aussi bien maintenant que le blé vaut 20 fr. l'hectolitre que lorsqu'il valait 60 fr.

« C'est sur la demande d'une foule de personnes que nous réclamons de nouveau contre cet abus; il nous paraît peu prudent d'attendre qu'elle soit faite autrement que par ce simple avertissement. »

— Le bateau à vapeur à élice le *Pingoin*, commandé par M. Excoffiers lieutenant de vaisseau, servant de mouche à l'escadre de la Méditerranée, a relâché vendredi soir dans notre port. Le *Pingoin*, qui est reparti le lendemain pour Toulon, avait laissé l'escadre à Cagliari; de là elle devait se rendre successivement à Palerme, Naples et Toulon.

— La femme d'un pauvre journalier de notre ville, Marie-Joséphine Ceccaldi, née Costa, âgée de 19 ans, demeurant rue Fesch, est accouchée de deux jumeaux, deux garçons et une fille; tous les trois sont pleins de prospérité et de vie.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'Abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉZOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

La discussion de la loi des dépenses marche rapidement et s'achève par son terme. Le ministère de la guerre a donné lieu à des débats assez vifs sur des faits déjà anciens, qui ont été passés sous le cabinet du 22 février. Il s'agit d'un garde magasin de la manutention de Paris qui, après sa mort, aurait laissé un déficit considérable, provenant de sa mauvaise gestion. La justice est aujourd'hui saisie de cette déplorable affaire. Il était donc inopportuniste de vouloir prévenir les décisions des tribunaux. La chambre des députés a fixé son ordre du jour et malheureusement, dans l'empressement qu'elle a de terminer ses travaux, plusieurs projets de loi très-importants, ont été ajournés à la session prochaine. Heureusement les chemins de fer ont échappé, mais non sans peine, à ce renvoi.

Le ministre des finances a présenté un projet de loi autorisant le gouvernement à faire un emprunt quand il le jugera convenable, de la somme de 350 millions, destinés à faire face aux travaux extraordinaires. En général la chambre s'est montrée favorable à ce projet qui permettra de continuer les grandes entreprises en voie d'exécution. Les commissaires nommés par les bureaux sont tous de l'avis de l'adoption du projet de loi.

La cour des pairs a commencé le 8 juillet le procès de MM. Despans-Cubières, Teste, Parmentier et Pellaprat. Ce dernier n'a pas paru devant la cour; il s'était dérobé par la fuite, quelques jours auparavant, à la juridiction de la cour. Cette fuite est de nature à faire penser que M. Pellaprat n'était pas sûr de son innocence. Les trois autres accusés ont été écroués à la conciergerie. M. Teste, l'ancien ministre et président de chambre à la cour de cassation et pair de France, a remis entre les mains du roi sa démission de ces deux dernières dignités, ne voulant, ainsi qu'il le dit dans une lettre adressée au roi, être protégé devant la cour que par son innocence. De nouvelles lettres de MM. Cubières et Pellaprat ont été déposées entre les mains du chancelier par M. de Malleville, membre de la chambre des députés, qui les tenait de M. Marast, rédacteur du National. Ces lettres sont graves, puisqu'elles tendraient à établir clairement la tentative de corruption reprochée aux accusés. Deux des prévenus MM. Cubières et Parmentier ont subi leur interrogatoire devant la cour. Il ne nous appartient pas de prévenir le résultat des débats; l'affaire se poursuit sérieusement et les débats de la cour des pairs jetteront sans doute une vive lumière sur les inculpations dirigées contre les accusés.

La guerre civile paraît terminée, en ce moment, en Portugal, par suite de la soumission de la junte d'Oporto, la seule qui eût encore résisté à l'intervention des puissances étrangères. Maintenant c'est au gouvernement de la reine Donna-Maria qu'il appartient de cicatriser ces plaies du pays en restant fidèlement dans les voies constitutionnelles. La leçon qu'il vient de recevoir devra porter ses fruits et prévenir, par une conduite sage et libérale du gouvernement portugais, le retour des désordres semblables à ceux qui, depuis un an, ont troublé la paix de ce pays, et compromis si gravement son avenir.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le conseiller Jourdan.

AUDIENCE DES 5, 6, 7, 8 JUILLET.

Rébellion, assassinat, tentative d'assassinat, complicité de ces crimes et faux en écriture publique.

Cette affaire avait eu un grand retentissement dans l'arrondissement d'Ajaccio. Les accusés traduits devant le jury étaient au nombre de huit. C'étaient Miliani Joseph, Lanfranchi Charles, Murzi Jean, Miliani Pascal, Mariani Jacques et Sanviti Pierre Paul, tous de la commune de Frasseto. A côté d'eux étaient également assis

deux coaccusés revêtus de l'uniforme de la gendarmerie, c'étaient les nommés Luccioni François-Antoine et Luciani Jacques-Philippe ex-gendarmes de la brigade de Cotti.

Les faits reprochés aux trois premiers accusés, évidemment contraires aux mœurs du pays, avaient attiré à l'audience de ces quatre jours une foule considérable d'assistants. Nous allons brièvement reproduire les circonstances de cette cause, telles qu'elles se sont produites dans le cours de ces longs débats.

Deux horribles malheurs désolaient, depuis longtemps, les communes de Frasseto et Campo. C'étaient les bandits Antona dit Griggio, et Antona dit Fiaccone. Condamnés à mort par contumace, ces deux scélérats ensanglantaient continuellement la contrée qui les avait vu naître. Ils étaient habituellement guidés et recelés par un de leurs parents qui portait également le nom d'Antona dit Muzzolo. Le 22 août 1845, des agents de la force publique porteurs d'un mandat d'amener contre Antona dit Muzzolo, prévenu de recel de criminel, procédèrent à son arrestation dans la commune de Cotti. Celui-ci fit un appel au dévouement des six premiers accusés pour qu'ils accourussent le délivrer des mains de la gendarmerie et des voltigeurs corses. Ces derniers, attachés par des liens de parenté au prévenu Antona dit Muzzolo, prirent aussitôt les armes, et après une démonstration hostile, ils parvinrent à le délivrer de la force armée qui l'avait en son pouvoir. Plusieurs femmes aussi parentes des accusés, prirent également part à cette rébellion. Un procès-verbal fut aussitôt dressé contre les rebelles et des poursuites furent immédiatement dirigées pour la répression de ce crime. Les accusés ne tardèrent point à s'apercevoir du tort immense qu'ils avaient eu. Ils formèrent le projet de le réparer à tout prix, et pour arriver à ce but, ils entrèrent en négociations avec le gendarme Luccioni, lui promettant de faire tomber entre ses mains les deux bandits Antona dit Griggio et Antona dit Fiaccone, à condition qu'ils ne seraient pas eux-mêmes poursuivis pour le délit de rébellion. Luccioni se rendit immédiatement à Ajaccio. Il fit part à son capitaine des propositions qu'il lui étaient faites. Ce dernier en informa à son tour M. le procureur du roi d'Ajaccio qui autorisa le gendarme Luccioni à les accepter avec empressement. Les rebelles, encouragés par ces promesses, exigèrent une nouvelle condition qui fut également acceptée. C'était celle de recevoir de M. le préfet de la Corse une somme de deux mille francs qui leur serait comptée après l'événement.

Dans la nuit du 11 au 12 octobre 1846, les deux malheurs Antona dit Griggio et Antona dit Fiaccone ont été tués au lieu dénommé Carpone, à vingt minutes de distance de Frasseto. Dans la matinée du 12, le gendarme Luccioni envoyait un message à la brigade de Ste-Marie, pour la prier de se rendre sur les lieux, où il disait d'avoir, en compagnie de son camarade Luciani, détruit, dans la nuit, les deux bandits Antona. Il ajoutait qu'Antona dit Muzzolo, qui se trouvait avec ces scélérats et qui comme eux avait répondu par des coups de feu à leur sommation, s'était sauvé dans le maquis, après avoir été blessé par des guides qui les avaient conduits sur les lieux. En attendant l'arrivée de la gendarmerie, Luccioni et Luciani, secondés par des ennemis des bandits Antona, se livrent à la recherche d'Antona dit Muzzolo. Celui-ci, quoiqu'il blessé à la jambe et au bras droit, est encore assez de force pour immoler à ses pieds deux de ses ennemis en tirant sur eux des coups de feu, après s'être caché dans l'épaisseur du maquis. Le gendarme Luccioni eut lui-même sa capote et son havre-sac traversés par une balle et des chevrotines. Mais déjà la brigade de Ste-Marie était arrivée sur les lieux et les gendarmes réunissant leur effort parvinrent à donner la mort à cet homme redoutable.

Les gendarmes Luccioni et Luciani dressèrent un procès-verbal constatant tout ce qui s'était passé dans la nuit et dans la matinée. Aussitôt après Luccioni se rendit à Ajaccio, où il obtint l'accomplissement de toutes les promesses qu'il avait faites à ceux qui avaient favorisé la destruction de ces féroces malfaiteurs. Le procès-verbal de rébellion fut déchiré et les rebelles reçurent de la préfecture les deux mille francs qui leur avaient été promis.

Quelques temps après, les parents des bandits Antona répandirent le bruit que la destruction de Griggio et de Fiaccone n'avait point été l'œuvre des gendarmes Luccioni et Luciani, mais bien celle de ces hommes en faveur desquels il avait été passé outre au délit de rébellion. La veuve de Fiaccone transmise, à cet effet, un mémoire au ministre de la justice. On procéda à une information, et à la suite des charges qui en résultèrent, Miliani Joseph, Lanfranchi Charles et Murzi Jean ont été accusés d'avoir, ensemble, et de complicité, donné la mort avec préméditation à Griggio et à Fiaccone, d'avoir tenté de la donner à Antona dit Muzzolo, ce s'être rendu en outre coupables, en compagnie de Miliani Pascal, Mariani Jacques et Sanviti Pierre-Paul, de ce délit de rébellion pour lequel ils avaient été mis hors de cause; et les deux gendarmes Luccioni et Luciani de s'être rendus coupables d'un faux en écriture publique, en constatant dans leur certificat comme vrais des faits reconnus faux.

Ces accusations inouïes en Corse, se sont produites à l'audience de ces quatre jours. La voix publique s'est généralement prononcée contre les trois premiers accusés, mais à part la question de moralité individuelle, la destruction des bandits de Frasseto avait été accueillie de toutes part avec la plus grande satisfaction. Il est résulté également des dépositions des témoins, que vers minuit, les trois premiers accusés étaient en compagnie des trois bandits Antona qui étaient leurs proches parents, et que Miliani Joseph a été vu le lendemain matin sur la route qui conduit à Carpone et à une très petite distance de cet endroit.

Les gendarmes ont soutenu pour leur justification qu'à la suite de leurs négociations avec les accusés ils avaient continuellement fait des embuscades à la faveur de la nuit; que se trouvant à Frasseto chez Jacques Mariani, ils avaient été prévenus que dans la nuit les bandits devaient passer par Carpone, et que s'étant eux-mêmes rendus dans ce lieu, en compagnie de quelques guides, ils avaient opéré leur destruction. Il est vrai de dire que les cadavres percés de plusieurs coups de feu portaient également des blessures produites par des balles de calibre, et le médecin qui en a fait l'autopsie a déclaré que les blessures qui étaient encore saignantes, au moment de l'inspection, ne pouvaient avoir été faites que sur des hommes vivants. Il faut dire aussi en ce qui concerne les gendarmes Luccioni et Luciani qu'il n'y a eu qu'une voix unanime pour attester leur zèle, leur capacité et leur courage. Nous ajouterons également, quant au délit de rébellion que les charges qui paraissent peser sur Sanviti et Mariani ont également disparu à la suite des dépositions orales des témoins.

M. Sigaudy, avocat-général, occupait le siège du ministère public. M^{rs} Casabianca, alné, Caraffa, Giordani, Giamarchi et Montera étaient au banc de la défense. Le quatrième jour au milieu d'un nombreux auditoire, M. l'avocat-général a soutenu l'accusation en insistant vigoureusement pour la condamnation des accusés. M^{rs} Giordani a exposé leur justification relativement au crime de rébellion. M^{rs} Giamarchi a présenté la défense des deux gendarmes Luccioni et Luciani, et M^{rs} Casabianca alné, celle de tous les autres accusés.

Après le résumé de M. le président, les jurés sont entrés dans la chambre de leurs délibérations d'où ils sont sortis une heure après, en rapportant un verdict d'acquiescement en faveur des deux gendarmes et de Mariani et Sanviti; de culpabilité de rébellion sans circonstances aggravantes contre Miliani Joseph, Miliani Pascal, Murzi Jean, Lanfranchi Charles, et de culpabilité de complicité d'assassinat sur la personne d'An-

le patron Joseph. Dans le but de ramener le corps du capitaine, on avait resté sur les lieux, malgré le danger de la situation, pendant que les recherches se faisaient et que les recherches étaient infructueuses, ce cadot revint à terre en remorquant la pirogue naufragée. Mais le patron Sully Jean-Bart de la première embarcation après avoir déposé en lieu de sûreté les naufragés qu'il avait recueillis, se remit en mer et après de longues recherches au milieu des brisants de la passe le sieur Jules Dapros parvint à découvrir le capitaine Terrade qui fut rapporté du fond par les sieurs Sully, Jean-Bart, Eugène, Destine et Auguste Ste-Rose; ce n'était plus qu'un cadavre.

Tels sont, Monsieur le gouverneur, les faits de ce déplorable événement. Il ne me reste maintenant qu'à recommander à votre bienveillant intérêt les hommes qui s'en sont montrés si dignes.

Et d'abord je parlerai de M. Gialferi dont le rare dévouement à sa faire taire jusqu'aux sentiments les plus puissants chez l'homme, l'instinct de la conservation et l'amour de la famille. Une conduite si noble et si généreuse doit être signalée au ministre, et j'aurai l'honneur de vous présenter incessamment un projet de lettre spécial à M. de Gialferi. S. E. ne pourra manquer d'accueillir avec une grande bienveillance les propositions que vous voudrez bien faire en faveur de cet employé.

En ce qui concerne les autres sauveteurs, je vous proposerai de demander au ministre des médailles d'argent pour les plus dignes, et d'accorder des maintiens à chacun d'eux une récompense pécuniaire calculée sur le mérite de leur conduite respective.

Signé : PAGEOT DES NOUÏÈRES, Ordonnateur.

NÉCROLOGIE.

La terre vient de se reformer sur la dépouille mortelle de M. Jacques Semidei, vice-président au tribunal de première instance d'Alger. Notre ville a perdu un homme de bien et la magistrature un de ses membres distingués.

Il y a de ces hommes dont la perte ne saurait passer inaperçue; et celui dont nous déplorons aujourd'hui la fin prématurée n'est pas de ceux sur le tombeau desquels on peut inscrire cette épitaphe :

« Tomba di morti che non fur mai vivi. »

Aussi nous empressons-nous de réparer l'oubli inmérité dont il a été l'objet; et à défaut de quelques paroles que l'on aurait dû prononcer sur sa tombe, nous consacrerons du moins ce faible souvenir à sa mémoire. M. Semidei était issu d'une famille honorable du commerce de Bastia. Les heureuses dispositions qu'il manifesta dès son jeune âge le firent destiner à l'étude du droit dans laquelle il fit de rapides progrès. En rentrant au sein de sa famille, après avoir été licencié à la faculté de Paris, il emporta avec lui la bienveillante amitié de l'honorable auteur du Dictionnaire et du Recueil de la Jurisprudence Générale du Royaume, qui avait bien voulu l'aider de ses conseils et de son expérience. Il débuta d'une manière brillante au barreau de la cour royale de Bastia et déploya, à ses premiers pas, une érudition et un talent déjà mûrs qui lui promettaient un succès assuré.

Déjà, à cette époque, la lutte était engagée entre le pouvoir imposé par l'étranger et la France décidée à défendre, au prix de son sang, la constitution que le gouvernement réactionnaire de la Restauration avait résolu de supprimer. En 1829, M. Semidei prêta le secours de sa parole à un improvisateur étranger traduit devant la justice répressive pour une ode sur l'empereur Napoléon dont l'ombre gigantesque, franchissant l'espace qui sépare l'Europe du rocher de Ste Hélène, faisait encore trembler les trépas qu'il avait jadis renversés.

En 1830 un sujet du royaume de Naples compromis pour ses opinions politiques et pour la part qu'il avait prise aux mouvements qui avaient eu lieu en Italie, avait été livré au gouvernement napolitain par l'autorité française. Dans un mémoire adressé au ministre par des citoyens courageux, M. Semidei revendiqua les droits de l'hospitalité violée; et le gouvernement fut contraint d'envoyer à Naples un navire de l'Etat

reclamer le sieur d'Almou, au moment où il allait porter sa tête sur l'échafaud.

Après les glorieuses journées de juillet, M. Semidei fut élu membre de la commission provisoire de la ville; et lorsque un gouvernement réparateur, fondé sur les sympathies de la nation, eut inauguré le règne de l'ordre avec celui d'une sage liberté, la conduite de M. Semidei lui valut, avant l'âge de 30 ans, la place de juge d'instruction au tribunal civil de Bastia. En 1843, lors de la nouvelle organisation de la magistrature en Afrique, il fut appelé aux fonctions de procureur du roi à Philippeville, et deux ans après il fut promu à la vice-présidence du tribunal d'Alger où une maladie dont il avait contracté le germe sur le sol africain est venue l'arrêter tout-à-coup dans la carrière qu'il allait parcourir. Rentré en Corse, depuis un mois, dans l'espoir d'améliorer sa santé, il a succombé dans les bras de la religion, le lundi 27 juin dernier, à la 42^e année de son âge, après une vie courte, mais bien remplie.

M. Semidei possédait d'excellentes qualités, du côté de l'esprit comme de celui du cœur; il avait tout ce qu'il faut pour former un bon magistrat: l'activité, l'amour du travail et de son état, la connaissance et la pratique des lois, un jugement sûr joint à une élocution facile, la fermeté et l'énergie dans le caractère, la probité et l'intégrité dans les mœurs. Nous nous arrêtons devant les titres qu'il avait à l'attachement et à l'affection de sa famille désolée qui doit succomber sous le poids de la douleur et dont nous craignons d'augmenter l'amertume. Si quelque chose était capable cependant d'alléger le malheur qui vient de la frapper, ce serait le souvenir de celui qui fait couler ses pleurs, mais dont elle pourra toujours rappeler la mémoire avec un juste sentiment d'orgueil.

Un Avocat du Barreau de Bastia.

Par ordonnance du 5 du courant, Sa Majesté a agréé la nomination faite par Mgr. l'évêque d'Ajaccio de MM. les abbés Mancini à la cure de Bonifacio, Torressi à la cure de Ste-Marie-Siché et Battini à celle de Speloncato.

M. MONETTO, dentiste, prévient les personnes qui auraient besoin de son ministère qu'il nettoie la bouche, extrait les dents ou leurs racines les plus difficiles; il guérit également les cors aux pieds dans une seule séance et sans souffrances. Il demeure au bureau des diligences Podestà frères, rue de la Traversée. Son séjour à Bastia sera de huit jours.

AVIS.

Le gouvernement ayant donné un orgue à la cathédrale d'Ajaccio, l'orgue actuel est à vendre. On peut s'adresser ou écrire, soit à M. Cotti, architecte du département, soit au secrétariat de Mgr. l'évêque, soit à l'un des fabriciens soussignés.

Ajaccio, le 5 juillet 1847.

A. FORCIOLI, président du bureau, ARMAND, trésorier, G. STEPHANOPOLI, président du conseil, T. GABRIELLI, curé de la cathédrale.

ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE BASTIA

PENDANT LE MOIS DE JUIN 1847.

NAISSANCES.

— Cigniego, François-Louis, rue du vieux Marché, — Botto, Marie-Dominique, rue de St Joseph. — Antoine, Assomption, rue des Turquines. — Spezino, Xavier, rue Colonella. — Battistini, Marie-Antoinette, rue St Charles. — Moneglia, Marie-Mathée, rue St Jean. — Valéry, Antoine-Louis, rue Spinola. — Tardi, Émilie-Gabrielle, rue de la Fontanecchia.

Novella, Marie-Antoinette, rue St Angelo. — Fontana, Sauveur, rue St Joseph. — Padovani, Dominique, rue Droite. — Giannelli, Jean-Baptiste, rue du Môle. — Bombaglia, Marie-Josephine et Bombaglia, Antoine-Joseph, enfants jumeaux rue Napoléon. — Cambiaggi, Marguerite, rue du vieux Marché. — Besson, Louis, rue Droite. — Genero, Angélique-Antoinette, rue St Jean. — Lacotte, Antoine-Louis, rue Napoléon. — Bocognani, Jean-Baptiste, rue St Joseph. — Brusil, Marie-Rose, rue du vieux Marché. — Seiler, Louis-Caroline, rue de la Traversée. — Colombani, Marie-Louise, rue Colonella.

Total 26 dont 4 enfants trouvés.

MARIAGES.

Nobil, Mathieu, marin, 27 ans, et demoiselle Agostini, Marie, menagère 19 ans. — Medori, Pierre-Joseph, et demoiselle Arborati, Marie, menagère, 21 ans. — Ricci, Thomas, marin 29 ans. — et demoiselle Petrigiani, Julie-Marie, menagère, 19 ans.

Total 3.

DÉCÈS.

Vincensini, Augusto, 5 mois, rue des Turquines. — Orsatoni, Angeline, menagère, fille naturelle, 20 ans, rue de St Collo. — Sorel, Auguste, 14 mois, rue de la Traversée. — Dané, Anne-Marie, menagère, veuve, 38 ans, rue de l'Évêché. — Lavrenti, Louis, maçon, marié, 34 ans, rue des Jésuites. — Serri, Marie-Louise, journalière, mariée, 39 ans, rue St-Joseph. — Paladini, Antoine, tailleur de pierre, célibataire, 40 ans, hospice civil. — Genero, Ange-Marie-François, négociant, marié, 66 ans, rue St-Jean. — Navoni, Marie-Antoinette, menagère, mariée, 65 ans, rue Campanari. — Antoine, Assomption, 6 jours, rue des Turquines. — Ballarini, Toussaint, 4 mois, rue Droite. — Badani, Jean-Baptiste, 2 mois, rue Napoléon. — Dellacasa, Mathieu, 2 ans, rue du Théâtre. — Aschero, Ursule, menagère, 52 ans, célibataire, rue Colonella. — Furiati, Marie-Françoise, propriétaire, 43 ans, mariée, rue Notre-Dame. — Sivori, Hélène, 4 mois, rue de la Traversée. — Olivier, Magleleine, veuve Nicolli, menagère 55 ans, rue de la Gabbella. — Ferrioli, Ours-Antoine-Toussaint, 8 mois, rue St-Joseph. — Gallina, François 7 ans, rue de la Chiappa. — Mignoni, Jacques, 15 mois, rue St-Angelo. — Mariotti, Joseph-Marie, 3 mois, rue St-Angelo. — Rossi, Marie-Ursule, 7 mois, rue de la Traversée. — Dedias, Joseph-Marie, jardinier, marié, 33 ans, rue des Zéphirs. — Novella, Marie-Antoinette, 9 jours, rue St-Angelo. — Giusti, Marie-Françoise, 22 ans, menagère, rue St-Joseph. — Valegnini, Jean-Baptiste, patron-mario, veuf, 77 ans, rue du vieux Marché. — Ordioni, Louis, 9 mois, rue du Pontetto. — Filippini, Ignace, abbé, 83 ans, rue St-Jean. — Sisco, Marie-Josephine, célibataire, 45 ans, rue Spinola. — Credidio, Nonciade-Laure, 11 mois, rue Giulietta. — Semidei, Jacques, vice-président au tribunal d'Alger, 43 ans, veuf, rue du Môle. — Lauri, Benoît, 2 ans, rue de la Paroisse. — Firpi, Roch, étudiant, 17 ans, rue St-Joseph. — Tortini, Antoinette, née Rossi, menagère, 48 ans, rue du Canto dell'Olmo.

Total 37 dont 3 enfants trouvés.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

RELIGION, MORALE, DÉLASSEMENTS. 768 colonnes de texte, 300 gravures, valeur de 12 volumes ordinaires, une Table annuelle.

SCIENCES, BEAUX-ARTS, LITTÉRATURE.

Papier glacé satiné, impression de luxe, illustrations sur tous les sujets.

6 F. PAR AN. (1 F. 50 EN SUS POUR LES DÉPARTEMENTS.)

Direction : rue Facart, 42, au coin du boulevard des Italiens, à Paris.

Vu l'immense succès du journal, on continue à publier pour rien un Album enrichi de nombreuses gravures aux personnes qui s'abonneront cette année.

L'ÉTOILE DE LA JEUNESSE.

JOURNAL D'ÉDUCATION ILLUSTRÉ, PARAISSANT LE 25 DE CHAQUE MOIS SUR TOUS LES POINTS DE LA FRANCE.

— Les sites, vues, portraits, types, scènes, sont dessinés et gravés par nos meilleurs artistes, tels que MM. Amstrang, A. Gusman, Gavarni, Desestre, Paquet, Pierdon, Rose, etc. — Le texte est rédigé par nos premiers écrivains, tels que MM. Ed. d'Anglemont, Henry Berton, Philéas Charles, Alfred des Essarts, Victor Hugo, Louis Raybaud, Frédéric Soulié, Viennet, MM^{rs} Ancelot, Clémence Dubois, Achille Comte, etc.

Ce Recueil réunit l'enseignement, l'instruction, le plaisir et l'intérêt. Assurément par un chef de famille n'oseraient en priver ses enfants. La lecture de l'Étoile de la Jeunesse est un moyen puissant de faciliter l'éducation pratique; elle épure le goût, élève l'âme, active l'imagination et fortifie le jugement. — Cette œuvre périodique est d'ailleurs enrichie de nombreuses gravures.

Envoyer (franco) un bon sur la poste ou sur Paris, adressé au Directeur. — L'abonné reçoit, courrier par courrier, l'Album et les six premiers numéros publiés. Il recevra de la même manière les numéros ultérieurs de l'année.

On s'abonne à la librairie Fabiani.

sons d'insolence, sans préméditation et avec circonstances atténuantes, contre Milani Joseph.

En conséquence, Milani Joseph a été condamné à cinq années de réclusion, Milani Pascal, Murai Jean et Lauranchi Charles à deux années d'emprisonnement.

Les gendarmes Luccioni, Luciani et les accusés Mariani et Savitoli ont été acquittés.

Présidence de M. le conseiller Andrau-Moral.

AUDIENCE DU 9 JUILLET.

Vol et faux en écriture privée.

Deux accusés paraissent en ce jour devant le jury. C'étaient les nommés Poggi Jean-Sanson de la commune de Bebbia, et Manenti Charles-Mathieu son oncle de la commune de Pianello. Il résultait de l'accusation portée contre eux que l'accusé Poggi avait soustrait frauduleusement un mulet appartenant au sieur Joseph Marie Ginefri son oncle, que Manenti Charles-Mathieu l'avait vendu par commission du susdit Poggi avec un faux certificat.

Cette affaire qui s'était présentée aux dernières assises fut renvoyée à la présente session pour entendre le sieur Joseph-Marie Ginefri. En effet, l'accusé Poggi prétendait avoir des droits sur ce mulet comme provenant de la succession de son grand-père, et les renseignements fournis par le sieur Ginefri n'ont pas entièrement démenti cette déclaration.

Quant au certificat au moyen duquel l'animal a été vendu, il est résulté des débats qu'il avait été apporté à Manenti par le nommé Jean Poggi neveu de Sanson Poggi et ayant comme lui des droits à la même succession. Ce dernier accusé se trouvant sur le continent français n'a point été jugé à ces débats.

M. Gaffori, substitut du procureur-général a soutenu l'accusation. M. Giamarchi a présenté la défense de Poggi, et M. Suzzoni celle de Manenti.

Les deux accusés déclarés non coupables par le jury ont été mis immédiatement en liberté.

Présidence de M. le conseiller Jachereau de St-Denis.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Faux en écriture publique.

Un jeune soldat du 21^e régiment de ligne, d'une physionomie intéressante, est assis aujourd'hui sur le banc des accusés. Afin de libérer son frère aîné du service militaire, ce jeune homme, à peine âgé de dix-sept ans, avait altéré la date de son acte de naissance pour constater qu'il avait atteint sa dix-huitième année.

Celui de ses frères qui avait été l'objet de cette trop grande sollicitude de la part de ce jeune militaire est assis à côté de lui pour rendre compte à la justice de s'être rendu complice de ce crime.

En considération de la bonne foi de ces deux jeunes gens et de leurs antécédents honorables, on ne pouvait pas s'attendre à ce que la justice pût sévir dans cette cause.

M. Gaffori, substitut du procureur-général, a soutenu l'accusation. M. Giordani a présenté quelques judicieuses observations en faveur de ses deux clients. Déclarés non coupables, les deux frères, Ours-François et Clotilde Mannoni, de la commune de Felce, ont été mis en liberté.

ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE.

Cette école est destinée à fournir des professeurs pour les diverses parties de l'enseignement universitaire.

Un concours d'admission est ouvert tous les ans près de chaque académie du 5 au 10 août. Les inscriptions doivent être faites du 15 juin au 15 juillet. Tout élève admis a droit, selon le rang de son admission, à la jouissance d'une bourse entière ou d'une demi-bourse. Les pièces à produire pour l'inscription sont :

1^o L'acte de naissance constatant qu'au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle il se présente, il a atteint l'âge de 17 ans au moins et de 25 ans au plus.

2^o Un certificat de vaccine.

3^o L'engagement de se vouer pendant dix ans à l'instruction publique.

4^o Un certificat de moralité délivré par le chef de l'établissement au quel il appartient.

5^o Un certificat d'études, constatant qu'il a fait son cours d'études classiques, y compris la philosophie, et s'il se destine aux sciences, son cours de mathématiques spéciales et son cours de physique.

Pour les autres conditions du concours de l'admission, s'adresser au secrétariat de l'académie.

Par ordonnance du roi, en date du 5 juillet, les conseils d'arrondissement se réuniront, le 26 du présent mois, pour la première partie de leur session qui ne pourra durer plus de dix jours.

Nous avons annoncé dans notre dernier numéro qu'une femme de notre ville s'était accouchée d'une fille et de deux garçons pleins de santé et de vie; la nommée Maria Zuccia de Sant'Andrea di Cotone vient d'accoucher aussi de trois jumeaux : deux filles et un garçon; la femme Zuccia avait déjà fait cinq enfants, qui comme les nouveaux nés, sont beaux et robustes.

Lorsque une telle fécondité se montre parmi la classe des prolétaires, et ce n'est ordinairement que là qu'elle se montre, une loi ne devrait-elle pas leur assurer une pension? Napoléon ne réprimait-il pas à Mme de Staël, que la femme qu'il estimait le plus était celle qui donnait le plus d'enfants à la patrie?

(Journal de la Corse.)

NOUVELLES D'AFRIQUE ET DU MAROC.

Nous trouvons dans l'Echo d'Oran du 26 juin, un récit du combat entre Abd-el-Kader et les Marocains; qui confirme, en donnant quelques nouveaux détails, celui que nous avons publié hier d'après un journal espagnol. Nous le reproduisons à cause de l'importance du fait et des conséquences que peut avoir cette révolte ouverte de l'émir contre l'empereur du Maroc :

Nous avons fait connaître précédemment, dit la feuille d'Oran, qu'Abd-el-Kader, s'éloignant de Taza, s'était rapproché du Rif, et établi à Kasbat-Zélouan, à quelque distance du rivage de Melilla, où sa défilade devait le rejoindre. A la même époque, un camp marocain se trouvait à deux journées de là, sur l'Oued-Azelef, sous les ordres du caïd El-Hamar. Ce caïd avait, disait-on, la mission de chasser Abd-el-Kader du pays. Dans ces derniers temps, il avait dû recevoir de Fez quelques renforts, et des ordres le pressaient d'agir. L'ex-émir, dans cette situation menaçante pour lui, est allé au-devant de l'attaque.

Après une marche de nuit, avec l'aide des gens de la contrée, insurgés à sa voix, il a enlevé le camp du caïd El-Hamar, à la pointe du jour; et presque sans coup férir. Cette action a dû avoir lieu vers le 5 de ce mois. Les gens qui viennent de Rif la confirment.

Le caïd a eu la tête tranchée; armes, chevaux, tentes, tout est resté au pouvoir d'Abd-el-Kader. Les soldats marocains auraient été pillés ou tués pas les tribus kabyles qui ils avaient à traverser dans leur fuite. Le camp marocain était d'environ deux mille hommes.

Tout est donc rompu entre Abd-el-Kader et l'empereur.

Des troupes du makzen se réuniraient à Taza pour aller venger le caïd El-Hamar. (On sait qu'il n'y existe que de la cavalerie.) D'après cela, lorsqu'il s'agit d'entrer dans un pays d'un aussi difficile accès que le Rif, on ne peut guère admettre que la lutte soit promptement décisive. La prudence comme de l'empereur ira peut-être jusqu'à ne pas l'engager, et sans doute trouvera-t-il plus sûr de concentrer l'incendie dans son foyer actuel, au lieu de l'étendre, par un nouvel échec, jusqu'au cœur des tribus arabes de l'empire. Il n'est pas possible de prévoir le terme de cette complication.

Malgré la distance où ces faits se passent, ils produiront nécessairement, dans le voisinage de notre frontière, quelques inquiétudes, mais il est à croire qu'ils n'y seront pas l'occasion prochaine d'hostilités. Abd-el-Kader a assez à faire pour sortir de la situation extrême où il vient de se placer aux yeux des musulmans, par son insurrection vis-à-vis du trône du chérif, et c'est dans cette appréciation que se trouverait enfin l'explication de ces bruits de paix avec la France que, depuis plusieurs mois, il n'a cessé de s'efforcer d'accréditer par toutes les ruses et tous les mensonges imaginables.

On lit dans le Moniteur algérien du 30 juin :

Le courrier de l'Est, arrivé à Alger le 27, nous a fait connaître la suite des opérations de M. le lieutenant-général Bedeau.

La colonne réunie près de Milah le 14 juin, s'avance les jours suivants par le Djebel-Sgao, à travers le pays des Beni-Hen, des Beni-Caïds, des Beni-Kalab, des Ouled-Embarek et des Achaïch. Les populations étaient restées dans les villages, les chefs se présentent au camp, reçoivent l'investiture au nom du roi des Français et s'engagent à prévenir désormais tout désordre de la part de leurs gens sur la route de Philippeville à Constantine, et sur toutes les routes en général.

Les choses se passent de la même manière chez les Ouled-Aïdoun, où l'on arrive le 19. Mais le lendemain des divisions suscitées, du-on, par des étrangers venus des montagnes du sud de Djidjelli, éclatent dans la tribu. Dans la soirée, les chefs, qui s'étaient mis en relation avec le lieutenant-général, le firent avertir qu'ils n'avaient pu se rendre maîtres du désordre et ne répondaient plus de la paix.

En effet, peu d'instants après, une troupe de 250 hommes environ, profitant des abris du terrain, s'approche très près des grands gorges du 19^e léger, qu'elle attaque vivement. Les assaillants tombèrent dans les embuscades qu'on avait eu le temps de placer et qui se mêlèrent avec eux à la bayonnette.

Les grands gorges du 20^e léger ont aussi une vive fusillade. Deux officiers du 19^e léger, MM. Pesloux, lieutenant et de Drée, sous-lieutenant, furent tués en repoussant bravement cette attaque à la tête de leurs soldats; le lieutenant Ducour, du même régiment, et douze sous-officiers et soldats furent blessés. Le lieutenant Puech, du 31^e et dix hommes, dont trois tués, furent également atteints par le feu de l'ennemi.

Les Kabyles laissèrent sur la place une vingtaine de morts, et s'enfuirent précipitamment en traînant à leur suite bon nombre de blessés.

Une nouvelle attaque eut lieu dans la nuit du 11 et fut repoussée, sans perte pour nous, plus sévèrement encore que la première.

Enfin, le 22 au matin, quelques groupes suivant l'arrière-garde, M. le colonel de Barral, qui la commandait, parut à l'improviste de la grande haute, cerna, dans les ravins, les assaillants qui y faisaient leur halte en même temps que la colonne, et auxquels cette surprise coûta vingt-sept morts, laissés au pouvoir des compagnies du 31^e et du 38^e.

Cette rigoureuse leçon a mis fin à la guerre. Toute la grande tribu des Beni-Solah a fait sa soumission, et les chefs de toutes celles des environs de Collo étaient le soir dans le camp du lieutenant-général Bedeau.

Quant aux Ouled-Aïdoun, les chefs ont été avertis que, sans considérer comme une déclaration de guerre de toute cette grande tribu l'attaque de deux ou trois cents fanatiques sévèrement châtiés d'ailleurs, ils eussent à y mettre ordre, et que la tribu répondrait de ce qui adviendrait ultérieurement.

La division est arrivée sous Collo le 26 et y séjournera probablement quelques jours avant de reprendre la route de Constantine.

On lit dans le Nouvelliste :

Au moment de mettre sous presse (4 heures), nous recevons par le Sphinx, de la compagnie Bazin-Périer notre courrier d'Afrique; voici les nouvelles les plus intéressantes que nous empruntons au journal officiel de la colonie :

Alger, le 10 juillet 1847.

Après avoir achevé la pacification des montagnes comprises entre Collo, Milah et le bord de la mer, la colonne expéditionnaire de M. lieutenant-général Bedeau a été dissoute le 30 juin. Celle de Bone, sous les ordres de M. le colonel Senilhes, continuera, jusque vers le 15 juillet, ses opérations contre quelques tribus turbulentes de la frontière.

Des renseignements plus circonstanciés reçus du Maroc, sans démentir les nouvelles que nous avons données, permettent de les envisager sous un jour moins défavorable.

Il semble que Muley-Abd-er-Rhaman soit bien décidé, cette fois, à venger son injure. Les troupes réunies sous le commandement de Muley-Mohammed, son fils, marchent contre l'Emir, et ce dernier paraît fort inquiet. Aucune tribu ne l'a proclamé sultan, aucune, même dans le Rif, ne semble disposée à seconder le joug fortligé du vieil empereur, pour s'imposer, à travers les dangers d'une révolution, celui de l'Emir, auquel est visiblement attaché, d'ailleurs, tout le poids d'une lutte éternelle contre nous.

Dans cette position, Abd-el-Kader s'efforce de calmer Abd-er-Rhaman par des actes de respect fort significatifs; il se défend d'aucune intention hostile envers lui, et rejette son attaque du camp d'El-Hamar sur la provocation et les menaces qui lui en étaient venues. Si ces excuses ne sont point admises, tout porte à croire, en ce moment, que l'avantage restera au pouvoir légitime. De cette manière, les événements qui nous auraient occasionné d'abord une vive inquiétude, amèneraient précisément la solution la plus satisfaisante et la moins attendue.

NOUVELLES DIVERSES.

M. le ministre du commerce vient, d'accord avec son collègue de la marine, d'écrire à tous les capitai-

nes des ports afin qu'ils aient à le tenir au courant de tous les arrivages de grains.

Il y a plusieurs versions sur le mode d'emprunt proposé par le ministre des finances.

Le gouvernement ne demanderait que 150 millions d'abord, dont 50 millions seraient fournis par la banque de France, qui rachèterait aussi les rentes vendues à l'empereur de Russie, 50 millions par la caisse des dépôts et consignations, 50 millions avec concurrence à partir du mois d'octobre seulement pour fournir au remboursement des bons du trésor.

2. L'emprunt serait fait par douzième, payable de mois en mois comme le dernier emprunt fait par M. Lacave-Leprieux.

Dans la soirée du 7, le commissaire de police du quartier du Luxembourg, M. Monval, s'est transporté, assisté d'agents, au domicile de M. Pellapra, ancien receveur-général, qui Malaquais, n° 17, pour lui faire signification du mandat d'arrêt décerné contre lui sur la réquisition de M. le procureur-général, et pour procéder à son arrestation, au cas où il serait trouvé à son domicile.

Une personne au service de M. Pellapra ayant répondu que celui-ci avait quitté depuis plusieurs jours son hôtel et même Paris : le magistrat, à la suite d'une perquisition sommaire, a dressé procès-verbal constatant l'absence de M. Pellapra et la signification à laquelle il venait de procéder.

On assure qu'hier, à l'issue de la séance, un mandat d'arrêt a été lancé contre les trois accusés présents, et qu'ils ont été conduits à la prison du Luxembourg. Mais cette mesure n'a été prise que pour la forme. M. Teste, M. Cubières et M. Parmentier occupent pendant tout le procès chacun une des pièces des appartements du grand référendaire, seulement il ne leur sera pas permis de sortir du palais.

Nous lisons dans le Courrier de la Drome du 1^{er} : « M. le général Youssouf est dans notre ville (Valence) depuis deux jours, en visite chez M. d'Armandy, colonel du 11^e régiment d'artillerie. Nous avons eu déjà occasion de rappeler le glorieux fait d'armes de ces deux hommes qui donneront pour toujours Bone à la France.

Le 21^e régiment d'artillerie doit être passé aujourd'hui en revue par son colonel. M. le général Youssouf y assistera. Hier, pendant l'école au tir, le tonneau qui sert de but aux mortiers a été renversé par une bombe. Selon l'usage, l'habile pointeur est monté sur un charriot couvert de feuillage qu'entouraient ses camarades et que précédait la musique du régiment; le cortège a traversé ensuite triomphalement la ville.

Ce matin, nous nous dans le Journal du Havre d'hier, le paquebot anglais le Dieppe, un des nouveaux bâtiments affectés à la ligne de Brighton au Havre, a failli être arrêté, à son premier voyage, pour une contravention suivie d'un acte de rébellion envers les agents de l'autorité. Comme il se disposait à sortir du port, un des matelots du bord, profitant d'un moment où il croyait les préposés de la douane inattentifs, essaya de débarquer en fraude quelques paquets de gants; mais il avait été observé, et déjà il se flattait d'avoir trompé une surveillance qui ne s'endort jamais, lorsqu'une main vigoureuse le saisit au collet. Le délinquant désappointé riposta par un de ces coups de poing britanniques qui vous envoient un homme rouler à trois pas, ce que ne manqua pas de faire le douanier et se mit en devoir de prendre la fuite. Mais arrêté de nouveau, il aura à rendre compte de sa conduite, qui a motivé la saisie préalable du navire.

En donnant caution, toutefois, le Dieppe a obtenu l'autorisation d'effectuer son départ, après des négociations qui l'ont retardé d'une heure.

Voici quelques détails sur la construction du Dieppe : « Ce paquebot est muni de deux machines et a, par conséquent, deux cheminées; sa vitesse atteint jusqu'à 14 nœuds. De plus, on dit qu'il est construit en acajou, ce qui augmente sa solidité et diminue sa densité; la quantité de bois employée étant moindre, quant au volume, que lorsque l'on construit en chêne. »

Un mal contagieux, que les Anglais ont nommé *Famine-Fever*, et qui résulte des privations et des misères supportées par les classes ouvrières des villes industrielles, exerce d'affreux ravages à Manchester.

De nombreuses victimes meurent chaque jour sous le coup du fléau, le gouvernement anglais a beau faire exercer par les officiers de la police sanitaire la plus grande surveillance, on ne peut réprimer la marche progressive de cette maladie dans les classes laborieuses. Une enquête a déclaré que la falsification des ma-

tières élémentaires n'était point étrangère à la cause de cette maladie.

Un phénomène naturel et néanmoins extraordinaire se présente actuellement dans les forêts du canton d'Hirson et peut-être est-il plus général encore. Ces chênes, ces gènes de la végétation, sont complètement dépouillés de leur feuillage et n'ont plus d'apparence de fructification; on les croirait au début de leur développement annuel. Des milliers d'insectes ont rongé toutes les feuilles, les branches sont noircies et semblent frappées de stérilité. Heureusement que ces légions d'animaux nuisibles ne se sont point abattues sur les arbres fruitiers. (Journal de l'Aisne.)

Le Moniteur de l'armée annonce ces deux nominations : M. le lieutenant-général Bebeau, commandant supérieur de la province de Constantine, est nommé gouverneur-général, par intérim, de l'Algérie. M. le lieutenant-général de Bar, commandant la division d'Alger, est nommé, par décision royale du 29 juin, au commandement de la 12^e division militaire à Nantes en remplacement de M. le lieutenant-général Mangin.

La commission de la chambre des députés pour l'examen du projet de loi sur l'instruction secondaire s'est occupée de la composition du conseil de l'Université. La commission a décidé qu'il serait composé par moitié de membres de l'Université et par moitié d'étrangers.

ITALIE. — On nous écrit de Turin, le 26 juin :

Nous sommes malheureusement menacés d'une nouvelle réaction en faveur de l'Autriche. Les journaux libéraux des États-Romains et de la Toscane viennent d'être défendus dans les États sardes. Les *Lettre di Famiglia*, qui paraissent ici, ont été supprimées; notre revue, l'*Antologia*, subira le même sort : des ordres rigoureux ont été envoyés à la frontière afin d'empêcher l'entrée du nouvel ouvrage de l'abbé Gioberti; enfin il est question de la retraite de M. Villamarina, ministre de la guerre, homme libéral et estimé par ses concitoyens.

Le gouvernement a aussi défendu la publication des proses et poésies que l'on avait préparées pour l'anniversaire de la bataille de Marengo, célébrée avec grande solennité à Alexandrie. La troupe, qui devait assister à cette fête, reçut contre-ordre. Tout cela pour ne pas déplaire à l'Autriche, avec laquelle il n'existe plus de différend.

En compensation des concessions politiques faites par la Sardaigne, l'Autriche diminuera de beaucoup le droit d'introduction des vins piémontais en Lombardie. Un traité de commerce sera sous peu signé entre les deux États.

L'anniversaire de la bataille de Marengo a été néanmoins célébré par l'inauguration de la statue de Bonaparte, sur le terrain même où la victoire livra de nouveau au premier consul la péninsule italienne. C'est M. Delavo, d'Alexandrie, qui a voulu élever à ses frais ce monument; il a aussi fait construire une magnifique villa sur le champ de bataille, près de la maison dans laquelle Napoléon passa la nuit. Cette maison a été restaurée avec beaucoup de goût et de richesse par M. Delavo, qui y a fait déposer une grande partie des objets militaires trouvés sur les lieux : tous les ornements, bronzes, broderies, sont du temps de Napoléon.

La population d'Alexandrie et des pays environnants a assisté en masse à cette fête. On a d'abord fait une visite dans le jardin, où est placé un buste en marbre du général Dessaix et l'ossuaire renfermant les restes des victimes de cette glorieuse journée.

La statue colossale de Napoléon, due au ciseau de M. Cacciatori, de Milan, a été découverte l'après-midi, au son de la musique militaire et au bruit des applaudissements de la foule. Le soir, tous les jardins ont été illuminés, et on a tiré un feu d'artifice où l'on remarquait les initiales du roi et de la reine. Un ballon aurait dû être lancé, mais le vent s'y est opposé. Tout s'est passé avec le plus grand ordre.

HOLLANDE. — On nous écrit d'Amsterdam, le 1^{er} juillet :

De graves désordres ont eu lieu à Groeningue dans la nuit du 28 et dans la journée du 29 juin. Vers neuf heures et demie du soir, une foule considérable s'était réunie devant la Maison de ville et avait commencé à piller. La force armée voulut intervenir, mais accueillie par des insultes et des voies de fait, elle fut obligée de faire feu sur les mutins, dont quatre ont été tués et douze grièvement blessés. Cinq personnes ont été arrêtées.

L'autorité a pris des mesures énergiques et a publié un décret qui interdit de se montrer dans les rues à partir de dix heures du soir jusqu'à trois heures et demie du matin, et qui institue une espèce de garde civique formée des étudiants de l'Université et des notables de la ville. Le 29 à huit heures du soir, tout était redevenu calme.

Il y a eu aussi des désordres dans la Frise, à Zwolle et Deventer, mais ils ont été réprimés sans qu'il fût besoin de recourir à la force des armes.

Voici les débats qui ont eu lieu à la chambre des députés dans la séance du 3 juillet, sur une pétition du roi Jérôme Bonaparte :

M. Paillet, rapporteur :

Le prince Jérôme-Napoléon demande pour lui la faveur de mourir en France, et pour le seul des fils qui lui reste la faveur d'y exercer ses droits de citoyen. Cette pétition se distingue de toutes les demandes analogues dont la chambre a été précédemment saisie. Elle n'a point un caractère général et politique; elle ne demande point l'abrogation de la loi d'exil rendue contre sa famille. Elle est signée du prince Jérôme lui-même; depuis qu'il a versé son sang sur le champ de bataille de Waterloo, c'est la première fois qu'il s'adresse à ses concitoyens; jamais le nom de Jérôme ou celui de ses enfants n'a été mêlé à nos dissensions.

La commission n'a pas eu un instant la pensée d'écartier cette pétition. Elle n'a pas pensé non plus que le dépôt au bureau des renseignements fût une marque de sympathie suffisante pour une si longue et si respectable infortune. Elle a pensé que la chambre, laissant au gouvernement la responsabilité du moment à choisir et de la mesure à prendre, devait recommander à son attention la demande du prince Jérôme : elle vous propose à l'unanimité le renvoi de la pétition du prince Jérôme au président du conseil des ministres.

M. Hébert, garde des sceaux. Si j'ai bien compris le sens de la pétition dont le rapport vient de vous être présenté, le prince Jérôme demande seulement pour lui et non par voie d'abrogation législative, mais par voie d'égards et de simple tolérance, la faveur de venir résider en France quand le gouvernement la jugera convenable.

Dans ces termes, je dois le dire, le gouvernement ne voit pas d'obstacle sérieux à ce que la chambre prononce le renvoi qui lui est demandé. En cela, il est conséquent avec la conduite qu'il a tenue jusqu'ici. Il ne demande pas mieux, toutes les fois qu'il en aura l'occasion sans péril pour la sécurité publique, de laisser sommeiller les lois qui prononcent l'exil de la famille Napoléon. Ce qu'il a fait déjà, il est prêt à le faire encore et avec plus d'empressement pour le prince Jérôme que pour tout autre. Mais comme il regarde comme sérieux tous les engagements pris envers la chambre, il ne peut prendre celui d'abroger, soit totalement, soit partiellement, une loi qui l'importe de laisser subsister comme une barrière salutaire, sauf à ne s'en servir que quand cela sera nécessaire.

M. Odilon-Barrot. Nous acceptons avec reconnaissance les déclarations du ministère; cependant il ne faut pas se dissimuler qu'en s'adressant aux chambres, le prince Jérôme a espéré que les chambres et le gouvernement le rétabliraient sous l'empire de la loi commune. Il a d'autant plus le droit de l'espérer, qu'en s'adressant au pouvoir législatif, il a obéi à de hautes convenances et s'est adressé également au roi, sans attendre les provocations parties d'une autre enceinte.

Dans tous les cas, la recommandation de la chambre est un acte grave dont il ne m'appartient pas d'atténuer la portée; il ne s'agit pas pour le prince Jérôme d'une faculté éphémère, mais de la revendication d'un droit avec son caractère et ses conséquences.

M. Hébert. J'ai en soin d'éviter tout ce qui pourrait introduire la passion dans le débat.

Le gouvernement a considéré la réclamation du prince Jérôme, dans laquelle il a eu la bonne pensée de parler au roi, comme une réclamation adressée au gouvernement tout entier par l'entremise et avec l'appui des chambres. Je ne puis ni ne veux laisser supposer à la chambre que nous ayons l'intention de présenter un projet de loi exceptant le prince Jérôme des dispositions de la loi qui frappe sa famille : bien que moins mauvaise que les lois de catégorie qui frappent une loi de catégorie, même l'indulgence, n'est plus dans nos mœurs. Mais notre déclaration ne peut laisser aucun doute sur nos intentions, et je crois que ce que la chambre a de mieux à faire, c'est de recommander au gouvernement la demande du prince Jérôme, en laissant à sa discrétion le soin de voir ce qu'il conviendra de faire. (Aux voix ! aux voix !)

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse: Un An 10 fr., Six mois 5 fr., Trois mois 3 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Central, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 25 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

COLLÈGE ROYAL DE BASTIA.

DISTRIBUTION DES PRIX.

C'était pour la quatrième fois, depuis sa fondation, que le collège royal de Bastia convoquait les habitants de notre cité à la fête universitaire qui clôt les travaux de l'année classique. Les principales autorités civiles et militaires, ainsi qu'un grand nombre de personnes s'étaient empressées de se rendre à cette fête de famille et d'y ajouter ainsi, par leur présence, une nouvelle animation. Notre pays est trop intéressé aux progrès de ses établissements d'instruction publique qui préparent des citoyens à l'avenir, pour rester indifférent aux travaux et aux joies de ses enfants. L'assemblée était donc nombreuse.

La séance a été ouverte par un discours prononcé par M. Comdavaux, professeur de philosophie, qui avait pris pour texte les caractères et les sources de la poésie. Éloquemment écrit, ce discours renfermait des aperçus ingénieux, développés avec art et habileté, et témoignait d'études fortes et sérieuses sur un objet aussi important des connaissances littéraires. Il est bon parfois d'appeler aux inspirations vivifiantes et sympathiques de la poésie, qui jette tant de consolation sur l'existence, qui détourne l'esprit de l'humaine d'une attention trop exclusive des intérêts matériels. La poésie ce n'est pas seulement une mélodie qui charme et distrairait la poésie, vraiment digne de ce nom, a une puissance plus haute, elle peut jouer un grand rôle dans l'ordre des connaissances humaines. Elle élève les âmes, en les poussant vers la pratique du bien et du grand. La poésie c'est donc mieux que de la simple littérature, c'est un enseignement social qui doit toujours conserver son rang et ses prérogatives dans l'ensemble des faits qui sont appelés à concourir au développement de la civilisation.

M. de Cassan, proviseur du collège royal, a pris ensuite la parole. Il s'est adressé surtout aux élèves de l'établissement et leur a rappelé les obligations sacrées qui les lient à leurs parents, les devoirs qu'ils ont à remplir vis-à-vis d'eux, devoirs qui s'accroissent encore par le dévouement incessant, les sacrifices de tous les instants que l'amour du père et de la mère fait retrouver dans ce fonds inépuisable de tendresse qui fait leur force et leur grandeur. Ces sages conseils, ce rappel à l'accomplissement de devoirs qui doivent être faciles puisqu'ils impliquent la reconnaissance en inspirent la pratique, ont été accueillis comme ils devaient l'être par une jeunesse qui n'a qu'à bénoir ceux qui les ont fait et qui les ont élevés.

C'était pour la première fois que M. Ruelle, recteur de l'académie, présidait cette solennité. Animé d'excellentes dispositions pour les progrès de l'instruction dans un pays dont il a fait sa seconde patrie, il avait voulu tout d'abord donner une preuve du zèle qu'il apporte dans l'accomplissement de ses devoirs : afin d'exciter davantage l'amour du travail et d'encourager les efforts à faire pour compléter cet amour du travail par une conduite sage et exemplaire, première condition de succès à obtenir, M. le recteur avait établi deux prix à donner à ceux des élèves internes et externes qui se seraient le plus distingués dans le cours de l'année, au double titre que nous rappelons. Son attente n'a pas été trompée. De nombreux concurrents ont accepté la lutte et cette première et heureuse innovation a tourné ainsi au profit des études et de la discipline.

M. Ruelle est animé d'un excellent esprit et comprend l'instruction et l'éducation comme elles doivent être entendues. C'est bien d'elles que dépend l'avenir des sociétés : tout le monde est d'accord à cet égard ; mais cette conviction froide chez presque tous, est ardente chez lui : c'est plus qu'une conviction, c'est une passion noble, élevée et c'est ainsi qu'il doit en être surtout chez les chefs qui président plus directement à la direction de l'enseignement et de l'éducation de toute une académie. Il n'y a pas trop de cette passion pour aider à triompher de tous les obstacles, à vaincre les lenteurs, l'esprit de routine et à réaliser les progrès et les améliorations qui tournent au profit du pays.

Le haut rang où M. Ruelle place, à si juste titre, l'enseignement public lui a inspiré dans l'allocation qu'il a adressée à l'assemblée, des paroles vives, animées qui ont été parfaitement accueillies, et nous sommes assez heureux pour pouvoir les reproduire ici. M. Ruelle qui aime notre pays, qui veut s'y fixer, ne regardant pas, comme tant d'autres, la Corse comme un lieu de passage ou d'exil, restera fidèle, nous en sommes convaincus, à ces dispositions bienveillantes. La reconnaissance du pays, il doit le savoir, ne lui fera pas défaut. Voici en quels termes s'est exprimé M. le recteur.

Messieurs,

Je suis venu avec empressement, avec joie, assister à cette fête universitaire si féconde pour moi en doux et puissants souvenirs. A personne je n'aurais cédé l'honneur de la présider. Car un double devoir m'appelait impérieusement dans vos murs, un devoir de justice, un devoir de reconnaissance. En effet, si je me réjouis avec raison de pouvoir rendre publiquement hommage au dévouement sans bornes, à la fermeté éclairée, à la haute capacité de l'homme distingué qui administre ce collège et de ses dignes collaborateurs, je ne suis pas moins heureux d'adresser de cette ville qui ont voulu honorer l'université dans la personne du recteur de l'académie de la Corse. Oui, Messieurs, j'ai été profondément ému et touché de l'accueil que j'ai reçu de vous et de la manifestation volontaire de votre précieuse sympathie.

Vous avez compris une grande vérité sociale, c'est que plus qu'aucun autre corps de l'état nous avons besoin de la considération publique pour remplir dignement notre grande et sainte mission. Chargés non seulement de développer l'intelligence, mais de former le cœur, non seulement de préparer à notre pays des hommes éclairés, mais encore des citoyens honnêtes, nous remplissons un véritable sacerdoce qui doit nous élever bien haut dans l'estime générale.

Et ne croyez pas, Messieurs, que je revendique ici cette place de convention fixée par une loi arbitraire. Ce n'est pas dans une hiérarchie politique ou administrative qu'est inscrit notre droit, mais dans cette hiérarchie morale gravée au plus profond des consciences. Nous nous soumettons sans peine à un décret de préséance qui nous assigne un rang secondaire, pourvu que dans votre pensée, dans votre justice, j'ai presque dit dans votre reconnaissance, nous obtenions le premier.

Ce n'est point par un mouvement de puérile vanité, Messieurs, que je réclame pour les miens et pour moi-même la place qui nous appartient. Il s'agit des plus graves intérêts de la société, de vos propres intérêts. Plus vous nous élèverez dans l'estime publique par des égards que nous méritons, par une déférence qui nous est due, plus aussi l'action que nous exerçons sur vos enfants sera forte et salutaire. Ce fut lorsque la magistrature de l'enseignement eut été usurpée par des esclaves et par des affranchis que Rome cessa d'être digne de gouverner le monde.

S'il m'était permis de citer ici un exemple, je vous dirais : Messieurs, sur le plus beau trône de l'Europe est assis un grand roi, un roi auquel l'histoire réserve des pages éternellement glorieuses. Ce prince a voulu par une admirable sagesse que ses fils reçussent dans les écoles publiques du royaume une éducation vraiment nationale et basant de bonne heure la rude apprenticeship de la vie de citoyen. Eh bien, Messieurs, toutes les fois que ce puissant monarque appelait dans son palais, invitait à sa table les humbles maîtres de

ses enfants, il leur assignait une place honorable parmi les premiers dignitaires de l'Etat. Que dis-je ? Non content de glorifier l'université dans ses professeurs, ce grand prince la glorifiait encore dans ses élèves, et je pourrais aujourd'hui même, au milieu de cette nombreuse et brillante assemblée montrer avec un légitime orgueil d'anciens lauréats qui ont dû à une modeste couronne universitaire l'insigne honneur de s'asseoir à côté du roi. C'est peut-être de ce palais que, à mon insu, j'ai rapporté une conscience sans doute exagérée de notre valeur personnelle, mais non de notre mission et de notre dignité.

Oui, Messieurs, je vous remercie au nom du recteur de l'académie qui a fait et qui renouvelle ici le vœu de consacrer à sa patrie adoptive ce que Dieu lui a donné d'intelligence et d'énergie. Je vous remercie au nom d'un homme aussi éminent par l'esprit que par le cœur de M. l'inspecteur-général Ozaneux qui a servi avec dévouement et qui servira toujours avec bonheur un pays qu'il aime : je vous remercie enfin au nom d'un ministre, la gloire et l'espérance de l'université, d'un ministre qui a donné à cette noble cité tant de gages d'intérêt et de bienveillance et qui a pour votre collège une affection de père.

Enfants, qui attendez avec une légitime impatience le moment solennel de la victoire ou de la défaite, écoutez un dernier mot. Vous appartenez au premier établissement d'instruction publique de la Corse. Tous les regards sont fixés sur vous. Élevés du collège royal de Bastia, il est de votre devoir, il est de votre honneur de maintenir une supériorité que je me fais un plaisir de vous rappeler, de vos frères cadets qui vous inspirent avec résolution ce droit d'alloise dont vous êtes fiers à si juste titre. Combattez bravement, loyalement vos adversaires et n'oubliez pas surtout que plus d'une fois, contrairement au pacte féodal, l'orgueilleux baron a été forcé de courber le front devant son frère le chevalier.

Vous qui ne devez plus rentrer dans la pacifique retraite où se sont écoulées vos jeunes et studieuses années, vous qui allez subir la terrible épreuve de la vie sociale, de la vie militante, portez dans le monde qui s'ouvre devant vous ces sentiments religieux qui ont été fécondés et développés avec une admirable persévérance par le pieux aumônier chargé de vous instruire. Aimez vos parents de cette immense tendresse si ingénieusement, si éloquentement exprimée par votre second père. Gardez un fidèle et reconnaissant souvenir des maîtres qui ont pris soin de votre enfance. Conservez ces habitudes de travail, d'ordre, de discipline que vous devez à notre infatigable surveillance. Donnez toujours et partout l'exemple de la soumission aux lois de votre pays, du respect de la morale publique, de l'oubli des injures. Rappelez-vous toujours et partout que la vengeance est une preuve de faiblesse lorsqu'elle n'est pas un acte de lâcheté ; que c'est surtout par la puissance et la faculté de pardonner que l'homme est supérieur à tout ce qui respire, que l'homme est réellement le roi de la création.

Après ce discours, qui a été vivement applaudi, M. le censeur a donné lecture de la liste des prix. Nous reproduisons ici les noms des lauréats qui ont obtenu les premiers et seconds prix :

ANNÉE CLASSIQUE 1846-1847 (1)

Les présidents des diverses commissions réunies à M. le Proviseur ont arrêté la liste définitive des nominations et reconnaissent que

(1) Le nombre des élèves inscrits sur les contrôles depuis le 1 ^{er} janvier 1847 a été, savoir :	
Boursiers royaux	29
Boursiers communaux	20
Pensionnaires libres	35
Demi-pensionnaires	19
Externes	164
Total	267

La chambre prononce le renvoi au président du conseil des ministres.

— Voici, d'après le document officiel publié par le *Moniteur*, quel a été le mouvement général du commerce en 1846 :

Notre commerce extérieur s'est élevé, en total, à 2 milliards 136 millions, dont 1 milliard 238 millions à l'entrée, et 1 milliard 178 millions à la sortie.

C'est 9 millions de plus qu'en 1845.

L'importation a gagné 18 millions, l'exportation en a perdu 9.

Le commerce de mer (1 milliard 754 millions) s'est accru de 17 millions : celui de terre (582 millions) en a en conséquence perdu 8. Ces résultats sont ceux du commerce général et ne font ressortir, comme on le voit, qu'un bien faible accroissement dans les opérations de 1846, affectées particulièrement durant le dernier semestre. Il n'en est pas tout à fait de même pour ce qu'on appelle commerce spécial, c'est-à-dire pour nos échanges propres, qui figurent dans l'ensemble pour 1 milliard 784 millions ; on y trouvait un accroissement de 77 millions à la mise en consommation, et de 3 millions à l'exportation en produits de notre sol et de nos industries.

Sur presque tous les objets d'importation, il y a eu des accroissements qui ont surtout porté sur les céréales, les cotons, la houille et le fer brut. Quand aux marchandises exportées, dont le total s'élève, au commerce spécial, à 851 millions, c'est-à-dire à un peu plus du tiers de notre commerce extérieur. Voici ce qu'on remarque : Progrès sur le bétail, dont nous avons vendu à l'étranger pour 4 millions 1/3 ; progrès aussi sur les fils de coton 7 millions 2/3 ; sur la garance, 13 millions 1/2 ; sur les porcelaines et les verreries, 12 millions 1/2 ; sur les machines et mécaniques, 7 millions 1/2 ; sur les ouvrages en métaux, 2 millions 1/5 ; sur les peaux ouvrées, 27 millions 1/10 ; sur les soies teintes, 3 millions 1/5 ; enfin, sur les toiles de lin, les tissus de laine, de soie et de coton : ces quatre espèces de tissus réunies forment un total de 408 millions (valeurs officielles) contre 295 millions 1/2 en 1845.

Les articles qui au contraire, ont perdu, sont principalement les vins et les eaux-de-vie, dont nous n'avons vendu à l'étranger que pour 55 millions, au lieu de 65 1/3 et les savons, 10 millions 1/2, au lieu de 17 1/2 ; les autres marchandises n'offrent que d'insignifiantes différences. Reste à apprécier l'état du mouvement maritime. Il a compté (long cours, bâtiments chargés) 32,515 entrées et sorties de navires, portant un chargement de 3 millions 921,000 tonnes, ou 319,000 de plus qu'en 1845. Dans ce progrès des transports, notre pavillon qui figure pour 1 million 535,000 tonnes, en a gagné 137,000 ; mais l'étranger en a obtenu 212,000 et a conservé ainsi la regrettable préminence qu'il a sur notre marine marchande. Nous avons acheté beaucoup plus de cotons en 1846, et naturellement les Etats-Unis s'en sont fait les importateurs. Il est à peine besoin de faire remarquer, en outre, que cette augmentation du mouvement maritime est due presque entièrement aux rapports de céréales, dont nous avons acheté à l'étranger en 1846 pour 100 millions, au lieu de 15 millions 1/2 en 1845. Comme ces 100 millions représentent une quantité importée de 5 millions d'hectolitres, quantité qui sera vraisemblablement doublée d'ici à la prochaine récolte, on voit que la France aura eu, pour combler le déficit des grains de 1845, à dépenser environ 200 millions ; somme considérable assurément ; mais qui d'abord a dû être en partie payée en marchandises, et dont l'importance enfin, n'est pas telle qu'elle doive laisser une atteinte durable dans l'état financier du pays.

— Au moment où la question des quarantaines préoccupe si vivement les gouvernements et les peuples, voici une mesure qui sera accueillie par tous les esprits sensés avec une vive sympathie ; la nouvelle nous est transmise par la *Semaine*.

« Il est question, en ce moment, de l'ouverture d'un congrès d'un nouveau genre qui pourrait avoir les plus heureux résultats pour l'humanité. On sait les diverses mesures prises par les gouvernements européens pour combattre la peste, l'ordonnance royale intervenue au mois d'avril dernier, pour mettre en pratique les avis de l'académie royale de médecine sur cette importante question.

« Les moyens adoptés par les diverses puissances pour empêcher l'invasion du fléau sont bons en eux-mêmes, mais ils manquent d'ensemble, et c'est pour remédier à ce défaut d'unité et aux graves inconvénients qui peuvent en résulter, que la France conçoit la première idée d'un congrès composé de commissaires

des appartenant aux divers états de la Méditerranée et de la mer Noire. Le congrès aurait pour mission de rédiger un code sanitaire dont les dispositions seraient obligatoires pour toutes les parties contractantes. Après avoir subi diverses phases, la négociation est allée par la France en 1839, vient d'être reprise, et tout porte à croire que, malgré quelques difficultés de détail, non encore apparues, elle aboutira à une solution favorable. Déjà, deux points importants paraissent admis par toutes les puissances : la nécessité de la mesure et le lieu de la réunion qui serait la ville de Gènes.

Nous recommandons le Rob, dépuratif végétal de Boyveau, conseillé par le docteur Giraudeau de St-Gervais, pour guérir sans mercure, en peu de temps, radicalement, en secret et à peu de frais, les dartres et maladies syphilitiques. Dépôt à Paris rue Richer, 6 bis et chez MM. les pharmaciens suivants : Pomonti à Bastia ; Rossi à Calvi.

EN VENTE :

CURABILITÉ DE LA PHTHISIE ET DES SCROFULLES appuyée sur des preuves authentiques, par A. M. Bureau-Biofrey Docteur en médecine de la faculté de Paris, membre correspondant de plusieurs sociétés savantes. Un vol. in-8°. A Paris, Germer-Ballière, libraire-éditeur.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

FERMAGE DES BIENS COMMUNAUX.

COMMUNE DE CENTURI.

AVIS.

Le public est prévenu que le 30 juillet 1847, à dix heures du matin, il sera procédé, par voie d'enchères publiques dans la salle de la mairie de Centuri, à l'adjudication pendant trois années consécutives (à dater du 1^{er} août prochain, jusqu'au 31 juillet 1850) des biens ruraux appartenant à ladite commune et sur une mise à prix de 105 fr. par an.

Les offres seront reçues et l'adjudication sera faite en présence de M. le maire, de l'adjoint, d'un conseiller municipal et du receveur de ladite commune.

Ceux qui voudraient prendre connaissance du cahier des charges pourront s'adresser, soit au secrétaire de la sous-préfecture de Bastia, soit à la mairie de Centuri.

Fait à Bastia, le 12 juillet 1847.

Pour le sous-préfet de Bastia empêché,

Le membre du conseil d'arrondissement, délégué,

Signé, MARINCO.

AVIS.

Le maire de la ville de Bastia, prévient les habitants que conformément aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'ordonnance royale du 23 août 1835, et à dater de demain vendredi 16 juillet courant jusqu'au 31 même mois inclusivement, aura lieu à la mairie le dépôt des documents ci-après, afin que chacun puisse en prendre connaissance.

Ces documents, qui ont trait au projet proposé par le conseil municipal dans la délibération du 10 mai dernier, tendant à agglomérer la commune de Furiani à celle de Bastia, sont :

1^o Le plan des deux communes à réunir,

2^o La délibération précitée du 10 mai 1847.

Qu'après le 31 juillet, c'est-à-dire du 1^{er} au 4 août prochain, inclusivement, depuis une heure jusqu'à cinq de relevée, M. Casavecchia, juge de paix du premier arrondissement, recevra à la mairie les déclarations des habitants sur l'opportunité ou les désavantages que présenterait la réunion de la commune de Furiani à celle de Bastia.

Fait à la Mairie de Bastia le 15 juillet 1847.

Le maire,

LAZAROTTI.

COSMORAMA.

Le public est averti qu'il sera exposé, rue du Marché, à côté du café Parant, et jusqu'après les fêtes de

LE SIROP LAROZE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est prescrit avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastralgies, les migraines, le dérèglement de la digestion organique, abaisse les convalescences trahissantes, détruit la constipation. 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant le cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia.

juillet, un Cosmorama représentant la révolution de 1830 dans Paris; en six tableaux, l'enlèvement des enfants de Varsovie pour la Sibirie en 1831; Napoléon à Montevideo, en 1814, la tombe du grand homme à St-Hélène. — Prix 25 c.

PAQUEBOTS A VAPEUR FRANÇAIS.



COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES.

Services réguliers entre la Corse, Marseille, l'Italie et la Sardaigne, touchant à Bastia.

Un bateau à vapeur partira de Bastia pour Ajaccio le 24 du courant à 7 heures du matin, touchant à l'île Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le même jour. Il repartira pour Bastia le 26 à 7 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Follonica, 8 juillet, goëlette Cheval Marin, de 56 tx, c. Muti, charbon.
Bonifacio 9 id. bœuf Précurseur, de 25 tx, c. Agardi, fromage.
Livourne, 9 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, blé et passagers.
Livourne, 9 id. goëlette St Joseph, de 38 tx, c. Bonelli, blé.
Follonica, 10 id. bric-goël. Assomption, de 82 tx, c. Tonnetti, charbon.
Ostricone, 10 id. gond. St Pierre, de 8 tx, c. Tomasi, charbon.
Marseille, 11 id. brick-goël. Conception, de 50 tx, c. Raffucci, diverses.
Portoferrato, 12 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, bœufs.
Bonifacio, 12 id. gond. St Antoine, de 8 tx, c. Govini, fromage.
Ajaccio, 13 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Sisco, passagers.
Marseille, 14 id. bat. à vap. Bonaparte, c. Bugliani, diverses et passagers.
Marseille, 14 id. paquebot Napoléon, c. de Cuers, lieutenant de vais. dépêches et passagers.
Livourne, 14 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Alessandri, blé.
Du Cap-Corse, 4 gond. avec bois et vin etc.

DÉPARTS.

Rouen, 8 juillet, brick la Pensée, de 123 tx, c. Royer, fonte en fer.
Marseille, 9 id. paquebot, Lycurgue c. de Pradines, lieutenant de vais. dépêches et passagers.
Marseille, 9 id. bat. à vap. Bonaparte, c. Bugliani, diverses et passagers.
Rio, 9 id. goëlette Carlotta, de 53 tx, c. Sarri, en lest.
Ajaccio, 10 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Sisco, passagers.
A la plage, 10 id. brick goëlette, Conception, de 67 tx, c. Dupelo, en lest.
A la plage, 11 id. brick goëlette, Antoinette, de 51 tx, c. Belgodere, en lest.
A la plage, 12 id. brick-goëlette, Sampiero, de 74 tx, c. Gaché, en lest.
A la plage, 13 id. trineadour Belle-Catherine, de 53 tx, c. Tonnetti, en lest.
Marseille, 13 id. brick Rosolinde, de 120 tx, c. Carey, en lest.
Livourne, 14 id. bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, pass.
Portoferrato, 14 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, c. Lota, passagers.
Au Cap-Corse, 3 gondoles, avec diverses et en lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Les prix et les accessits doivent être décernés dans l'ordre suivant :

Prix de M. le Recteur.

Ce prix accordé par M. le Recteur de l'Académie, afin de récompenser l'application et la bonne conduite des élèves du Collège royal, a été vivement disputé, et l'administration a eu de la peine à choisir entre les nombreux candidats les élèves dont les noms suivent :

Prix des internes.

Lepidi Joachim, élève de sixième.

Prix des externes.

Ceccaldi Laurent, élève de septième (2^e division).

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX.

M. Le Chanoine PANTALACCI, Aumônier.

Première Division.

1^{er} Casale Charles-Fidèle, de Bastia, interne.
2^{es} Grimaldi Nicolas, de Castifio, interne.

Deuxième Division.

1^{er} Fabiani Antoine, de Bastia, interne.
2^{es} Simoni Pascal, de Vescovato, interne.

Troisième Division.

1^{er} Benedetti Auguste, de Corte, interne.
2^{es} Cristofini Charles, de Penta e Acquata, interne.

Quatrième Division.

1^{er} Olivieri Joseph, de Bastia, interne.
2^{es} Mancini Jacques, de Tavera, interne.

PHILOSOPHIE.

Professeur M. GOURDAVEUX.

EXCELLENCE.

Decori Ange, de Castagneto d'Alesani, externe.
DISSERTATION EN FRANÇAIS (Prix d'honneur).

DISSERTATION EN LATIN.

Orabona Antoine, externe, déjà nommé.

COURS

COURS DES SCIENCES MATHÉMATIQUES.

Mathématiques spéciales, Professeur M. BERGER.
Mathématiques élémentaires, Professeur M. FANJON.

MATHÉMATIQUES.

PHILOSOPHIE.

Orabona Antoine, externe, 2 fois nommé.

CONFÉRENCES

Pour les classes de Rhétorique, de Seconde et de Troisième.

Première Division (Géométrie).

1^{er} Franzini Hugues, de Croce, externe.
2^{es} Podestà Charles, de Bastia, externe.

2^e Division (Arithmétique).

1^{er} Mattei Jérôme, de Bastia, externe.
2^{es} Fabien Paul, d'Arras, externe.

COURS DES SCIENCES PHYSIQUES.

Professeur M. UBERTIN.

PHYSIQUE.

Agostini Ange-François, externe, 3 fois nommé.

CHIMIE.

Giudicelli François-Marie, externe, déjà nommé.

HISTOIRE NATURELLE.

Agostini Ange François, externe, 5 fois nommé.

RHÉTORIQUE.

Professeur M. GUERIN (Victor).

EXCELLENCE.

1^{er} Casale Charles-Fidèle, interne, déjà nommé.
2^{es} Filippi Pierre, de Vescovato, interne.

DISCOURS LATIN (Prix d'honneur.)

1^{er} Grimaldi Nicolas, interne, 2 fois nommé.
2^{es} Casale Charles-Fidèle, interne, 2 fois nommé.

DISCOURS FRANÇAIS.

1^{er} Casale Charles-Fidèle, interne, 3 fois nommé.
2^{es} Franzini Hugues, externe, déjà nommé.

VERS LATINS.

1^{er} Grimaldi Nicolas, interne, 4 fois nommé.
2^{es} Podestà Charles, externe, 2 fois nommé.

VERSION LATINE.

1^{er} Casale Charles-Fidèle, interne, 4 fois nommé.
2^{es} Franzini Hugues, externe, 2 fois nommé.

VERSION GRECQUE.

1^{er} Franzini Hugues, externe, 3 fois nommé.
2^{es} Casale Charles-Fidèle, interne, 5 fois nommé.

RÉCITATION CLASSIQUE.

1^{er} Benedetti Vincent, interne, 3 fois nommé.
2^{es} Grimaldi Nicolas, interne, 6 fois nommé.

HISTOIRE.

Professeur M. Paul ROCHETTE.
1^{er} Vannucci Pierre, de Corte, interne.
2^{es} Grimaldi Nicolas, interne, 7 fois nommé.

SECONDE.

Professeur M. DESBOURET.
EXCELLENCE.

1^{er} Brisset François, de Cervione, externe.
2^{es} De Caraffa Vincent, interne, déjà nommé.

THÈME LATIN.

1^{er} Agostini François, externe, déjà nommé.
2^{es} De Caraffa Vincent, interne, 2 fois nommé.

VERSION LATINE.

1^{er} Agostini François, externe, 2 fois nommé.
2^{es} Saliceti Jean-Baptiste, externe, 3 fois nommé.

VERS LATINS.

1^{er} Agostini François, externe, 3 fois nommé.
2^{es} Saliceti Jean-Baptiste, externe, 4 fois nommé.

THÈME GREC.

1^{er} Agostini François, externe, 5 fois nommé.
2^{es} Barberin Antoine, interne, déjà nommé.

RÉCITATION CLASSIQUE.

1^{er} Agostini Philippe, interne déjà nommé.
2^{es} Barberin Antoine, interne, 2 fois nommé.

HISTOIRE.

Professeur M. Paul ROCHETTE.
1^{er} De Caraffa Vincent, interne, 7 fois nommé.
2^{es} Saliceti Jean-Baptiste, externe, 6 fois nommé.

TROISIÈME.

Professeur M. VAISSON.
EXCELLENCE.

1^{er} Rossi Pierre, de Corte, interne.
2^{es} Fabien Paul, externe, déjà nommé.

THÈME LATIN.

1^{er} Rossi Pierre, interne, déjà nommé.
2^{es} Santini Félix, interne, déjà nommé.

VERSION LATINE.

1^{er} Rossi Pierre, interne, 2 fois nommé.
2^{es} Santini Félix, interne, 2 fois nommé.

VERS LATINS.

1^{er} Santini Félix, interne, 3 fois nommé.
2^{es} Rossi Pierre, interne, 3 fois nommé.

VERSION GRECQUE.

1^{er} Fabien Paul, externe, 3 fois nommé.
2^{es} Sala Auguste, interne, 2 fois nommé.

THÈME GREC.

1^{er} Saint-Denis Alphonse, externe, 2 fois nommé.
2^{es} Santini Félix, interne, 4 fois nommé.

RÉCITATION CLASSIQUE.

1^{er} Rossi Pierre, interne, 5 fois nommé.
2^{es} Sala Auguste, interne, 3 fois nommé.

HISTOIRE.

Professeur M. Paul ROCHETTE.

1^{er} Saint-Denis Alphonse, externe, 4 fois nommé.
2^{es} Sala Auguste, interne, 5 fois nommé.

QUATRIÈME.

Professeur M. MATTEI.

EXCELLENCE.

1^{er} Pierangeli Louis, de Bastia, externe.
2^{es} Lota Antoine, de Bastia, externe.

THÈME LATIN.

1^{er} Pierangeli Louis, externe, déjà nommé.
2^{es} Lota Antoine, externe, déjà nommé.

VERSION LATINE.

1^{er} Pierangeli Louis, externe, 2 fois nommé.
2^{es} Pietri, Antoine, interne, déjà nommé.

VERS LATINS.

1^{er} Lota Antoine, externe, 3 fois nommé.
2^{es} Fabiani Antoine, interne, 5 fois nommé.

VERSION GRECQUE.

1^{er} Lota Antoine, externe, 4 fois nommé.
2^{es} Pierangeli Louis, externe, 4 fois nommé.

THÈME GREC.

1^{er} Lota Antoine, externe, 5 fois nommé.
2^{es} Fabiani Antoine, interne, 5 fois nommé.

RÉCITATION CLASSIQUE.

1^{er} Pierangeli Louis, externe, 6 fois nommé.
2^{es} Fabiani Antoine, interne, 6 fois nommé.

HISTOIRE.

Professeur M. Paul ROCHETTE.
1^{er} Fabiani Antoine, interne, 7 fois nommé.
2^{es} Simoni Pascal, interne, 6 fois nommé.

CINQUIÈME.

Professeur M. DORSEY.

1^{er} Mairargue Alfred, de Metz, externe, déjà nommé.
2^{es} Cristofini Charles, interne, déjà nommé.

THÈME LATIN.

1^{er} Mairargue Alfred, externe, 2 fois nommé.
2^{es} Cristofini Charles, interne, 2 fois nommé.

VERSION LATINE.

1^{er} Mairargue Alfred, externe, 3 fois nommé.
2^{es} Suzzoni Jean-Paul, interne, 3 fois nommé.

VERSION GRECQUE.

1^{er} Mairargue Alfred, externe, 4 fois nommé.
2^{es} Cristofini Charles, interne, 4 fois nommé.

EXERCICES DE GRAMMAIRE FRANÇAISE.

1^{er} Mairargue Alfred, externe, 5 fois nommé.
2^{es} Cristofini Charles, interne, 5 fois nommé.

RÉCITATION CLASSIQUE.

1^{er} Laurelli Alexandre, interne, déjà nommé.
2^{es} Nasica Scipion, de Prato, externe.

HISTOIRE.

1^{er} Mattei Louis, interne, 5 fois nommé.
2^{es} Crocchia François, de Vescovato, interne.

SIXIÈME.

Professeur M. GUERIN (Charles).

EXCELLENCE.

1^{er} De Gentile Jean-François, de Farinole, externe.
2^{es} Peretti Henri, de Cervione, interne.

THÈME LATIN.

1^{er} De Gentile Jean-François, externe, déjà nommé.
2^{es} Ribetti Jean-Baptiste, externe, déjà nommé.

VERSION LATINE.

1^{er} De Gentile Jean-François, externe, 2 fois nommé.
2^{es} Peretti Henri, interne, déjà nommé.

VERSION GRECQUE.

1^{er} De Gentile Jean-François, externe, 3 fois nommé.
2^{es} Ribetti Jean-Baptiste, externe, 2 fois nommé.

LANGUE FRANÇAISE.

1^{er} Peretti Henri, interne, 3 fois nommé.
2^{es} De Gentile Jean-François, externe, 4 fois nommé.

RÉCITATION CLASSIQUE.

1^{er} Sammarvelli Jean-Baptiste, interne, 3 fois nommé.
2^{es} Delfini Pierre-Jean, externe, 3 fois nommé.

HISTOIRE.

1^{er} De Gentile Jean-François, externe, 6 fois nommé.
2^{es} Lepidi Joachim, interne, 4 fois nommé.

CLASSES ÉLÉMENTAIRES.

SEPTIÈME (PREMIÈRE DIVISION).
Maître Élémentaire M. ROCHARD.

EXCELLENCE.

1^{er} Sanremo Alexandre, de Bastia, interne.
2^{es} Benigni Maxime, de Cardo, externe.

THÈME LATIN.

1^{er} Emanelli Charles, de Canari, externe.
2^{es} Sanremo Alexandre, interne, déjà nommé.

VERSION LATINE.

1^{er} De Corsi Félicien, externe, déjà nommé.
2^{es} Sanremo Alexandre, interne, 2 fois nommé.

LANGUE FRANÇAISE.

1^{er} Benigni Maxime, externe, 2 fois nommé.
2^{es} Mattei Maxime, de Bastia, externe.

RÉCITATION CLASSIQUE.

1^{er} Saliceti Paul, externe, déjà nommé.
2^{es} De Corsi Joseph, externe, 2 fois nommé.

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.

1^{er} De Corsi Joseph, externe, 3 fois nommé.
2^{es} Torre Philippe, externe, déjà nommé.

CALCUL.

1^{er} Benigni Maxime, externe, 5 fois nommé.
2^{es} De Corsi Félicien, externe, 5 fois nommé.

SEPTIÈME (DEUXIÈME DIVISION).

Maître élémentaire M. TOBRANSON.

EXCELLENCE.

1^{er} Antongiorgi Ange, de Porto-Rico, interne.
2^{es} Sezevrat Auguste, d'Avesnes, externe.

THÈME LATIN.

1^{er} Sezevrat Auguste, externe, déjà nommé.
2^{es} Antongiorgi Ange, interne, déjà nommé.

VERSION LATINE.

1^{er} Antongiorgi Ange, interne, 2 fois nommé.
2^{es} Ceccaldi Laurent, externe, 2 fois nommé.

LANGUE FRANÇAISE.

1^{er} Antongiorgi Ange, interne, 3 fois nommé.
2^{es} Sezevrat Auguste, externe, 2 fois nommé.

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.

1^{er} Mancini Jacques, interne, 3 fois nommé.
2^{es} Sezevrat Auguste, externe, 3 fois nommé.

CALCUL.

1^{er} Antongiorgi Ange, interne, 4 fois nommé.
2^{es} Sebastiani Hyacinthe, de la Porta, interne.

HUITIÈME.

Maître Élémentaire M. PETIT.

EXCELLENCE.

1^{er} Biagini Félix, de Sorio, externe.
2^{es} Orsini Ferdinand, de Canari, interne.

THÈME LATIN.

1^{er} Biagini Félix, externe, déjà nommé.
2^{es} Gialleri Charles, de Cervione, interne.

LANGUE FRANÇAISE.

1^{er} Biagini Félix, externe, 2 fois nommé.
2^{es} Orsini Ferdinand, interne, déjà nommé.

RÉCITATION CLASSIQUE.

1^{er} Saliceti Louis, externe, déjà nommé.
2^{es} Santi Minos, externe, déjà nommé.

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.

1^{er} Rossi Proffice-Marie, de Corte, interne.
2^{es} Orsini Ferdinand, interne, 2 fois nommé.

DESSIN.

Professeur M. PELOUË.

ACADÉMIE d'après la Gravure.
1^{er} Vétérans — Sala Auguste, interne, 6 fois nommé.
2^{es} Nouveaux — Lazarotti Vincent, int., 4 fois nommé.

TÊTES d'après la bosse.

1^{er} Emanelli Paul, interne, déjà nommé.
DESSIN d'après la méthode Dupuis.

DESSIN LINÉAIRE.

Professeur M. GUASCO (Louis).
1^{er} Santelli Jules, interne, déjà nommé.
2^{es} Crocchia François, interne, déjà nommé.

DESSIN LINÉAIRE.

Professeur M. GUASCO (Louis).
1^{er} Pulicani Antoine-Pascal, externe, 10 fois nommé.

CALLIGRAPHIE.

Maître M. GUASCO (Silvestre-Antoine).
1^{re} DIVISION.

1^{er} Olivieri Antoine-Joseph, de Bastia, interne.
2^{es} Lepidi Joachim, interne, 4 fois nommé.

2^e DIVISION.

1^{er} Galeazzini Sauveur, de Bastia, interne.
2^{es} Chiappe Jean Jacques, d'Ajaccio, interne.

3^e DIVISION.

1^{er} Antongiorgi Ange, interne, 5 fois nommé.
2^{es} Mancini Jacques, interne, 4 fois nommé.

MUSIQUE.

Professeur M. CECCHI.
1^{re} DIVISION.

1^{er} Grassi Philippe, interne, 3 fois nommé.
2^{es} Benedetti Auguste, interne, 2 fois nommé.

2^e DIVISION.

1^{er} Morati Tiburce, interne, 3 fois nommé.
2^{es} Antongiorgi Ange, interne, 6 fois nommé.

GYMNASTIQUE.

1^{er} Pietri Joseph.
2^{es} Sala Auguste.

Par arrêté du conseil académique, approuvé par M. le ministre de l'instruction publique, la rentrée des classes a été fixée au 20 septembre prochain.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au Bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Éclair, rue N. D. des Victoires 36 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

COUR D'ASSISES.

La session des assises du deuxième trimestre 1847, s'est terminée à Bastia, le 29 du mois de juillet dernier. Plus de trente affaires y ont été soumises à l'appréciation du jury. Voici maintenant les courtes réflexions que nous avons à présenter, pour compléter le travail auquel nous nous sommes livrés, en donnant le complément de chaque accusation :

Lorsqu'à la suite de la glorieuse révolution de juillet, le département de la Corse fut appelé à jouir de la noble institution du jury, ce fut pour notre pays un jour de satisfaction et de bonheur. Chacun conçut alors les plus belles espérances. Dans un pays continuellement agité par les attentats contre les personnes, et qui de plus propre à extirper les meurtriers que de les faire jurer et flétrir par leurs propres concitoyens ! Depuis que son action salutaire s'exerce parmi nous, le jury a rendu, sans doute, des services immenses. Mais à côté de tant de bienfaits n'est-il pas vrai de dire que des imperfections existent encore, et qu'il serait temps enfin que les bons citoyens en comprissent les désastreuses conséquences. On jugera avec sagesse une tentative de meurtre, un vol et même un assassinat, et pourquoi, quand il s'agit d'une accusation de meurtre admise-t-on aussi facilement cette excuse de la provocation violente qui se convertit quelquefois en une véritable plaie pour le pays ? Non, le jury ne doit jamais reculer devant la juste sévérité de la loi s'il ne veut point manquer à sa dignité et mentir aux inspirations d'une honnête conscience. En vain dirait-on, pour justifier de pareils écarts, que d'autres jurys du continent reconnaissent l'excuse de la provocation violente dans des causes de même nature. En admettant qu'il en soit ainsi, il ne faut pas oublier que la position de notre pays est tout-à-fait exceptionnelle. Ici notre premier besoin est celui de la justice. Si la justice nous fait défaut, les représailles et les vengeances nous affligent. Ailleurs, au contraire, de tels excès ne servent pas à redouter. Le meurtrier qui n'a subi qu'une peine correctionnelle ne se trouve jamais en présence des parents de sa victime, et ce contact inévitable dans un pays circonscrit devient souvent funeste à la tranquillité publique. Il faut ajouter que les passions sont ici beaucoup plus vives, et qu'elles peuvent éclater avec d'autant plus de violence que la justice céderait plus légèrement aux influences d'un puissant adversaire.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le conseiller Levie.

AUDIENCE DU 10 AGOUT.

Tentative de meurtre.

Les assises du troisième trimestre 1847 dont l'ouverture avait été fixée au 9 du mois courant, n'ont pu commencer que le 10 du même mois par suite de l'absence de quelques jurés de l'intérieur. La cour s'est trouvée dans la nécessité de procéder à un tirage complémentaire. Nous avons promis de revenir sur l'extrême facilité avec laquelle plusieurs membres du jury pensent se dispenser d'exercer les fonctions dont ils sont revêtus. Ce sera l'objet de quelques réflexions que nous aurons occasion de publier plus tard.

Micaelli Antoine, de Piedicorte de Bozio est le premier accusé qui ait comparu devant le jury de cette session. C'est un jeune homme de dix-huit à vingt ans auquel l'accusation reproche une tentative de meurtre qu'il aurait commise dans les circonstances suivantes : L'accusé Micaelli et le nommé Ginevri Noël sont alliés au degré de cousins germains. Ils avaient eu de légères contestations sur la possession d'un chataigneraie, et le nommé Ginevri s'était permis de tenir contre son cousin absent des propos injurieux en la qualifiant de poulxier en présence d'autres personnes. Le 18 fé-

vrier 1847, Micaelli fut informé par un témoin, des paroles outrageantes prononcées contre lui par son cousin. En proie à la colère et le domine, il se dirigea instantanément de côté de la maison de la femme Marie Danesi où se trouvaient ses cousins Ginevri. Celui-ci appelé par Micaelli se hâta de descendre sur la place. Aussitôt qu'il se vit en présence d'un de ses cousins, Micaelli lui demanda, en portant la main sous sa veste, si réellement il n'avait pas, de sa propre main, tiré sur lui les paroles injurieuses qui lui ont été rapportées. Au lieu de calmer l'effervescence de Micaelli en lui donnant une explication satisfaisante, Ginevri vint saisir son adversaire et lui donna une assez forte poignée. Micaelli tombe dans un ravin, en tenant son pistolet à la main. Ginevri se blottit, pendant quelques minutes, derrière le mur qui le sépare de son cousin ; et au moment où il s'effuya pour regagner la maison Danesi, Micaelli décharge son pistolet contre lui. Ginevri ne fut pas atteint, mais le maréchal-de-logis de gendarmerie a affirmé avoir remarqué l'empreinte d'une balle sur le mur de la maison Danesi. L'accusé s'est défendu en disant que son pistolet n'était point chargé à balle, et que quand même il l'aurait été, il se serait trouvé dans l'impossibilité d'atteindre son adversaire en tirant de l'endroit où il avait été précipité.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Suzzoni a présenté la justification de l'accusé.

M. le conseiller Levie, qui présidait par la première fois la cour d'assises, avait ouvert la séance par une sage allocution qui a vivement excité l'impression de l'auditoire. Dans les nobles paroles qu'il a prononcées, il a rappelé l'importance des fonctions du jury, et la nécessité de les remplir avec justice et indépendance. Il a ensuite résumé l'affaire avec une lucidité et une impartialité qui ont été généralement appréciées et qui font bien augurer de la marche de la justice pendant la cours de cette session.

Le jury a rendu contre l'accusé un verdict de culpabilité avec provocation violente et circonstances atténuantes, et la cour a condamné Micaelli à une année d'emprisonnement.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Tentative d'assassinat.

Dans la journée du 21 octobre 1846, le nommé Rappale Mathieu, propriétaire de la commune de Sorio, avait trouvé un troupeau de brebis dans son enclos situé au lieu dit *Malcedere*. Il s'empara d'une de ces brebis qu'il conduisit en fourrière. Biadelli François-Marie, berger de la commune de Giussani, demeurant à Sto-Pietro, et propriétaire de la brebis en question alla la réclamer auprès de Mathieu Rappale. Celui-ci exige une indemnité de cinq francs ; et sur le refus du berger de remettre cette somme, Rappale conserve en sa possession la brebis qu'il avait saisie.

Le lendemain, Mathieu Rappale s'étant rendu dans son enclos, recut à la tête un coup de pierre qui lui fut lancé par Biadelli. Rappale épouvanté prit aussitôt la fuite ; mais Biadelli le poursuivit avec son fusil, et aussitôt qu'il arriva à une très petite distance derrière lui, il déchargea son arme contre le malheureux Rappale et le blessa grièvement à la main gauche. L'accusé se défend en disant qu'une lutte avait eu lieu entre eux et que Rappale, ayant voulu lui arracher son fusil avait fait partir le coup qui l'avait ainsi blessé. Ce système de défense devenait invraisemblable en présence des déclarations des témoins et de la position de la blessure. Il faut ajouter que le malheureux Rappale restera estropié de la main gauche dont il ne pourra peut-être jamais se servir.

M. Sigaudy, avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Costa a fait d'habiles efforts dans l'intérêt de son client.

Déclaré coupable de tentative de meurtre avec des circonstances atténuantes, Biadelli François-Marie a été condamné à six années de réclusion.

Nous lisons dans le *Nouveliste* de Marseille du 7 :

Le Toulonnais contient une lettre signée par plusieurs capitaines-marins en réponse à l'article que nous avons publié le 13 juillet dernier contre les prétentions peu éclairées dont se parait ce journal à l'égard des paquebots de la Corse.

Nous serons bref, car la lettre en question ne contient que des récriminations intéressées et pas un argument sérieux. Du reste les signataires de ladite lettre, plus habiles très certainement dans l'art de la navigation que dans l'art d'écrire, n'ont pas su dissimuler le motif égoïste qui dirigeait leur plume, ils ont laissé percer le bout de l'oreille à travers le maséan de l'intérêt général dont ils se sont affublés. On en jugera par cette phrase que nous lisons à la fin de leur lettre :

« Comment penser un seul instant que le gouvernement cède à une petite compagnie (la compagnie Valéry) avec une subvention de 120,000 fr. le service des dépêches entre Marseille et la Corse, alors qu'il a refusé les offres vraiment brillantes de la compagnie Gérard de Toulon ? Si quelque chose devait tenter le gouvernement et le pays, c'était la proposition de doubler les dépêches et de se contenter d'une subvention au-dessous de 60,000 fr. »

Voilà donc le secret de tant de colère ! La compagnie Gérard a été éliminée et on oserait songer à accorder ce qu'elle n'a pu obtenir à une autre compagnie ? Quelle iniquité !

Maintenant si nous rapprochons des lignes que nous venons de citer textuellement, le nom du premier signataire de la lettre qui se pare du titre de : *ex-capitaine d'un des paquebots de la compagnie Gérard*, on comprendra tout de suite le but de cette philippique contre la compagnie Valéry ; et cette longue lettre qui ambitionnait les allures d'une réclamation générale, se trouvera réduite aux mesquines proportions d'une réclamation en faveur de la compagnie Gérard.

Encore un dernier mot : les signataires prétendent que le *Nouveliste* seul s'est élevé contre l'opinion du Toulonnais qui demande comme on sait que la ligne de la Corse soit toujours desservie à grands frais par les paquebots de l'Etat.

Or c'est là une erreur grossière. La presse a été unanime, excepté les journaux de Toulon, toutefois pour réclamer la suppression de ce service si onéreux pour l'Etat, et devenu inutile aujourd'hui par suite du développement que vient de prendre dans la Méditerranée notre marine marchande à vapeur. Le *Journal des Débats*, la *Presse* et avec eux presque tous les journaux de Paris ont partagé l'avis de l'honorable M. Bignon, rapporteur de la commission du budget qui demandait que la ligne de la Corse fût confiée à l'industrie privée.

La presse marseillaise, elle aussi, a été de cet avis, et elle l'a très-nettement exprimé. Il est vrai que le *Toulonnais* et le *Journal de Beaucaire*, ainsi que le *Journal de Marseille*, ont toutes les feuilles de Paris et de Marseille. Puisse l'opinion de ces deux journaux les dédommager amplement ; il ne leur manque plus que de rallier à leur cause les journaux de Carpentras et de Brives-la-Gaillarde.

Par ordonnance du roi du 1^{er} du courant, la session des conseils généraux des départements, pour la présente année, s'ouvrira le 30 août présent mois et sera close le 13 septembre dans tous les départements du royaume, à l'exception de ceux de la Corse et de la Seine.

La session du conseil général de la Corse, commencera le 11 octobre, et sera close le 25 du même mois. Celle du conseil général de la Seine, commencera le 3 novembre et sera close le 16 du même mois.

La seconde partie de la session des conseils d'ar-

Un arrêté de M. le Maire de Bastia, du 10 du courant, prenant en considération la baisse survenue dans le prix du blé, a fixé, à dater du 15, la taxe du pain comme suit :

Pain blanc	35 centimes le kil.
Pain bis blanc	25 id.

Cet arrêté prescrit, en outre, la vente au poids sous peine de contravention. On sait que jusqu'ici l'usage dans notre ville était de vendre le pain à pièce, chaque pain devant avoir un poids déterminé tel qu'un 1/2 kil. 1/4 de kil., ce qui entraînait de graves abus. Les acheteurs doivent donc avoir grand soin d'exiger qu'on leur pèse le pain qu'ils prennent. Le mode légal est le seul qui puisse empêcher la fraude et prévenir toutes les difficultés. Il est, du reste, suivi à Marseille et généralement partout.

Le pain dit de luxe est excepté des mesures du nouvel arrêté et continue à être régi par des règles spéciales.

Un autre arrêté de M. le Maire, du 17 du courant, se basant sur ce que de nombreux arrivages de gros bétail ont lieu continuellement en ville, ce qui doit influer notablement sur le prix d'achat et de vente, et voulant faire profiter la population d'une circonstance aussi avantageuse, a fixé, à dater du 18, la taxe de la viande, aux prix suivants :

Bœuf, Vache et Mouton	0 fr. 60 centimes le kil.
Veau	1 id.

C'est là une réduction notable, car ordinairement le prix de la viande a toujours été à Bastia à 80 cent. le kil. et jusqu'à 1 fr., malgré que la qualité laissât même souvent fort à désirer. Cette amélioration est due au service que la Compagnie Valéry a établi avec Portofino, d'où ses paquebots transportent, toutes les semaines, des bœufs, dont on sait que l'île de Sardaigne abonde et qui ont une chair excellente.

Liste des Jurés qui doivent faire le service du 3^e trimestre qui s'ouvrira à Bastia, le 9 août prochain, sous la présidence de M. le conseiller Levie.

Pitti Ferrandi, François, propriétaire, à Pietra.
Antoni Antonetti, Vincent, prop. à Bastia.
Giamarchi, Décius, avocat, à Bastia.
Mariani, Charles, cap. en retraite, à Corbara.
Santelli, Antoine-Félix, prop. et négociant, à Bastia.
Brignole, Nicolas, prop. à Cervione.
Graziani, Jacques-Toussaint, prop. et maire, à Casanovo.
Baciocchi, Adorno-Félix, de feu André, prop. à Ajaccio.
Suzzoni, Jean Dominique, prop. à Sta-Reparata.
Luigi, Pierre-Martin-Vincent, prop. et médecin, à Loreto.
Colonna d'Ornano, Jacques-Antoine, avocat, à Ajaccio.

Manni, Vincent-Louis, Drapier, à Bastia.
Piccioni Sébastien, prop. et maire, à l'île-Rousse.
Zevaco, Pierre, épicer, à Ajaccio.
Giannorsi, Jean-Augustin, propriétaire, à S. Damiano.
Peretti, Paul-Marie, notaire, à Levie.
Cacciaguerra, Ours-Félix, propriétaire à Volpajola.
Battestini, Nonce, notaire, à Brando.
Pietri, Pierre-Marie, de feu Michel, prop. à Sartene.
Romani, Jean-Baptiste, prop. à Corbara.
Orabona, François-Taddée, notaire, à Popolasca.
Orsatelli, Paul-Martin, capitaine en retraite, à Bastia.
Peretti, Scipion, prop. à Levie.
Ambrosi, Marc-Marie, colonel en retraite, à Pastoreccia di Rostino.

Milanta, Pierre, avocat, à Bastia.
Vincenti, Antoine, prop. à l'île-Rousse.
Folacci, Jean-Baptiste, prop. à Ajaccio.
Ornano, Jean-Baptiste, prop. à Ste-Marie et Sicché.
Arrighi, Ange-François, prop. à Speloncato.
Limarola, Roch, percepteur, à Vallecalle.
Canoia Vence, Étienne-Emile, avocat, à Bastia.
Casalta, Antoine-Paul, prop. à Cervione.
Bonaccorsi, Jean-Joseph, prop. à S. Nicolao.
Peraldi, Joseph-Marie-Louis, prop. à Ajaccio.
Orsini, Barthélemy, lieutenant en retraite, à Bastia.
Casevecchie, Jacques-Félix, entrepreneur de bâtiments, à Bastia.

JURÉS SUPPLÉMENTAIRES.

De Zerbi, Dominique-Marie, avocat, à Bastia.
Giuliani, Joseph-Julien, capitaine en retraite, à Bastia.
De Cardo, Charles-Félix-Antoine, capitaine en retraite, à Bastia.
Battesti, Emile-Décius, avocat, à Bastia.

— Le projet concernant la prorogation jusqu'au 31 janvier prochain des lois relatives à la libre entrée des céréales a été adopté à la chambre des pairs, à la majorité de 105 voix contre 5.

NOUVELLES DIVERSES.

S'il faut en croire le *National*, l'époque de la convocation des conseils-généraux serait avancée cette année et fixée au 29 août prochain.

— On lit dans le journal de Troyes, du 16 juillet : « D'après les prescriptions du ministre de l'intérieur, et sur les plaintes de l'autorité administrative, le procureur du roi de Bar-sur-Aube vient d'être saisi de tous les faits relatifs à la maison centrale de Clairvaux. Tous les agents de l'entreprise vont avoir à répondre devant la justice des imputations si graves qui pèsent sur les actes de leur administration. »

« Un journal de Paris se plaignait avec assez d'aigreur de l'obscurité qui continuait à régner sur cette affaire. M. Ardit demande l'enquête ; le directeur la réclame également, disait la feuille d'opposition. D'où vient donc que la vérité ne se fait pas jour ? Bien avant que ce journal n'écrivit ces lignes, le ministre de l'intérieur avait donné des ordres qui ont été sur-le-champ mis à exécution. »

« La plainte reforme, dit-on, des inculpations de la plus haute gravité ; l'équivoque ne sera plus possible après l'enquête judiciaire ; chacun prendra la responsabilité de ses propres actes. Nous désirons vivement que l'affaire s'éclaircisse ; et si la justice, comme ce sera son devoir, prononce une peine sévère, nous unirons notre réprobation à son arrêt, pour flétrir avec elle des actes qui ne déshonorent que leurs auteurs, et ne sauraient atteindre le gouvernement, bien décidé à livrer à toute la sévérité des lois ceux qui chargés par lui d'un mandat quelconque, n'ont pas su remplir leurs engagements, ni rester fidèles à l'honneur et à la voix de leur conscience. »

— Toulon, 20 juillet. On nous écrit de Palerme : Le 13 juillet dernier, jour anniversaire de la mort de M. le duc d'Orléans, un service, auquel assistaient la plupart des Français présents à Palerme, ainsi que les états-majors de l'escadre, a été célébré par M. l'abbé Coquerneau à bord du vaisseau-amiral le *Souverain*. Cette touchante cérémonie, à laquelle chacun s'était rendu spontanément, était pour tous le sujet d'une émotion d'autant plus vive qu'on ne pouvait ignorer que c'est à Palerme qu'était né le prince à la mémoire duquel s'adressait ce triste et pieux souvenir.

— Nous pouvons annoncer comme positive la nomination de M. le vice-amiral Parseval-Deschênes, à la préfecture maritime de Toulon.

— Ainsi que nous l'avons dit dans notre dernier numéro, la corvette à vapeur le *Pluton* a laissé, le 11 l'escadre de la Méditerranée à Palerme (Sicile). Nos marins ont pris part à la fête de Ste-Rosalie, qui avait attiré, comme de coutume, la famille royale de Naples en Sicile.

L'escadre ne rentrera, dit-on, que dans le courant du mois d'août. En quittant Palerme, elle devait se rendre à Naples.

— On écrit de Königsberg.

« On se rappelle que les israélites de Königsberg se sont pourvus auprès du ministre de l'intérieur contre la défense que le directeur de la police de Königsberg leur a faite de donner suite à la résolution qu'ils avaient prise, de transférer du samedi au dimanche la célébration du sabbat, et cela, parce qu'un ordre de cabinet fort ancien interdisait aux juifs de faire aucune innovation dans l'exercice de leur culte. »

« Le ministre de l'intérieur a rendu à ce sujet une décision portant : qu'attendu que la mesure adoptée par les israélites de Königsberg ne constitue aucune innovation dans les pratiques de leur culte ; que par conséquent elle ne pourra être regardée comme une infraction aux prescriptions de l'ordre de cabinet ; et que d'ailleurs les jours destinés à la célébration des fêtes juives n'intéressent ni le gouvernement ni l'ordre public, la défense intimée par la police de Königsberg aux israélites de cette ville, de changer le jour de la sanctification du sabbat, doit être annulée et considérée comme non avenue. »

— M. le général Cubières a fait payer, dès samedi soir, les 10,000 fr. d'amende, plus 1,000 fr. pour les frais du procès et 1,000 fr. de décade de guerre, en tout 12,000 fr. M. le général Cubières a été mis aussitôt en liberté.

— Le roi a reçu hier, au palais de Neuilly, les neuf chefs arabes de l'Algérie, qui, en récompense de leur fidélité et de leurs bons services, ont été autorisés à

venir visiter la France. Ils ont été présentés à S. M. par M. le général comte de La Rue, directeur des affaires de l'Algérie, délégué à cet effet par le ministre de la guerre.

M. le duc d'Aumale, qui était auprès du Roi pendant cette réception, a reconnu la plupart de ces personnages pour les avoir eus sous ses ordres en Algérie. On remarquait parmi eux le bach-aga Amour-ben-Ferahant, qui a combattu auprès du prince avec la plus grande bravoure le jour de la prise de la smala d'Abd-el-Kader ; le kaid de Tlemcen, Sy-Ahmad-Sekkal, dont le caractère honorable et la vaste érudition sont connus depuis Fez jusqu'à Tunis ; le khalifa de Mascara, Sy-Brahim, fils d'un ancien bey turc, qui s'est toujours signalé par son dévouement à la France ; enfin Sy-Tahar, père du khalifa de l'est de la province d'Alger, qui depuis 1832 nous a rendu de très grands services dans le pays qu'il commande.

Le Roi a adressé des paroles bienveillantes à ces chefs arabes, et leur a dit que la France voulait surtout faire régner la paix en Algérie, assurer aux musulmans le libre exercice de leur religion et faire respecter leurs mœurs et leurs usages, parce qu'elle les considère comme ses enfants et ses sujets.

M. le général de La Rue a ensuite présenté les chefs algériens à la Reine, à Madame Adélaïde et à Mme la duchesse d'Aumale. Ils se sont retirés pénétrés de reconnaissance pour l'accueil qui leur a été fait par le Roi et par la famille royale.

— Le jour de la prorogation du parlement n'est pas encore fixé, mais il est à croire que ce jour sera vendredi.

Dans la séance de la chambre des lords, lord Brougham a appelé l'attention de la chambre sur la manière dont les affaires parlementaires ont été conduites pendant la session.

Un système de piraterie s'exerçant sur les côtes d'Irlande, au préjudice des bâtiments chargés de grains, le gouvernement vient d'envoyer un nouveau bateau à vapeur sur la côte occidentale d'Irlande pour la protection des bâtiments chargés de grains.

Le bruit court, dit le *Globe*, d'après une correspondance de Dublin, que lord Clarendon sera le dernier vice-roi d'Irlande. C'est-à-dire que l'Irlande sera administrée directement de Londres comme les autres parties du royaume-uni.

Cette mesure tendrait plus que toute autre à favoriser l'agitation du peuple dans le pays.

— La *Gazette d'Augsbourg* publie, d'après une correspondance datée de Constantinople, 30 juin, le récit de plusieurs affaires sanglantes qui ont eu lieu dans le Caucase entre les Russes et les Circassiens : le 16 mai, ces derniers, malgré l'approche de l'armée ennemie, se sont emparés de Kikikalch, forteresse russe située sur le Kauban, qu'ils ont détruite de fond en comble.

Le 20 mai, ils ont attaqué une autre forteresse nommée Zerebre : la garnison s'est vaillamment défendue, et pendant l'assaut, un jeune officier russe a mis le feu à un magasin à poudre, dont l'explosion a coûté la vie à 400 hommes, la plupart Circassiens ; mais telle était l'ardeur des assaillants que, malgré cette catastrophe, la place est tombée en leur pouvoir, après une lutte acharnée de douze heures.

Enfin, le 3 juin, il y a eu un combat terrible entre une division russe, commandée par le général Lepski et les montagnards, sous les ordres de Mohammed-Juba. Il est resté près de 5,000 hommes sur le terrain, sans qu'aucun des deux partis ait pu s'attribuer la victoire.

Malheureusement, les Circassiens manquent de poudre : on assure qu'ils la paient jusqu'à 300 piastres turques la livre.

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Le Dimanche 1^{er} du mois d'août 1847 à midi sur le Nouveau Marché de Bastia, il sera procédé à la vente d'un âne, et une quantité d'Orge, saisis par Procès-Verbal de l'huissier Costa.

Bastia le 29 Juillet 1847.

COSTA.

PAQUEBOTS À VAPEUR FRANÇAIS.



COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES.
Services réguliers entre la Corse, Marseille, l'Italie et la Sardaigne, touchant à Bastia.

Un bateau à vapeur partira de Bastia pour Ajaccio le 7 août prochain à 5 heures du matin, touchant à l'île Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le même jour. Il repartira pour Bastia le 9 à 7 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE PARIANI.